

هك اس النصحى

Supplément Radio-Télévision



Le Monde

15 rue Falguère, 75011 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14488 - 6 F

DIMANCHE 4 - LUNDI 5 AOÛT 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Espoir pour Chypre

SUR la lancée de la guerre du Golfe, les États-Unis multiplient les succès diplomatiques. Après le sans-faute réussi à Moscou par le président George Bush, et notamment l'annonce de la tenue d'une conférence de paix israélo-arabe, voilà que l'hôte de la Maison Blanche peut se prévaloir de ce que la Grèce et la Turquie viennent d'accepter de participer à une table ronde sur l'avenir de Chypre. Cette réunion devrait se tenir en septembre, aux États-Unis, sous l'égide de l'ONU.

Se profile ainsi le règlement d'une question qui empoisonne les relations entre Athènes et Ankara, alliés de surcroît au sein de l'OTAN, depuis l'occupation, en 1974, du nord de l'île par la Turquie et la création, en 1983, dans la zone séparatiste de Chypre, d'un État fantoche, reconnu uniquement par Ankara et protégé par 30 000 hommes armés. Occupant près de 40 % du territoire de l'île, les Chypriotes turcs y représentent environ 20 % d'une population totale de 700 000 habitants.

COMME pour la conférence de paix sur le Proche-Orient, le premier obstacle est, à l'évidence, celui de la représentation des différentes parties autour de la table de négociation. Un sujet sur lequel le président Bush, resté prudent, ne s'est pas, pour le moment, ouvertement prononcé. Les Turcs ont toujours été favorables à des négociations quadripartites, regroupant, autour des gouvernements d'Athènes et d'Ankara, les deux communautés de l'île. Les Grecs, en revanche, tout en acceptant la présence d'émisaires de la minorité turque, souhaitent la participation du gouvernement de Nicosie, internationalement reconnu, et des membres du Conseil de sécurité de l'ONU.

Ce problème de la représentation ne doit pas faire oublier les questions de fond. Si, sans le dire officiellement, les Grecs, faisant contre mauvaise fortune bon cœur, semblent prêts à accepter le principe d'une confédération chypriote, ils tiennent, avant même la tenue de la conférence, à obtenir un certain nombre d'assurances. Athènes souhaite ainsi un engagement sur la délimitation des territoires réciproques, des garanties pour le retour chez eux des Chypriotes grecs chassés par l'occupation turque. Les Grecs tiennent aussi à ce que soient jetées les bases d'une Constitution prenant en compte le poids réel de chacune des communautés et, enfin, à ce que l'ONU se porte garante du respect des accords pour empêcher toute nouvelle aventure militaire d'Ankara.

LA encore, comme avec Israël dans le conflit du Proche-Orient, Washington devra faire pression sur la Turquie, son « meilleur » allié, pour que celle-ci assouplisse sa position. Mais Ankara, pour « services rendus » lors de la guerre du Golfe, n'est pas sans arguments pour négocier d'éventuelles concessions. Un accord sur Chypre faciliterait, par exemple, l'établissement de relations encore plus étroites entre la Turquie et une Communauté européenne qui, jusqu'ici, s'est bien gardée d'intervenir dans un conflit qui concerne pourtant un de ses membres.

Si la nouvelle donne diplomatique internationale - en clair, la « Pax americana » - semble propice à un règlement, il ne faut pas sous-estimer la puissance, tant à Athènes qu'à Ankara, des forces hostiles à un compromis. A commencer par certains milieux militaires turcs.

La préparation de la conférence de paix

Les Palestiniens demandent des assurances aux Américains

A la suite des Israéliens, les Palestiniens ont donné un accord de principe à une conférence de paix, assorti d'une série de conditions et de garanties. Le secrétaire d'État américain, M. James Baker, s'était entretenu longuement vendredi 2 août avec des personnalités palestiniennes de Jérusalem-Est. A Amman, qu'il a quitté samedi pour Rabat, M. Baker avait fait pression sur les Palestiniens, en affirmant qu'ils « avaient le plus à perdre » si la conférence n'avait pas lieu.



Lire page 4 l'article d'HENRI RAINVOLT

Plusieurs dizaines de morts en Croatie

La présidence yougoslave lance un nouvel appel au cessez-le-feu

La présidence fédérale yougoslave a ordonné samedi 3 août un cessez-le-feu immédiat et inconditionnel en Croatie, où les affrontements ethniques ont encore fait ces derniers jours des dizaines de victimes. La troïka européenne est arrivée sur place vendredi pour une quatrième mission de bons offices. Faute de consensus entre les pays de la Communauté, l'envoi d'une force d'interposition européenne ne figure pas à l'ordre du jour.

Les affrontements inter-ethniques sont de plus en plus meurtriers en Croatie : vendredi 2 août, l'agence officielle yougoslave Tanjug a annoncé que les affrontements de la veille, à Dalj, un village de Slavonie, avaient provoqué la mort de quatre-vingts policiers croates. Le calme était revenu vendredi soir dans ce village, après deux jours d'affrontements entre forces armées croates et autonomistes serbes, au cours desquels, selon Tanjug, une quarantaine de membres de la police, de la garde nationale et de civils croates ont été capturés par des autonomistes serbes.

Dans la Banja, zone à forte minorité serbe au sud-est de Zagreb, « d'importantes forces de

Lire la suite et l'article de FLORENCE HARTMANN page 3

Le pouvoir ébranlé de M. Saddam Hussein

Un an après l'invasion du Koweït, le président irakien s'efforce de consolider par tous les moyens son autorité affaiblie

BAGDAD
de notre envoyée spéciale

Presque chaque soir depuis quelques semaines, sur leur écran de télévision, les Irakiens, surpris, voient défiler devant leur président des chefs de tribu venus lui renouveler leur allégeance et s'excuser du « comportement séditieux de quelques subordonnés » dans leur région. La scène pourrait paraître naturelle en Irak s'il n'était pas interdit depuis plusieurs années de faire la moindre

allusion à une quelconque appartenance familiale ou tribale. Mais, après les émeutes de mars et la fuite du Parti Baas à la périphérie, le président Saddam Hussein semble estimer que la fidélité tribale constitue un soutien plus fort que le lien baasiste.

Recevant récemment une délégation de la région de Kut, il a même fait amende honorable en affirmant que son régime « avait failli en excitant le peuple contre les fеоdaux ». Dès le début des

émeutes, au sud et au nord du pays, le président avait déjà battu le rappel des tribus sunnites, tenant tout à tous des réunions à Mossoul, Dala, Takrit, Ramadi, le « triangle sunnite », pour faire valoir à celles-ci que, « devant les débordements chiites et lardes », elles n'avaient pas d'autre choix que de le soutenir.

Un discours communautaire dont il ne faut pas sous-estimer la portée, dans un pays où l'appartenance tribale reste très forte, malgré la férule du parti. Les

relations avec les tribus, nouvelle donnée en ligne de compte, sont un des éléments que le régime doit organiser le régime qui rétribue, dit-on, très bien ces nouveaux visiteurs du palais présidentiel.

Vingt-trois ans après la victoire du Baas et son omniprésence à tous les échelons de la société, le constat de faillite du parti est peut-être amer, mais le pouvoir s'emploie à y remédier.

FRANÇOISE CHIPPAUX
Lire la suite page 5

Le scandale de la BCCI

Le feuilleton de la BCCI (Bank of Credit and Commerce International) rebondit : selon un rapport du cabinet Price Waterhouse, des responsables de l'émirat d'Abou-Dhabi, principal actionnaire de la banque, étaient au courant de ses activités frauduleuses. Nous terminons notre enquête sur les ramifications mondiales de la BCCI, avec l'Afrique - la moitié de son chiffre d'affaires - et l'Argentine.

Lire page 11 les articles d'ÉRIC FORTINO et de CHRISTINE LEGRAND

Hongrie : le « malaise » des années Kadar

Deux ans après la mort du dictateur, les Hongrois tentent d'expliquer le « malaise » des années Kadar. Le régime né de l'insurrection de 1956 conserve ses nostalgiques et même ceux qui le critiquent éprouvent quelques difficultés à s'exprimer. Certains commencent toutefois à briser ce tabou, à vaincre ce « refoulement collectif ».

Lire page 3 l'article de notre correspondant YVES-MICHEL RIOLS

Japon : les retombées de l'affaire Rushdie

L'assassinat il y a trois semaines du traducteur nippon des Versets sataniques a semé l'inquiétude dans la petite communauté islamique de l'archipel. Les musulmans japonais redoutent que ce meurtre, encore non élucidé, ne ternisse leur image dans l'opinion et les étrangers craignent un brusque tour de vis de la politique d'immigration.

Lire page 4 l'article de notre correspondant PHILIPPE PONS

Le sommaire complet se trouve page 14

Le Monde
PHILATELISTES
OFFICE de la philatélie
SPÉCIAL ACADÉMIE DE PHILATÉLIE
Un cahier central détachable de 50 pages
Avec un cadeau des PTT suisses
Bonne nuit : la conquête du pouvoir.
Cartes postales : le parti.
La page télégrammes.
PRIX SPÉCIAL : 28 FRANCS
LE MONDE DES PHILATELISTES
POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES
En vente chez votre marchand de journaux

CHEZ LES PEINTRES
Monsieur le comte
Retiré en Suisse, Balthus, le dernier des héritiers de Degas et de Bonnard, y continue son œuvre, hors du monde et de son temps
par Philippe Dagen
Avec sa grande salle, Balthus Klossowski de Rola n'a suspendu qu'un seul de ses dessins, le portrait d'une adolescente, et aucun de ses tableaux. Ignorait-il que « monsieur le comte », comme il convient de l'appeler, a pour pseudonyme Balthus, le visiteur qui y est introduit par un majordome philippin se croirait dans la demeure d'un amateur fortuné de meubles anciens - il y en a de toutes espèces dans l'entrée et le salon, secrétaires, vieux buffets, crédences et bibliothèques - et de fleurs - bouquets de lilas dans les coins de la pièce et jardin de rhododendrons devant la maison. Une étude d'œuvres d'Inde au crayon de Delacroix et une lithographie de Bonnard suggèrent seules l'habitant de ce luxueux logis à quelque goût pour les beaux-arts. Lui-même se plaît à rappeler que l'insulte suprême du capitaine Haddock, la dernière de ses litiges, la plus dédaigneuse, est « Aristote ! » et reprend à son compte cette affectation de mépris. Balthus refuse de poser à l'artiste.
Aussi vit-il non point à la manière d'un peintre tel qu'il est convenu de l'imaginer, mais dans le style voluptueux et paisible d'un aristocrate las du monde. Il n'admet dans son costume aucune concession au négligé, noue à son cou un foulard de cachemire, s'appuie sur une canne de bois sombre incrusté de nacre et se compose de la sorte une figure de gentleman aux champs très réussie.
Il vit retiré avec son épouse japonaise dans un très petit village de Suisse, non point station mondaine ou balnéaire mais réunion de fermes dans une vallée de prairies encadrée par des montagnes ni trop hautes ni trop escarpées, des montagnes de bonne compagnie si l'on ose dire, faciles à franchir et plaisantes à regarder d'en bas. Le chalet qu'il a acheté ne surprend pas moins que l'endroit.
Lire la suite page 8
Voyage avec Colomb
6. - L'énigme juive
A Séville, Colomb débarque en pleine guerre civile, 1492, c'est aussi la fin de l'Espagne maure et de l'Espagne juive. Un drame qui est peut-être son intime blessure... Lire page 2 le sixième épisode du feuilleton d'EDWY PLENEL

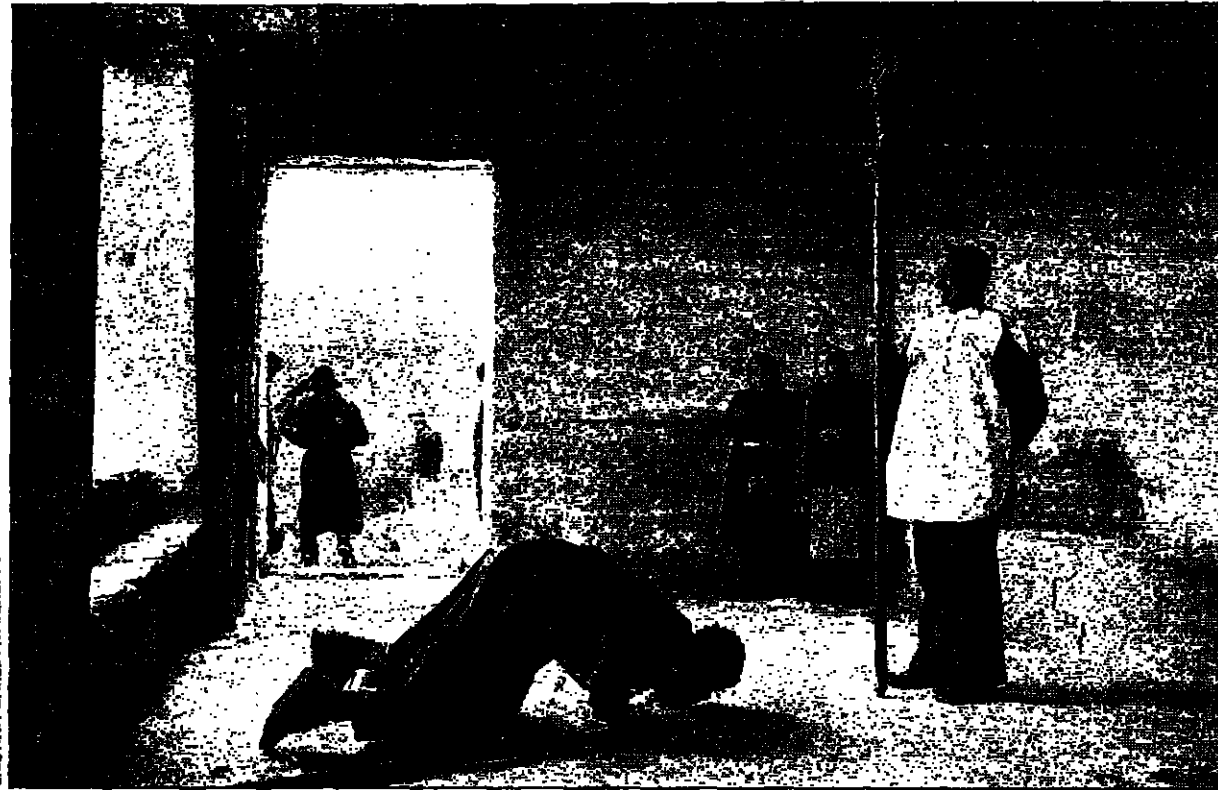
M 0146 - 0805 - 6.00 F

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DT ; Tunisie, 750 m ; Allemagne, 2,60 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; États-Unis, 1,20 \$; France, 2,20 F ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; République Fédérale d'Allemagne, 450 F ; Royaume-Uni, 1,90 £ ; Suisse, 1,90 CHF ; Suède, 1,90 SKR ; Thaïlande, 2,50 B ; Turquie, 2,50 TL ; Venezuela, 2,50 B.

Voyage avec Colomb

6. L'énigme juive

par Edwy Plenel



CISTINA GARCIA RODRIGUEZ

SÉVILLE. — « *Ea, judios, a enfar-delar : que mandan los reyes que paséis la mar.* » C'était un villancico, une de ces chansons de vilains, très populaires et souvent satiriques, en vogue dans l'Andalousie du XV^e siècle. Des quatrains caustiques, raillant la vie de tous les jours. Des instantanés de l'air du temps. « *Hola, les juifs, faites vos malles : les rois vous ordonnent de passer la mer.* » Lus à Paris, ces mots nous reviennent, en cet après-midi languissant, devant la maison de la Susana. Au cœur de la Judería, l'ancien quartier juif bordant les murailles de l'Alcazar, c'est une demeure sévillane comme il y en a tant, aux fenêtres ourlées de fer forgé. Sous l'une d'elles, cependant, ce détail intrigant, un carreau de céramique bleu et blanc qui représente une tête de mort accompagnée de ce nom : la Susana.

Au pays de Carmen et de don Juan, cette amoureuxse perdue attend depuis cinq siècles son dramaturge. Juive, elle était follement éprise d'un chevalier chrétien. Au point de trahir sa famille, de dénoncer son père et ses frères qui, nouveaux chrétiens, conversos, judaïsaient en secret, *marranos* en fait. Ils s'en furent donc vers le bûcher de l'inquisition par la *calde de la muerte*, une rue toute proche, parallèle à la *calde de la vida* empruntée par ceux que le tribunal acquittait. La vie, la mort... Quand vint son heure, la Susana, prise de remords, demanda qu'on s'arrête à la tête de son corps et qu'on l'expose dans la nuit des temps devant sa fenêtre. Selon la légende, ce n'est qu'un siècle dernier que son crâne desséché fut remplacé par ce carreau symbolique.

Colomb a-t-il lui aussi erré dans ce quartier, non loin des jardins mauresques de l'Alcazar en bordure desquels un monumment associe son souvenir à celui des Rois catholiques ? Fut-il indifférent au drame que vivaient ses habitants, totalement absorbé par son rêve ? Ou, au contraire, les deux sont-ils indissociables, le drame précipitant l'avènement du songe ? Il est là en tout cas, à Séville, Cordoue, à Salamanque, à Santa-Fé, à Grenade, au cœur des passions du moment, suivant la cour dans ses pérégrinations, multipliant les démarches. Neuf mois après son arrivée en Castille, il est reçu par la reine Isabelle, en mai 1486, à Cordoue, où il fait la connaissance de sa future compagne, Béatrice. Comme à Lisbonne, une commission d'experts est désignée, qui, d'abord, tergiverse à l'instar des rois : Isabelle est tentée, Ferdinand réticent. A tout hasard, le Génois est placé en réserve du royaume : on lui accorde une pension annuelle de 12 000 maravedis, de quoi sortir de la misère, voir venir et ne pas lâcher prise.

MAIS puisque la réponse tarde cet Européen avant l'heure frappe à d'autres portes, ignorant les frontières, jouant des rivalités. En 1488, il est au Portugal, où il propose à nouveau son projet au roi Jean II. Mais le retour à Lisbonne, au même moment et sous ses yeux, de Bartolomeu Dias lui ôte tout espoir : à quoi bon s'épuiser à chercher l'Inde à l'ouest quand la voie est enfin ouverte par le sud, par l'Afrique contournée, par le cap de Bonne-Espérance ? Sans vergogne, Colomb s'adresse à la concurrence, il charge d'une tournée en Europe du Nord son frère Bartolomeu, qui s'en va présenter leurs cartes devant les cours d'Henri VII l'Anglais et de Charles VIII le Français. Nouvel échec et retour à la case départ, l'Espagne.

Colomb se fait prosélyte, construit patiemment son réseau d'influence, habille d'outils de franciscains et de dominicains. En 1490, le verdict des experts est une gifle pour cet « *idiot* », ce non-lettré dont le voyage est utopique et, s'il était possible, durerait au moins trois ans ! Tenace, Colomb maintient la pression. Il n'a pas le choix. Fin 1491, janvier 1492, tout se précipite. Ultime démarche de ses alliés, nouvelle commission désignée, Isabelle ralliée, l'acquiescement est à portée de



GODFREY SCHUCHMAN AMSTERDAM

main. Mais Colomb est un négociateur retors. Sa patience a un prix, exorbitant : amiral de la mer océane, amiral de Castille, vice-roi des Indes, gouverneur de toutes les terres découvertes, participation massive à tous les bénéfices. Les enchères n'en finissent pas de monter. Et c'est la rupture, en mars 1492. Colomb s'en va, sur sa *maile* disent les témoins, seul et superbe, drapé dans sa dignité et sa mégalomanie. « *L'humilité, écrira-t-il plus tard, me montrait le peu que j'étais, mais sachant de quoi j'étais porteur je me sentais l'égal de l'une et l'autre couronne.* » Culte monstre, quitta ou double. Et c'est le *happy end*, digne d'un mélodrame romantique : un message d'Isabelle le rattrape sur la route, il a gagné. Le 17 avril 1492 commence la mise en forme des capitulations par lesquelles les rois cèdent à ses exigences.

Mystérieuses, les raisons de ce brusque revirement n'ont cessé d'inspirer les romanciers qui s'attardent sur ce couple énigmatique, Isabelle et Colomb. Le dernier en date n'est pas le moins surprenant. Depuis la cachette qui le sauve des intégristes islamistes, Salman Rushdie a succombé à son tour à la tentation. Récemment publiée par le *New Yorker*, sa courte nouvelle campe ironiquement Colomb en étranger rêvant de « *consommer* » sa relation avec Isabelle, tandis que la reine rêve de posséder l'inconnu, l'au-delà des herbes. Et leurs rêves fusionnent dans la réalité du voyage transatlantique. « *La recherche d'argent et de protection n'est pas si différente de la quête d'amour* », résume le Colomb de Rushdie.

La vérité des historiens nous ramène à la tragédie, loin du marivandage. L'anecdote biographique est manquée au second degré collectif. Fin 1491, la chance tourne pour Colomb quand les Maures de Grenade capitulent. En mars 1492, il rebrousse chemin alors même que se prépare l'édit d'expulsion des juifs. Le 2 janvier 1492, il est à Grenade quand les émissaires de Castille et d'Aragon s'élèvent sur les tours de l'Alhambra et voient l'émir Boabdil baisser les mains de ses vainqueurs. Le 17 avril, l'homme auquel il dicte ses exigences pour les capitulations est celui qui, deux semaines auparavant, le 31 mars, a écrit sur ordre l'édit d'expulsion : Juan de Coloma, secrétaire du roi et de la reine. Et le 3 août, quand ses trois bateaux quittent enfin le port de Palos, d'autres navires, à Cadix et ailleurs, embarquent pêle-mêle pour un exil sans retour adultes, enfants et

vieillards juifs dont l'expulsion arrivait à échéance le 31 juillet.

Colomb, dont le nom sera bientôt associé au drame des civilisations américanistes, surgit ainsi au croisement des drames maure et juif. La chute de Grenade après dix ans de guerre marque la fin d'un islam d'Occident, enraciné sur cette terre depuis huit siècles, tolérant et brillant, pont intellectuel par lequel transiteront classiques grecs et latins, redécouverts grâce aux traducteurs toledans. L'expulsion d'Espagne est pour les juifs l'ultime rejet par une Europe où l'expulsion avait déjà frappé partout ailleurs (1 290 en Angleterre, 1306 en France), l'abandon d'une patrie millénaire qui, dans un déplacement d'Occident en Orient, donnera naissance aux communautés séfarades d'Afrique du Nord et de Turquie, de Salonique et d'ailleurs. Deux ruptures, une double clôture de la chrétienté dont notre siècle est encore débiteur. Une déchirure qui est peut-être l'intime blessure de l'Amiral.

COLOMB juif ? Cette question est aujourd'hui encore débattue par les historiens, qui s'accordent cependant tous sur sa naissance génoise. Avec plusieurs variantes : d'origine juive mais né chrétien, juif converti devenu catholique sincère, nouveau chrétien judaïsant en secret... Sans découverte miraculeuse, le débat restera ouvert. Car il n'y a toujours pas de certitude. Le document qui pourrait en tenir lieu, une lettre à Isabelle datée de juin 1492 et dénonçant la judaïsme de Colomb, publiée en 1969 dans la presse israélienne, est jugé douteux. C'est donc affaire de conviction, d'interprétation. Sous cet angle, la thèse juive marque des points, ralliant les meilleurs « *colombistes* » espagnols. « *Il a au minimum été élevé dans le judaïsme, affirme Consuelo Varela, la conservatrice de l'Alcazar. A l'époque, un vieux chrétien ne parlait plus de juifs la compagne de Jérusalem. Nos collègues italiens nous opposent que Gènes était interdite aux juifs. C'est ridicule ! Ce n'est pas parce que c'était interdit qu'il n'y en avait pas.* »

Son époux, Juan Gil, dont le travail sur les utopies de la découverte fait autorité, est encore plus catégorique : « *C'était un juif qui n'avait pas renoncé, un marrane. Il souffrit de la lire. Parler de reconstruire le second Temple, ce n'était pas chrétien. Mettre au même niveau l'apocalypse selon saint Jean et les prophéties d'Isaïe, c'était aligner la fin du monde sur la venue du Messie. Et*

quand il parle de lui comme Moïse ou David, il ne s'identifie pas à Jean-Baptiste » Varela et Gil représentent une nouvelle génération d'historiens, iconoclastes à l'image de l'Espagne d'après Franco. Or Morales Padrón, historien de la vieille école, professeur à l'université de Séville depuis 1952, dont l'appartenance est encombrée de crucifix et d'images pieuses, et que le modernisme échevelé des socialistes au pouvoir n'enchantait guère, penche du même côté : « *Il était sans doute d'ascendance juive. Les juifs, dans l'histoire espagnole, c'est comme le lierre pour le tronc. C'est indissociable. Mais il était catholique pratiquant, sincère.* »

A première vue, comment en douter ? Abandonnant *Cristóbal* pour *Christófero*, le Porte-Christ, il place son œuvre sous le signe de la Sainte-Trinité. Dans ses écrits, il félicite même les Rois catholiques d'avoir « *détruit ceux qui ne voulaient pas confesser le Père, le Fils et le Saint-Esprit* ». Fin encore, quand ses adversaires auront le vent en poupe, il n'hésitera pas à les désosser comme des convertis. L'un d'eux, Ximeno, que l'Amiral n'hésitera pas à rosser en public, aura droit à cette vilaine flèche, dans une lettre aux rois : « *Il est de la race de ceux qui s'entraient, à la mort, à la vie.* » Quand, en 1499, dans l'île d'Hispaniola, il devra faire face à une révolte menée par Francisco Roldán, il affirmera aux rois que les partisans de ce dernier sont « *pour la plupart* » des convertis et ajoutera : « *J'ai toujours eu lieu de combattre l'ennemi de notre sainte foi.* »

Certes, mais ce serait trop simple. Ce rusé manie en maître l'équivoque et ne cesse de citer l'Ancien Testament. Quand, déjà déchu, il entreprend de son Livre des prophéties, il se revendique d'une *Glose à la Bible* d'un juif converti, Nicolas de Lyre, qu'il cite sous son nom original, Rabi Samuel. Annonçant que « *plus ou moins cent cinquante ans* » séparent son époque de la fin du monde, avant laquelle « *tout ce que les prophètes ont écrit sera accompli* », Colomb fonde ses calculs sur le calendrier juif. Un jour, durant son quatorzième voyage, le dernier avant sa mort, le jour dramatique, il s'endort, épuisé et désespéré. C'est alors, raconte-t-il, qu'une voix « *très compatissante* » lui susurre : « *O insensé ! lent à croire et à servir son Dieu, le Dieu de tous ! Que fit-il de plus pour Moïse et pour David, son serviteur ?* (...) Les Indes,

Ci-dessus : « *Je dis que l'Esprit saint souffla sur les chrétiens, les juifs et les Maures...* »

Il se les a données pour tiennes ; tu les as remises comme tu l'as voulu (...). Et des chrétiens tu as reçu la plus glorieuse renommée. Que fit-il de plus pour le peuple d'Israël quand il le tira d'Egypte ? Et pour David que de pasteur il fit roi de Judée ? Reviens à Lui et reconnais ton erreur...

N'est-ce pas là le propos ambigu d'un juif caché, secret ? Et puis il y a les soutiens de Colomb, son réseau d'influence. Clercs ou laïcs, ils sont en majorité d'ascendance juive ou juifs convertis : Antonio Marchena, ce franciscain cosmographe qui ne fera jamais défaut, Diego Deza, le confesseur dominicain d'Isabelle, Luis de Santangel, le grand argentier de Ferdinand, sans oublier la compagne de l'Amiral, Béatrice. Mais, à nouveau, tout s'embrouille : Diego Deza ne deviendra-t-il pas inquisiteur général, succédant à ce poste au terrible Torquemada ? A l'inverse, Hernando Talavera, l'un des opposants de Colomb, président de la commission des experts, est juif par sa mère. Nommé archevêque de Grenade dès 1492, plus ouvert que d'autres — il demandera à son clergé d'appréhender l'arabe et montrera l'exemple, — il échappera de peu à l'inquisition, dont il avait combattu l'établissement, grâce à l'intervention de Rome.

C'est pourtant de ce brouillard que surgit une réponse provisoire. Certainement imprégné de judaïsme, Colomb est d'abord un homme de son temps, imprégné de ses drames. Un temps messianique où les frontières religieuses sont incertaines et les conversions ambiguës parce que forcées. Un temps où l'extinction espagnole, sous la monnaie d'un antisémitisme populaire, a donné naissance à une hérésie nouvelle, le marranisme, ces chrétiens judaïsants qui s'inventent une identité plurielle dans la dissimulation. Un temps exalté où la chute de Grenade suscite chez les chrétiens une illumination mystique, où certains voient en Ferdinand le roi des temps derniers. Un temps où certains juifs projettent sur l'Orient leur espoir en retournant le mythe chrétien de l'Antéchrist contre le christianisme.

CONVAINCU d'avoir été choisi par la Providence, l'autodidacte Colomb s'abreuve à ces flots contradictoires. Elu de Dieu, il s'imaginerait renouant ce qui a été déchu. « *J'ai traité et débattu avec de doctes gens, ecclésiastiques et séculiers, laïcs et grecs, juifs et maures, et avec beaucoup d'autres, d'autres sectes* », écrit-il dans son Livre des prophéties, pour conclure ensuite : « *Je dis que l'Esprit saint souffla sur les chrétiens, les juifs et les Maures, et sur tous autres de toutes sectes.* » C'est ici qu'il faut sans doute le croire, dans cette démarche syncrétique qui donne la cohérence d'une pensée apparemment contradictoire. Juif secret ou juif converti, qu'importe, Colomb est en religion aussi un homme de transition, une sorte de « *néo-marrane* » pour reprendre un autoportrait d'Edgar Morin, vivant une « *poly-identité* », fils de plusieurs « *matries* », l'italienne, la portugaise et l'espagnole, la chrétienne, la juive et la maure.

« *Viendra un temps où la mer océane lâchera les amarres des choses* », écrit encore Colomb dans ses prophéties. Le 3 août 1492, c'est lui qui les lâche devant Palos. A bord de ses trois navires, aucun prêtre mais un interprète, parlant l'arabe, l'araméen et l'hébreu, Luis de Torres, un juif que l'on baptise juste avant l'embarquement.

Prochain article : Le marin inconnu

Retrouver les épisodes de « *Voyage avec Colomb* » sur France-Culture, du lundi au samedi, à 18 h 15.

La police fédérale sera faire respecter le nouveau

Anglais tentent d'exorciser le

سكس ان التصل

ÉTRANGER

• La Monde • Dimanche 4 - Lundi 5 août 1991 3

YUGOSLAVIE : la réunion de la présidence collégiale

La police fédérale sera chargée de faire respecter le nouveau cessez-le-feu

La présidence collégiale yougoslave a ordonné, samedi 3 août à l'aube, un cessez-le-feu absolu et immédiat en Croatie. Aux termes de la résolution qui a été adoptée par sept voix contre une, la direction collégiale exige l'interruption inconditionnelle des conflits en Croatie. Pour y parvenir, elle a demandé que les formations armées ainsi que les civils armés suspendent toute action pouvant provoquer de nouveaux conflits. Elle a ordonné leur retrait des zones sensibles afin de créer une zone-tampon.

BELGRADE

de notre correspondant

Le ministre fédéral de l'intérieur sera responsable de l'organisation du contrôle de cette zone-tampon. Des forces mixtes composées d'unités de la police fédérale, de la police de Macédoine, de Bosnie-Herzégovine et de Slovincie en seront chargées. L'armée fédérale et la police croate désigneront des coordinateurs pour superviser le cessez-le-feu et faire la liaison entre les parties en conflit.

La présidence a, par ailleurs, nommé une commission mixte présidée par le vice-président yougoslave, M. Branko Kostic, et comprenant les représentants de la Macédoine, de la Bosnie-Herzégovine et de la Slovincie à la présidence collégiale, les ministres fédéraux de la défense, de l'intérieur et de la justice et le vice-président du Parlement fédéral. Cette commission, responsable de la mise en œuvre de cette résolution, coopèrera avec les autorités croates et informera la présidence des résultats

obtenus. Elle agira, de plus, en collaboration avec les observateurs européens.

Le chef de l'Etat yougoslave, le Croate Slobodan Milosevic, n'a toutefois pas souscrit à cette résolution. En effet, la Croatie avait posé un préalable à l'adoption de ce cessez-le-feu, notamment le retour immédiat et inconditionnel de l'armée fédérale dans ses casernes et l'établissement du champ d'action des observateurs européens à toute la Croatie. Il semblerait cependant que M. Milosevic se soit opposé à l'adoption de cette résolution.

Plusieurs dizaines de morts en Croatie

Suite de la première page

L'intensification des combats survient alors que la quatrième mission de la trêve européenne examine les possibilités d'étendre à la Croatie la zone d'activité des observateurs de la CEE, jusqu'à présent limitée à la Slovincie voisine. Vendredi, à Zagreb, le ministre néerlandais des affaires étrangères, et président, en exercice de la CEE, Hans Van den Broek, a indiqué qu'un cessez-le-feu était « une condition préalable pour que la Communauté européenne puisse étendre son mandat à la Croatie ». Appuyant M. Van den Broek, le ministre de la Défense, Hans Van den Broek, a déclaré qu'un cessez-le-feu était « une condition préalable pour que la Communauté européenne puisse étendre son mandat à la Croatie ».

Le chef de l'Etat yougoslave, le Croate Slobodan Milosevic, n'a toutefois pas souscrit à cette résolution. En effet, la Croatie avait posé un préalable à l'adoption de ce cessez-le-feu, notamment le retour immédiat et inconditionnel de l'armée fédérale dans ses casernes et l'établissement du champ d'action des observateurs européens à toute la Croatie. Il semblerait cependant que M. Milosevic se soit opposé à l'adoption de cette résolution.

L'engagement de la mission d'observateurs européens en Croatie a

été accepté, et son élargissement éventuel prévu à condition que Zagreb demande l'opposition de la Croatie à la nomination de M. Kostic à la tête de la commission présidentielle a été partiellement pris en considération, puisque la direction collégiale a nommé trois nouveaux membres, représentant la Bosnie, la Macédoine et la Slovincie.

La résolution du samedi 3 août ressemble donc à un compromis entre les revendications de la Croatie et celle de la Serbie. Néanmoins, plusieurs questions se posent. En effet, on peut se demander comment la présidence yougoslave compte appliquer les décisions qu'elle avait adoptées antérieurement, comme le désarmement de toutes les formations paramilitaires et le retour de l'armée dans les casernes.

Ce problème épineux avait déjà été soulevé lors de la précédente résolution, car la Croatie craignait d'abord le retrait de l'armée fédérale et le désarmement des formations paramilitaires serbes présentes sur son territoire. La Serbie, qui dispose, avec le Monténégro, de quatre voix sur huit au sein de la présidence, revendiquait, pour sa part, le désarmement par l'armée fédérale de toutes les unités paramilitaires, y compris la Garde nationale croate, ainsi que la démolition de la police croate.

Aucune de ces questions n'a été soulevée dans la présente résolution. Il faut aussi remarquer que c'est la première fois que la Slovincie adhère aux modalités d'un cessez-le-feu en Croatie, et accepte d'y prendre part. Il est étonnant que la Slovincie, qui a retiré tous ses représentants des organes de la Fédération et qui ne participe aux sessions de la présidence collégiale que dans le but d'assurer son départ de la Yougoslavie, accepte de se soumettre aux prérogatives de la Fédération, et notamment de son ministre de l'intérieur.

FLORENCE HARTMANN

URSS : selon M. Gorbatchev

Le traité de l'Union sera signé à partir du 20 août

Neuf Républiques d'URSS vont signer à partir du 20 août un nouveau traité de l'Union, a déclaré, vendredi 2 août, le président Mikhaïl Gorbatchev lors d'une allocution télévisée. Le numéro un soviétique a ajouté : « Les changements les plus profonds de toute l'histoire de notre Etat sont en cours ». Selon M. Gorbatchev, « le traité crée la base de profonds changements (...) dans toutes les sphères de la vie publique. Nous pouvons espérer que son impact positif pourra bientôt être ressenti ». Il a affirmé qu'il laisserait la porte ouverte aux six Républiques qui ont refusé

de participer à la rédaction du traité - les trois Républiques baltes, la Moldavie, la Géorgie et l'Arménie. Le nouveau traité donnera, pour la première fois, un réel pouvoir aux gouvernements des Républiques au sein de structures fédérales plus souples. A cet égard le président soviétique a précisé que le pouvoir central conserverait le contrôle de la défense et de la sécurité avec une armée unique. Le nouveau traité prévoit également le maintien d'un marché et d'une monnaie uniques. La Fédération de Russie, la plus importante des Républiques d'URSS, sera la première à signer le texte. - (Reuter.)

Selon le premier ministre

Moscou ne mettra pas fin à son aide militaire à Cuba

Le premier ministre soviétique, M. Valentin Pavlov, a rejeté, vendredi 2 août, la demande du président George Bush de voir réduire l'aide militaire de l'URSS à Cuba. « Personne n'a le droit de dicter sa politique à un Etat souverain », a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse. « Nous ne voyons aucune raison de réexaminer nos relations d'amitié et de coopération avec quelque Etat que ce soit, notamment avec un ami de longue date ».

Lors de sa visite à Moscou cette semaine, le président Bush a estimé que Moscou devrait réduire ses relations économiques avec Cuba, notamment en matière d'assistance militaire, pour favoriser le climat de confiance entre les deux grandes puissances. - (Reuter.)

Deuil national

en Lituanie pour les obsèques des douaniers assassinés

Un diplomate américain, M. Jack Gosnell, consul général à Leningrad, est arrivé, vendredi 2 août, en Lituanie pour assister, samedi, aux obsèques nationales de sept gardes-frontières mystérieusement exécutés mercredi dans la République indépendante (le Monde des 1^{er} et 3^{er} août). Des son arrivée, il a eu un entretien avec M. Vytautas Landsbergis, président de la République.

Le septième garde-frontière, M. Ricardas Rabavičius, vingt et un ans, n'est mort que vendredi, après avoir passé quarante-huit heures sous assistance respiratoire artificielle. Un autre de ses collègues luttait toujours contre la mort à l'hôpital. A Vilnius, une foule silencieuse s'est rassemblée devant le Palais des sports de la ville où sont exposées les dépouilles des sept gardes-frontières. Un deuil national avait été décrété pour samedi.

De source lituanienne, on a précisé que la sécurité aux frontières avait été renforcée alors que l'enquête s'étend. Les policiers ont toutefois retrouvé la voiture d'un garde-frontière dissimulée dans des broussailles à environ un kilomètre du lieu du massacre. Pour les enquêteurs, les tuteurs - au nombre de deux, selon des traces de pas retrouvées à proximité - ont volé le véhicule pour prendre la fuite. Si les autorités parlent d'un travail de « professionnels », l'enquête n'a jusqu'ici apporté aucun élément de nature à permettre leur identification. - (Reuter.)

Formation d'un parti communiste réformiste en Russie

Des membres du Parti communiste russe ont créé, vendredi 2 août, une nouvelle formation politique communiste réformiste. Lors d'une conférence présidée par le vice-président russe, M. Alexandre Roukotchouk, quelque 800 délégués ont décidé, à une étonnante majorité, de tenir à l'automne le premier congrès du Parti démocratique des communistes russes. La nouvelle formation se propose de lutter, au sein même du Parti communiste, en faveur des réformes politiques et économiques en URSS. M. Alexandre Roukotchouk a souligné, au cours de la conférence, qu'il pensait que le Parti communiste pouvait encore être transformé en une force utile à la société. - (Reuter.)

Les Hongrois tentent d'exorciser le « malaise » des années Kadar

Si le parti communiste n'est plus représenté au Parlement, le régime de l'ancien dictateur, mort en juin 1989 conserve ses nostalgiques. Une pièce de théâtre d'Antal Végh tente pour la première fois de briser le tabou

BUDAPEST

de notre correspondant

Comment peut-il se passer en paix ? La petite tombe discrète de Janos Kadar est étrangement située à mi-chemin de deux autres monuments qui symbolisent les paradoxes amers de son existence : d'un côté l'imposant panthéon du mouvement ouvrier, toujours orné de la devise « ils ont vécu pour le communisme et le peuple », et de l'autre le fragile totem en bois, à la mode des cimetières de Transylvanie, dressé à la mémoire des victimes de l'insurrection de 1956. Même mort, l'ancien dirigeant communiste, décédé en juin 1989 à l'âge de soixante-dix-sept ans, continue d'être hanté par son destin pitoyable.

Pourtant, près de 10 000 fidèles sont venus lui rendre hommage, samedi 6 juillet, à l'occasion du deuxième anniversaire de son enterrement. Sous un soleil de plomb, les orateurs ont été interrompus au cri de « Vive le parti » et le rassemblement s'est calmement dispersé après avoir entonné une dernière fois l'Internationale.

Le plus long règne après François-Joseph

« C'est bien la preuve que l'esprit de Janos Kadar est toujours vivant », proclame, sans sourciller, M. Gyula Thurmer, trente-huit ans, le jeune président du Parti communiste hongrois, la minorité restée pure et dure. Toutefois sa formation n'a pas franchi aux législatives de mars 1990 la barre des 4 % qui lui aurait assuré une représentation parlementaire. Et le PC, jadis tout puissant, partage désormais son siège avec une société privée de distribution de meubles baptisée Royal.

Vivant, l'esprit de Kadar ? Ce qui frappe plutôt, c'est le silence pesant entourant ces années-là. Un silence qui alimente le vide et autorise tous les dérapages. C'est ainsi que M. Gyula Thurmer peut encore continuer à défendre « la grandeur humaine de Kadar » alors qu'un ministre du gouvernement conservateur a récemment déclaré que « Kadar était plus coupable que Szalasi », le chef du mouvement nazi responsable de la mort de centaines de milliers de

juifs, qui fut condamné pour crimes contre l'humanité après la guerre.

« Pour une grande partie de la population éloignée de l'agitation politique, les années Kadar représentent une époque plus stable, plus équilibrée et plus calme ; c'est sûr qu'il y aura des nostalgies », constate l'historien György Litvan. Des regrets qui se nourrissent de l'inquiétude, face à un avenir toujours plus incertain et économiquement instable. Mais, malgré cela, Janos Kadar, celui qui a régné le plus longtemps sur la Hongrie contemporaine après l'empereur François-Joseph, demeure remarquablement absent, enfoui dans une mémoire soignée, le seul qui n'arrive pas à s'exprimer. Mais l'écriture polémique, extrêmement contestée par ailleurs, Antal Végh, a osé briser le tabou. Si sa pièce de théâtre, les *Episodes de la vie d'un gouverneur*, sortie en janvier à Budapest, n'a pas fait recette, c'était toutefois la première fois que la vie de l'ancien dirigeant communiste était montrée sur scène.

Végh, à son accoutumée, n'y est pas allé de main morte. Il a choisi le parti pris de la dérive, pour illustrer la vie d'un Kadar qui a présidé aux destinées de la République populaire de Hongrie pendant trente-trois ans. Une dérision aux accents tragi-comiques, puisée dans le parcours même du « Vieux ». Arrivé au pouvoir dans le sillage des tanks soviétiques, le Kadar d'aujourd'hui est le premier ministre Imre Nagy, le père spirituel de la révolution de 1956... Et de son vivant, raconte le journaliste Mahaly Sukosd, « Kadar n'a jamais prononcé le nom d'Imre Nagy. Il disait toujours « lui » ! »

L'adaptation de Végh - une heure et demie de provocation pour passer en revue quarante ans d'Histoire - la société hongroise n'arrive pas encore à accepter l'ensemble de son histoire du vingtième siècle. La coalition conservatrice au pouvoir essaie maintenant de présenter notre pays comme une victime permanente, jamais responsable. Elle cherche à accablent l'URSS de toutes nos souffrances. Mais ce n'est pas un portrait réaliste. Si Kadar a survécu si longtemps, c'est aussi parce que son régime était accepté par une grande partie de la population.

premier à avoir osé s'attaquer au phénomène Kadar. Mais, signe du malaise, quatre metteurs en scène se sont désistés et les acteurs ont abandonné les uns après les autres. Finalement, seul un acteur comique a accepté d'interpréter le rôle de Kadar communément appelé « Janos Bascsi » (Monsieur Jean).

Une exposition en préparation

« Nous sommes en présence d'un renouveau culturel », s'indigne l'écrivain Istvan Eörsi dans un livre cinglant sur les années de plomb en Hongrie (1). L'image de Kadar au cours des dernières décennies, constate-t-il, est passée « du statut d'opérateur au père de la patrie ». Mais se pencher sur Kadar, c'est aussi se heurter au manque de sources. Deux ans après sa mort, personne n'a encore pu (ou voulu) écrire la biographie de celui qui a tant dominé la scène hongroise. Mais comment dresser le portrait de quelqu'un qui parlait si peu de lui-même et dont on sait, tout au plus, qu'il aimait jouer aux échecs ?

Quant à l'épouse de l'ancien dictateur, Marika, elle refuse toute interview et vit repliée dans son modeste pavillon de trois pièces, sur la colline des Roses de Budapest. Mais, surtout, les archives du ministère de l'intérieur n'ont pas encore été ouvertes. Et de l'avis des chercheurs, la plupart des documents intéressants se trouvent toujours dans les archives du Parti socialiste (ex-communiste) qui filtre soigneusement ce qui peut ou ne peut pas être divulgué. La vide s'est progressivement installée autour de Kadar et les points d'interrogation se multiplient. « Il n'y a pas que l'époque Kadar qui pose problème, estime l'historien Istvan Eörsi, la société hongroise n'arrive pas encore à accepter l'ensemble de son histoire du vingtième siècle. La coalition conservatrice au pouvoir essaie maintenant de présenter notre pays comme une victime permanente, jamais responsable. Elle cherche à accablent l'URSS de toutes nos souffrances. Mais ce n'est pas un portrait réaliste. Si Kadar a survécu si longtemps, c'est aussi parce que son régime était accepté par une grande partie de la population. »

Au fur et à mesure qu'il progresse dans ses recherches, Emil Horvath, conservateur du Musée d'histoire contemporaine de Budapest, se pose de plus en plus de questions. Il prépare actuellement une exposition sur la vie de Kadar. Il a déjà inauguré, l'an dernier, la première exposition sur les années staliniennes en Hongrie. Le succès a été considérable. D'où l'idée de poursuivre ce travail avec une rétrospective sur Kadar. Mais son projet a été retardé et il se montre prudent. « Il y a une dizaine de personnes cruciales qui ne veulent pas parler, dit-il, et il reste encore de nombreuses zones d'ombre sur les événements de 1956 et l'intervention de 1968 à Prague. Kadar a emporté beaucoup de secrets dans sa tombe ».

Communiste jusqu'en 1953, Emil Horvath refuse toute complaisance envers ce passé récent. « Le puritanisme de Kadar a créé un culte impérial au service d'une dictature molle et mesquine. » Mais

Kadar n'était pas un tyran sanguinaire ou un despote éclairé. Détesté par certains et méprisé par un plus grand nombre, il alimente l'ambivalence. Selon Végh, « il a passé un compromis avec le peuple. Pour essayer de se faire pardonner 1956, il a rempli nos réfrigérateurs d'amour et de bien-être national. En contrepartie il a pu régner sous le regard bienveillant de Moscou ».

Les années Kadar à peine enterrées, elles suscitent incontestablement un malaise. Et chacun le gère à sa façon. Végh, le poète, rejette cette période à coups de provocation. Les historiens, comme Horvath, le contempnent à coups d'interrogations. Mais tous les deux expriment le même refus : celui d'un passé de mensonge. Restait-il à combler un autre vide : l'écriture de l'histoire des années Kadar.

YVES-MICHEL RIOLS

(1) Istvan Eörsi *Ah ! le bon vieux temps*, éditions Christian Bourgois, 376 p. 150 F.

EN BREF

o ALGERIE : la rencontre entre le gouvernement et l'opposition s'achève sans résultat. - La première rencontre entre le gouvernement et l'opposition s'est achevée, vendredi 2 août, à Alger, sans qu'ait pu être adoptée une plateforme commune pour l'organisation des élections législatives anticipées (le Monde du 3 août). Les discussions reprendront le 22 août, pour permettre aux partis d'élaborer, à titre individuel ou par « courants » et « familles » politiques, leurs propositions pour la tenue de ce scrutin. - (AFP.)

o CHINE : inquiétude devant l'abandon du marxisme en URSS. - Le *Journal de la jeunesse* a exprimé vendredi 2 août sa préoccupation devant le « changement de nature » du PC soviétique. Dans ce premier commentaire officiel depuis l'adoption du programme présenté par M. Gorbatchev fin juillet, le journal estime que celui-ci « remet totalement en question la nature du PCUS, son idéologie et ses principes de base ». « Il est très clair », ajoute-t-il, que la première condition mise par l'Occident à son aide à l'URSS

« est politique, c'est-à-dire que l'URSS doit devenir membre du camp occidental ». - (AFP.)

o INDE : suicide d'un suspect du meurtre de M. Rajiv Gandhi. - Un extrémiste tamoul du Sri-Lanka s'est suicidé vendredi 2 août dans le sud de l'Inde en avalant une capsule de cyanure pour éviter d'être arrêté par les policiers enquêtant sur l'assassinat de l'ancien premier ministre Rajiv Gandhi. Deux autres militants tamouls soupçonnés d'avoir participé à l'attentat s'étaient déjà suicidés récemment. - (AFP.)

o KENYA : création d'un rassemblement de l'opposition. - Six personnalités de l'opposition, dont l'ancien vice-président Oginga Odinga, ont annoncé, vendredi 2 août, à Nairobi, la création du Forum pour la restauration de la démocratie (FORD), favorable au multipartisme. Le Kenya vit sous le régime du parti unique depuis l'adoption d'un amendement constitutionnel en 1982. Outre M. Odinga, trois anciens députés, MM. Muliro, Shikuku et Nthenge, font partie du Forum. - (AFP.)

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lescaur, gérant

directeur de la publication

Bruno Freppart

directeur de la rédaction

Jacques Guille

directeur de la gestion

Manuel Luciani

secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jacques Amiaud

Jean-Marie Colombani

Robert Solé

(informant au directeur de la rédaction)

Thomas Fereon

Philippe Herremans

Jacques-François Simon

Daniel Varner

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Bonne-Méry (1944-1969)

Jacques Fauvet (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FAUGUËRE

75001 PARIS CEDEX 5

Tél. : (1) 40-46-25-25

Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BONNE-MÉRY

94852 NRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 40-65-30-10

ASIE

JAPON : après l'assassinat du traducteur des « Versets sataniques »

Inquiétude dans la petite communauté musulmane

Alors que l'enquête policière, l'assassinat du traducteur nippon des *Versets sataniques* de Salman Rushdie a semé l'inquiétude dans la petite communauté musulmane de l'archipel, divisée entre Japonais convertis au début du siècle et immigrants arrivés récemment des pays islamiques.

TOKYO

de notre correspondant

Trois semaines après l'assassinat du traducteur japonais des *Versets sataniques* le 12 juillet dernier (le *Monde* du 13 juillet), aucune piste sérieuse ne s'est encore dégagée. Bien qu'à Téhéran le quotidien *Salam* ait écrit le 14 juillet que ce « meurtre est une bonne nouvelle pour le monde musulman », il n'a pas été revendiqué. La police a simplement établi que le professeur Hitoshi Igarashi avait été frappé de quatre coups de couteau et que l'agresseur avait sans doute été blessé. Le crime semble avoir été parfaitement organisé. Les autorités ont fait appel à Interpol afin d'établir s'il existait un lien entre ce crime et l'attentat dont a été victime le 3 juillet le traducteur italien de Salman Rushdie.

Cet assassinat reste perçu au Japon comme une simple affaire criminelle, et la presse se contente de suivre l'enquête d'un point de vue factuel. Certaines publications à scandales ont laissé entendre que le crime pourrait être d'origine passionnelle, la dernière personne vue en compagnie de M. Igarashi étant une jeune femme. Le secrétaire général du gouvernement M. Sakamoto, tout en condamnant cet assassinat, a écarté l'éventualité d'une protestation auprès des autorités iraniennes, déclarant que « cette sentence de mort est trop scandaleuse pour mériter une protestation ».

« Un comportement pire que celui de Rushdie »

Depuis le début de l'affaire Rushdie – lorsqu'en février 1989 l'imam Khomenei condamna à mort l'auteur des *Versets sataniques* – le Japon est resté prudent : pris entre le fanatisme de Téhéran, avec qui il entend conserver de bons rapports, et la solidarité occidentale dont il se réclame, il avait toutefois annulé, il y a moins d'un an, la visite en Iran du ministre des affaires étrangères de l'époque. Quant aux libraires, ils avaient discrètement fait disparaître des vitrines la version anglaise du livre, invoquant les risques de terrorisme.

La publication de la traduction japonaise par le petit éditeur Shin-shen provoqua un regain de tension : lors de la présentation du premier volume en février 1990, l'agent littéraire de Salman Rushdie fut frappé par un Pakistanais. Résident au Japon, M. Palma, de nationalité italienne, dit être l'objet de menaces. Il est protégé par la police, ce qu'avait refusé M. Igarashi.

Le professeur s'était pourtant attiré les foudres de l'Association des Pakistanais du Japon à la suite de la présentation, au printemps dernier, d'une pièce de théâtre assez sarcastique sur l'islam. Il commentait en outre certains passages des *Versets sataniques* dans

ses cours. Le président de l'association a estimé que le comportement de M. Igarashi était « pire que celui de Rushdie ».

Bien que la traduction des *Versets sataniques* ait connu un succès de curiosité, l'affaire Rushdie n'a pas suscité au Japon le même émoi qu'en Occident. D'abord parce que – malgré la proximité de pays musulmans – le monde islamique reste quelque peu opaque à l'opinion. Au départ, elle est apparue comme un règlement de comptes entre chrétiens et musulmans. Le problème de la liberté d'expression avait cependant suscité des réactions dans le monde intellectuel.

L'affaire Rushdie est intervenue peu après la mort de l'empereur Showa (Hirohito), qui avait été marquée par une conspiration du silence qui avait provoqué un évident malaise chez les intellectuels. Aujourd'hui, l'assassinat du professeur Igarashi, spécialiste de l'islam, rappelle à certains l'attentat de 1960 commis par un extrémiste de droite contre la femme et la domestique du directeur de la revue *Chuokoron*, qui avait publié une nouvelle jugée irrévérencieuse pour l'empereur.

L'assassinat crée surtout une certaine inquiétude dans la petite communauté musulmane du Japon. Selon le Centre islamique de Tokyo – financé essentiellement par les pays de la Ligue arabe, – il y aurait près de 50 000 musulmans japonais (sans doute infiniment moins). Les musulmans japonais ont cherché à rester neutres dans l'affaire Rushdie, explique M. Fadullah Chang (d'origine chinoise), l'un des directeurs du Centre. « Les Versets sataniques sont blasphématoires, mais nous condamnons l'appel à l'assassinat de son auteur. C'est aux musulmans à juger dans leur cœur ».

Les musulmans japonais craignent que cet assassinat ne ternisse leur image aux yeux de l'opinion. Quant aux musulmans immigrants, dont beaucoup sont en situation illégale (notamment près de 40 000 iraniens), ils redoutent un brusque tour de vis de la politique d'immigration. Au Japon, celles-ci sont strictement contrôlées, mais, ces dernières années, en raison d'un manque de main d'œuvre, les autorités ont fermé les yeux sur l'arrivée d'immigrés du sous-continent indien, d'Iran et d'Asie du Sud-Est, pour qui la force du yen constitue un véritable pactole.

PHILIPPE PONS

Un mouvement « détourné » par les militaires pendant la dernière guerre

Bien qu'il y ait eu des contacts avec le monde musulman au cours de la période antérieure, l'islam n'a été introduit au Japon qu'au lendemain de la réforme de Meiji (milieu du XIX^e siècle). Connue grâce à la traduction en 1877 d'une vie de Mahomet, puis diffusée par une poignée de musulmans nippons fraîchement convertis et par les immigrants turcs, qui allaient construire la première mosquée à Kobé en 1935, la tradition islamique bénéficia aussi du soutien de quelques grandes figures de l'ère Meiji comme Shigeoka Okuma, fondateur de l'université Waseda à Tokyo, qui y avait invité des étudiants musulmans.

Former des « collaborateurs »

Cet intérêt sincère, suscité au départ par l'ouverture de l'archipel au reste du monde, fut accaparé par la suite par le régime militaire, qui utilisa l'islam comme moyen de contrôle des pays musulmans occupés et comme ferment nationaliste pour lutter contre les colonisateurs occidentaux. Pendant la dernière guerre, 300 millions de musulmans se retrouvèrent sous le joug nippon, de la Birmanie à la Chine en passant par l'Indonésie, la Malaisie et les Philippines.

A l'époque, la Grande Association islamique japonaise dirigée par le très nationaliste général Senjuro Hayashi, futur premier ministre, et financée par le dirigeant d'extrême droite Mitsuru Toyama. C'est

en outre à un célèbre « fasciste », Shumei Okawa – arrêté pour crimes de guerre en 1945 – que l'on doit la première traduction intégrale du Coran.

Fils d'un des premiers musulmans nippons, M. Mustafà Komura, âgé de quatre-vingts ans, est le dernier descendant de cette cinquantaine de Japonais convertis au tournant du siècle. Auteur d'une volumineuse histoire de l'islam au Japon, il raconte comment, en 1935, il perdit, avec le soutien des services de renseignement de l'armée japonaise, la confiance de l'armée japonaise, pour la Mongolie intérieure, alors théâtre d'une révolte musulmane contre la Chine, pour y fonder l'Association islamique du Nord-Est.

« Il n'y avait aucune relation horizontale entre les musulmans d'Asie », explique-t-il, « et les militaires rêvaient d'une grande union allant jusqu'au Cachemire. Ils s'employèrent à former des « collaborateurs » musulmans, comme ce fut le cas avec les futurs présidents indonésiens Sukarno et Suharto. Ils dépêchaient en outre des émissaires chargés d'encadrer les mouvements de libération ».

Selon M. Kimura, les musulmans japonais d'aujourd'hui sont dépolitisés et rejettent le fanatisme des intégristes. Le nombre de 50 000 avancé par le Centre islamique fait fort contre les sources occidentales (calotte des musulmans) : « Nous ne sommes que quelques centaines de vrais pratiquants », affirme-t-il.

Ph. P.

PROCHE-ORIENT

Selon M. David Lévy

Israël pourrait accepter la présence d'une personnalité jordanienne originaire de Jérusalem-Est à la conférence de paix

La réponse palestinienne aux propositions américaines est sans doute pour bientôt. Et tout porte à croire que ce sera aussi – comme la réponse israélienne – une sorte de « oui mais ». Dans la conférence de presse qui a suivi sa rencontre de quatre heures au consul américain à Jérusalem avec M. James Baker, M. Fayçal Hussein, le chef de la délégation palestinienne – qui comprenait, comme les fois précédentes, M. Hanan Ashraoui, de l'université de Bir-Zeit, et le docteur Zakaria El-Agha, président de l'association des médecins de Gaza – a en effet indiqué : « Après ce que j'ai entendu aujourd'hui, je suis certain que nous pourrions prochainement, pas dans des semaines ni des mois, mais des jours, donner une réponse claire ».

JÉRUSALEM

correspondance

Au cours de l'entretien au consul des Etats-Unis, les représentants palestiniens ont remis au secrétaire d'Etat le document publié à Tunis par l'agence Wafa sur les positions de l'OLP (lire ci-dessous). Mais il s'agit là de positions de principe. Si la rencontre avec M. Baker a duré quatre heures, cela signifie qu'elle a porté sur des points de

détail, en particulier celui de la présence d'une personnalité de Jérusalem-Est dans la représentation palestinienne qui fera partie de la délégation conjointe avec la Jordanie.

On croit savoir – cela a été confirmé par le docteur Zakaria El-Agha – que les Palestiniens ont proposé la formule de compromis suivante : la question du statut de Jérusalem-Est ne serait pas évoquée pendant la première phase des négociations, celle sur le régime intérimaire d'autonomie. Mais il n'est pas question de renoncer à la présence d'une personnalité de Jérusalem-Est dans la délégation.

Pour sa part, le ministre israélien des affaires étrangères, M. David Lévy, a confirmé que le gouvernement Shamir pourrait accepter qu'une personnalité jordanienne originaire de Jérusalem-Est, possédant éventuellement encore des biens dans cette ville, fasse partie de la délégation : « Nous ne jurerons pas dans le passé des personnalités nommées par le roi Hussein », a-t-il dit en substance.

Mais, à ce stade, le problème n'est pas encore la liste concrète des membres de la délégation jordan-palestinienne. Il s'agit surtout pour les Palestiniens de ne pas perdre la face, en obtenant des garanties américaines. En position de faiblesse, en raison notamment du soutien de M. Yasser Arafat à M. Saddam Hussein pendant la guerre du Golfe, les Palestiniens ont déjà renoncé en fait à former une délégation de l'OLP à la conférence de paix.

Les organisations radicales en Cisjordanie et dans la bande de

Gaza estiment que dans ces conditions il vaut mieux « claquer la porte aux Américains » et s'abstenir de participer à la conférence. Une position qui, selon un sondage d'un journal de Jérusalem-Est, serait soutenue par 61 % de la population cisjordanienne. Mais, refusant une absence palestinienne à la conférence de paix, M. Fayçal Hussein, sur les directives de l'OLP, essaie d'obtenir les meilleures contreparties possibles en échange d'un « oui ». C'est en cela qu'il joue un jeu assez similaire à celui du premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir.

M. Hussein a d'ailleurs confirmé que, comme les Israéliens, les Palestiniens avaient commencé à mettre au point avec M. Baker une sorte de protocole d'accord. Dans ce document devraient être consignés les assurances des Etats-Unis sur les droits politiques des Palestiniens, sur leur interprétation des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité des Nations unies, sur leur opposition à la création d'implantations dans les territoires occupés ou encore sur leur non-reconnaissance de l'occupation de Jérusalem-Est par Israël.

Tout cela n'est pas confirmé de source américaine. M. Fayçal Hussein a affirmé en tout cas que, sur certains points, il avait déjà reçu des réponses de M. Baker, mais que, sur d'autres, il attendait encore des éclaircissements. Et en principe donc, bientôt les Palestiniens pourraient dire également « oui mais » aux Américains.

HENRI BAINVOL

En raison de son appui au processus de paix

Les Etats-Unis rétablissent partiellement leur aide à la Jordanie

Le secrétaire d'Etat américain James Baker a annoncé vendredi 2 août à Amman que les Etats-Unis avaient rétabli partiellement leur aide à la Jordanie, qui avait été suspendue en mars pour punir le royaume hachémite de sa mauvaise conduite au cours de la guerre du Golfe.

Le texte du Sénat relatif au gel de cette aide prévoyait que le président Bush pouvait rétablir l'aide économique de 35 millions de dollars s'il estimait que l'Arabie saoudite avait joué un rôle utile dans la recherche de la paix au Proche-Orient, ce qui, pour Washington, semble être actuellement le cas.

Le roi Hussein était aux côtés de M. James Baker lorsque celui-ci lui a annoncé la décision. Le prince dédaigné aux Palestiniens, affirmant que ces derniers avaient « le plus à perdre » si cette conférence n'avait pas lieu. Les Américains estiment d'ailleurs que les Palestiniens n'ont pas d'autre choix que d'accepter le peu qu'on leur offre. Un haut responsable faisant partie de la délégation

américaine a dit que la situation des Palestiniens des territoires occupés était « non seulement triste, mais tout à fait désespérée » et qu'ils « perdent un peu plus à chaque jour qui passe ».

Vendredi, l'OLP avait exprimé officiellement son accord sur le « principe » de convoquer une conférence de paix au Proche-Orient, tout en posant une série de « conditions » et « garanties » pour le succès de tout processus de paix (nos dernières éditions datées du 3 août). Citant une source officielle palestinienne, l'agence Wafa énumère cinq « garanties », sur la base desquelles l'OLP escompte participer à une telle conférence :

- 1) « Garantir que l'objet de la conférence soit l'application des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui stipulent la fin de l'occupation et le retrait israélien des territoires occupés en 1967, y compris de la partie arabe de Jérusalem ».
- 2) « Reconnaître les droits politiques nationaux légitimes du peuple palestinien, dont en particulier son droit à l'autodétermination ».
- 3) « La participation (à cette

conférence) est du seul ressort de la centrale palestinienne, qui désignera ses représentants, sans aucune ingérence extérieure ».

4) « Refus d'occuper la question d'Al Qods (Jérusalem), tant au niveau de la représentation qu'au niveau du fond de la question, durant toutes les étapes du processus de règlement ».

5) « L'arrêt immédiat des colonies de peuplement dans tous les territoires occupés et notamment à Jérusalem ».

A Moscou, le ministère des affaires étrangères soviétique a demandé à Israël de mettre fin aux nouvelles installations dans les territoires occupés « à plus forte raison dans le contexte d'une conférence de paix ». « Nous saluons le fait que toutes les parties se dirigent vers une conférence de paix sur le Proche-Orient », a indiqué en préambule ce texte, qui réaffirme le soutien de Moscou à l'OLP, précisant que « les Palestiniens défendent une position saine et sérieuse, ils comprennent l'importance d'utiliser la chance qu'ils ont de faire avancer le processus de négociations afin de défendre les intérêts légitimes du peuple palestinien ». – (AFP, AP, Reuters)

A TRAVERS LE MONDE

AFRIQUE DU SUD

M. Hani et M^{me} Mandela sont « libérés » de leurs fonctions au sein de l'ANC

Le responsable de l'aile armée du Congrès national africain (ANC), M. Chris Hani, sera « libéré » de ses fonctions pour se consacrer aux activités du Parti communiste sud-africain (SACP), tandis que M^{me} Winnie Mandela perd son poste de responsable des affaires sociales, a annoncé, vendredi 2 août, le mouvement nationaliste.

Dans un simple communiqué, informant des attributions des différents membres de son Comité national de travail (NWC, élu à la suite de son dernier congrès, en juillet), l'ANC a justifié l'absence de M. Hani de cet organisme en expliquant que le SACP lui avait demandé de le libérer, pour qu'il puisse se consacrer exclusivement à l'action du SACP. Cette demande fait encore l'objet de

consultations, a ajouté le communiqué de l'ANC. Le département de la santé, de l'action sociale et des ressources humaines du NWC sera dirigé par M^{me} Cheryl Carolus, également membre du SACP. Ce poste avait été confié, l'an dernier, à M^{me} Mandela. Cette nouvelle nomination semble annoncer la mise à l'écart de l'épouse du président de l'ANC. – (AFP)

COTE-D'IVOIRE

Un affrontement entre militaires a fait deux blessés à Abidjan

Deux militaires ont été blessés par balles, vendredi 2 août, à Abidjan, lors d'un affrontement entre militaires, a-t-on appris de source proche de l'armée et de la police. Des soldats du camp militaire d'Akouédo, situé à une quinzaine de kilomètres de la capitale, auraient organisé une expédition pour libérer leur colonel, détenu à l'état-major, mais auraient été

interceptés en arrivant près de l'école de police.

Dès le début de l'après-midi, des militaires avaient pris position autour de la présidence et de la résidence du président Houphouët-Boigny. D'autres militaires avaient pris position sur le toit de l'université, d'où l'on peut surveiller la route reliant le camp d'Akouédo au centre-ville. Ces incidents surviennent trois jours après la révélation par le chef d'état-major, le général Robert Guéi, de l'échec d'une tentative de « coup de force » au sein de l'armée le 1^{er} août. – (AFP, Reuters)

KOWEIT

Deux sous-officiers français disparus

Deux sous-officiers de l'armée de l'air détachés en qualité d'observateurs techniques auprès de l'armée de l'air koweïtienne ont disparu depuis mardi dernier au Koweït, a indiqué vendredi 2 août un communiqué du ministère de la défense. Les deux militaires, l'adjudant-chef Jean-Claude Laemle,

quarante-deux ans, et l'adjudant Jean-Yves Sanchis, trente-sept ans, ont quitté Koweït-Ville dans l'après-midi du 30 juillet à bord d'un véhicule de tourisme, « sans donner d'indication sur le but de leur excursion », a précisé le ministère, ajoutant que des « témoignages recueillis amènent à penser » que les deux soldats auraient pu se trouver dans la zone frontalière entre le Koweït et l'Irak. – (AFP)

MADAGASCAR

L'opposition souhaite la médiation de la France

Lors d'une conférence de presse organisée vendredi 2 août à Paris, le porte-parole de l'opposition malgache en France, M. Aubert Rabenoro, a appelé les autorités françaises à « jouer les bons offices » pour aider à résoudre la crise que traverse son pays. « La France, a-t-il déclaré, doit exercer un devoir d'ingérence pour venir en aide à un peuple en

danger de mort et menacé par l'oppression de la répression ». Tout en affirmant que le départ du président Ratsiraka « n'est pas négociable », M. Rabenoro a indiqué que le mouvement des Forces vives, « prêt au dialogue », avait proposé au chef de l'Etat malgache « de le rencontrer dans un endroit neutre : à la nunciature apostolique ou à l'ambassade de France ».

■ NIGÉRIA : les Etats-Unis rééchouent la dette. – Le Nigeria et les Etats-Unis ont signé, vendredi 2 août, à Lagos, un accord selon lequel les Etats-Unis rééchouent la dette de 109 millions de dollars du Nigeria à leur égard. Aux termes de cet accord, les remboursements sont différés jusqu'en l'an 2000, la dernière traite devant être versée en août 2006. – (AFP)

■ ZAMBIE : le Parlement adopte le projet d'une nouvelle Constitution. – Le Parlement zambien a adopté, vendredi 2 août, le projet d'une nouvelle Constitution, ouvrant la voie à l'organisation d'élections pluriparties avant la fin de l'année. Le projet a été adopté par 109 voix pour et aucune contre. – (AFP)

pour vos vacances dans
"l'Etat du Soleil" la
FLORIDE



Dodge Shadow ou modèle comparable

la meilleure location
en qualité et en prix.
DOLLAR

Dollar offre des produits de la marque Chrysler et autres véhicules de qualité.

à partir de
\$79* par semaine

taxes
3615 go US:
les Etats-Unis
à portée de
main...

DOLLAR

* taxes
carburant
et assurances
non inclus

POLITIQUE

Saisi par soixante sénateurs de l'opposition

Le Conseil constitutionnel confirme le contrôle de la Cour des comptes sur les associations faisant appel à la générosité publique

Le Conseil constitutionnel, saisi par soixante sénateurs de l'opposition, a décidé, vendredi 2 août, que la loi relative au contrôle des comptes des associations faisant appel à la générosité publique est conforme à la Constitution. Lors du débat parlementaire, les députés socialistes avaient introduit dans ce texte des dispositions prévoyant un contrôle des comptes des associations faisant appel à la générosité publique par la Cour des comptes ou les chambres régionales des comptes. Ce contrôle avait été contesté, tant à l'Assemblée qu'au Sénat, au motif qu'il porterait atteinte à la liberté d'association, argument repris par les sénateurs pour saisir le Conseil constitutionnel.

L'Assemblée du Palais-Royal s'est toujours montrée particulièrement attachée à la protection de la liberté d'association, élevée depuis sa décision du 16 juillet 1971 au

rang de principe fondamental de la République. C'est, en effet, en déclarant non conforme à la Constitution une loi soumettant la création des associations à un contrôle judiciaire, que le Conseil constitutionnel avait affirmé, pour la première fois, son rôle de gardien vigilant des droits fondamentaux.

Le Conseil a estimé, cette fois, que l'obligation, pour les associations souhaitant faire appel à la générosité publique, de déclarer préalablement auprès de la préfecture du département de leur siège social, à « pour seul objet de porter à la connaissance de l'autorité administrative » les objectifs poursuivis par l'association et de « permettre l'exercice ultérieur d'un contrôle sur l'emploi des ressources collectées ». Selon le Conseil, il ne s'agit en aucune manière de « conférer au préfet un pouvoir d'autorisation ». Les neuf juges ont également jugé que la tenue obligatoire d'un compte d'emploi annuel

des ressources collectées auprès du public n'a d'autre but que de permettre aux adhérents et aux donateurs de l'association « de s'assurer de la conformité des dépenses engagées par l'organisme aux objectifs poursuivis par l'appel à la générosité publique ».

Enfin, s'agissant du contrôle de la Cour des comptes ou des chambres régionales, le Conseil constate, d'une part, que ses modalités sont strictement limitées par décret en Conseil d'Etat et, d'autre part, que les éventuelles observations de la Cour des comptes auront « pour objectif essentiel de fournir aux différents responsables de la gestion de l'organisme, des éléments d'information (...), tout en leur laissant le soin d'en tirer les conséquences ». Les juges relèvent, en outre, que la publicité des observations de la Cour des comptes ne pourra intervenir qu'une fois assurée l'information des responsables des associations.

P. R.-D.

A la suite d'un conflit interne

Démission du maire de Bourg-Saint-Maurice

LYON

de notre bureau régional

M. Daniel Juglaret, maire (apparenté RPR) de Bourg-Saint-Maurice (Savoie), a présenté sa démission lors de la séance du conseil municipal, jeudi 1^{er} août. Cette décision résulte d'un conflit interne portant sur ses méthodes de gestion. La semaine précédente, lors d'une réunion tenue en son absence, vingt-quatre des vingt-neuf élus avaient voté une motion de défiance à son égard, et sept adjoints avaient remis leur démission, pour protester contre une gestion jugée « solitaire et autoritaire ».

Elu maire en mars 1989, M. Juglaret et ses collègues avaient largement dominé la liste du maire sortant, M. Marcel Gaimard (div. dr.) en poste depuis 1971. La situation financière délicate de cette commune de six mille habitants, support de la station des Arcs, un des sites retenus pour les Jeux olympiques d'hiver de 1992, avait pesé dans le choix des électeurs. En 1990 et 1991, les impôts locaux avaient augmenté de 23 % et de 15 % pour faire face aux déficits, tant de l'aménagement de la dernière des stations du complexe des Arcs que de la construction d'un funiculaire de 140 millions de francs, mis en service en 1989, mais interdit d'utilisation par le préfet à la suite du constat de multiples malfunctions. Première adjoint au maire démissionnaire, M^{me} Jacqueline Poletti, pourrait lui succéder avant la fin du mois.

M. D.

Réunis à Fumel (Lot-et-Garonne)

Les harkis devaient s'entretenir avec M. Cathala

M. Laurent Cathala, secrétaire d'Etat chargé de la famille, des personnes âgées et des rapatriés, devait s'adresser aux responsables harkis réunis, samedi 3 août, à Montsempron-Libos, près de Fumel, dans le Lot-et-Garonne. M. Cathala avait fait savoir, vendredi, qu'il était disposé à s'adresser aux membres des « coordinations » pour leur présenter les vingt-cinq mesures arrêtées le 17 juillet dernier en faveur des harkis et de leurs familles. Les organisateurs de la rencontre ont répondu positivement à sa proposition.

Les harkis et enfants de harkis du Sud de la France, ainsi que ceux d'Angoulême, de Roubaix, de Metz et de Paris, devaient être représentés à la réunion de Fumel, destinée à faire le bilan du mouvement de protestation engagé depuis un mois, à examiner les décisions annoncées par le gouvernement et à se doter d'une structure représentative nationale. M. Hameloui Mekachra, président du Conseil national supérieur des Français musulmans, avait prévu de participer à cette réunion, avant laquelle, le 1^{er} août, les ministres concernés avaient mis en garde les harkis et leurs enfants contre la poursuite des troubles à l'ordre public (le Monde du 3 août).

Vendredi, les avocats des coordinations de jeunes harkis, M^{me} Gilbert Colliard et Nicolas Bedel, ont annoncé, à Montpellier, leur intention d'engager des poursuites devant les tribunaux civils

pour ce qu'ils considèrent comme le détournement de subventions versées à l'« Ex-Officio national d'action sociale, éducative et culturelle (ONASEC) », organisme chargé, jusqu'en 1986, de l'aide aux harkis et à leurs familles. Selon M^{me} Colliard, « des sommes supérieures à 300 millions de francs ont été détournées au profit d'associations de défense des droits de l'homme ». L'avocat marseillais fonde ses accusations sur un rapport de l'inspection générale de l'administration, remis en 1986 à M. André Santini, alors secrétaire d'Etat aux rapatriés, qui avait dissous l'ONASEC.

La publication des statuts d'une association varoise contre le Front national a été retardée par le directeur des Journaux officiels. Le ministre de l'Intérieur précise que les statuts de l'association varoise du Manifeste contre le Front national, qu'anime M. Jean-Christophe Cambadélis, député (PS) de Paris, n'ont pas été refusés par le préfet du Var, M. Henri Hugues (le Monde du 3 août), mais que leur publication a été bloquée par le directeur des Journaux officiels, qui craignait que leur rédaction n'ait un caractère diffamatoire. Le préfet du Var a seulement informé de cette situation les responsables locaux de l'association. Le ministre de l'Intérieur, saisi par M. Cambadélis, a donné consigne de publier ces statuts au Journal officiel.

L'interdiction de la publicité à la veille des élections

Les directeurs de la communication expriment leur inquiétude

C'est la panique chez les « directeurs » (directeurs de la communication) des collectivités locales. Chez ces hommes - et ces femmes - qui ont compris que régions, départements, communes étant, enfin, devenus maîtres de leurs finances, leurs élus ne résisteraient pas à la facilité de la « communication » à tout va, celle qui conduit à préférer le « faire savoir » au « savoir faire ».

Ces hommes, qui se veulent des professionnels de l'information, découvrent, tout d'un coup, que la loi sur le financement des campagnes électorales et des partis politiques interdit l'utilisation de la publicité comme instrument de propagande électorale dans les trois mois précédant le scrutin, et même pendant le dernier semestre, les campagnes « de promotion publique des réalisations ou de la gestion d'une collectivité » dont le territoire est intéressé par l'élection à venir.

Une découverte bien tardive puisque le texte d'où est sorti cette interdiction a été approuvé par le conseil des ministres en juin 1989, débattu par le Parlement à l'automne de cette même année, et publié au Journal officiel le 16 janvier 1990. Il n'y aurait donc pas dû y avoir de surprise. Et pourtant, comme souvent, c'est au moment où sa mise en œuvre devient imminente (les élections cantonales et régionales devant avoir lieu en

mars 1992, la propagande sera strictement réglementée à partir du 1^{er} septembre 1991) que ceux qui vont devoir l'appliquer se réveillent, et se demandent comment ils vont bien pouvoir faire. Les réunions d'informations succèdent aux journées d'études, les séminaires aux colloques. Et à chaque fois il y a foule, comme lors de la rencontre, organisée le 2 juillet, par la Fondation pour la gestion des villes et des collectivités territoriales.

L'obsession de nombre des participants était de découvrir comment, en s'appuyant sur la lettre assez floue de la loi, ils pouvaient en détourner l'esprit. D'où leurs questions aux juristes présents sur ce qui est interdit et sur ce qui pourrait être toléré, mais surtout sur les risques encourus en cas de violation de la législation. D'où leurs espoirs que la justice recule, du fait des difficultés - réelles - d'application de cette nouvelle réglementation, devant les seules sanctions qu'ils redoutent : l'annulation de l'élection et la proclamation de l'inéligibilité pour un an du candidat fraudeur. D'où leurs incompréhensions devant l'attitude de ceux des leurs qui, comme le responsable de la communication du Conseil général, à majorité de droite, de Loire-Atlantique ou comme celui de la ville, socialiste, de Besançon, ont tenté de leur expliquer que leur rôle était « de

promouvoir une collectivité et non de mettre en avant des élus », et que l'on « ne pouvait avoir peur de cette loi que si on confond l'image de sa ville avec la photo de son maire ».

Information et publicité

C'est bien là que le bât blesse. Profitant de la nécessité d'informer les habitants de l'action du conseil municipal, général ou régional, trop de chargés de communication ne font que vanter les mérites du maire ou du président, confondant information et publicité. Et comme de surcroît les crédits ne leur manquent pas, ils donnent souvent l'impression de gaspiller l'argent du contribuable dans la promotion d'un élu.

Si les députés ont été - jusqu'à maintenant - les principales victimes du discrédit de la classe politique, les abus de certains fonctionnaires locaux n'ont pas été pour rien dans l'apparition de ce climat malsain. Tous ceux qui, à un titre ou à un autre, ont ou auront une responsabilité dans la mise en œuvre de cette loi, qui doit contribuer à la moralisation de la vie politique, doivent comprendre que de son strict respect dépend, en partie, le retour de la confiance des citoyens en leurs élus.

THIERRY BRÉHIER

CARNET DU Monde

Décès

M. et M^{me} Ph. Cochon de Billy, M. et M^{me} Jean-Marie Cochon de Billy, M. et M^{me} Claude Cochon de Billy, M. et M^{me} Xavier Roy, Et ses huit arrière-petits-enfants, font part du décès du

comte Robert de BILLY, grand officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945, ambassadeur intérimaire de l'ordre souverain de Malte, président d'honneur de la Maison d'Amérique latine, survenu à Paris le 27 juillet 1991.

Les obsèques ont été célébrées en l'église de Montrozier (Aveyron), le vendredi 2 août, dans l'intimité familiale.

Une cérémonie religieuse aura lieu ultérieurement à Paris. (Le Monde du 2 août.)

M^{me} Didier Gatineau, née Stéphanie Sabotini, Toute sa famille, Et tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Didier GATINEAU, survenu brutalement le 8 juillet 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale. 6, rue de la Libération, 92210 Saint-Cloud.

Guy Gendrot, Ses associés Et l'ensemble des collaborateurs du groupe Guy Gendrot « 3 G », ont la douleur de faire part du décès de leur associé

Didier GATINEAU, expert comptable, commissaire aux comptes. 24, quai Carnot, 92210 Saint-Cloud.

M^{me} Georges Giraudeau, son épouse, M. et M^{me} Jacques Giraudeau, M. et M^{me} Yves Giraudeau, M. et M^{me} Marc Giraudeau, M^{me} Catherine Rousseau-Dumarcet et Philippe Rousseau-Dumarcet, M. et M^{me} Bruno Sauvage, M. et M^{me} Michel Guillot, ses enfants, Lesdits et Marie, Emmanuel et Anne-Laure, Stéphanie, Anne et François, Johan, Anne-Cécile, François-Xavier, Marie-Anne, Guillaume, Constance, Sophie et Grégoire, ses petits-enfants, Les familles Giraudeau et Lazzarotti, Tous ses parents, Et ses nombreux amis, font part du retour près du Père de

Georges GIRAUDEAU, croix de guerre 1939-1940, décédé subitement le 1^{er} août 1991, dans sa soixante-douzième année.

La messe de funérailles sera célébrée le lundi 5 août, à 14 heures, en l'église Sainte-Anne de L'Etang-la-Ville, suivie de l'inhumation au nouveau cimetière de L'Etang-la-Ville.

Ni fleurs ni couronnes, les personnes qui souhaitent faire des dons peuvent le faire au Secours catholique.

« A qui irions-nous, Seigneur, Tu es les paroles de la vie éternelle. » 8, rue du Pré-de-l'Île, 78620 L'Etang-la-Ville.

M^{me} Janine Habib, son épouse, M^{me} Camille Habib, sa mère, M. Marc Le Faou, son beau-père, Monique et Christian, Michel et Anne, Catherine, ses enfants, Marc, Antoine, Alexandre, Johanna et Diane, ses petits-enfants, Le docteur et M^{me} Jean Habib, leurs enfants et petits-enfants, Le professeur et M^{me} Pierre Habib, leurs enfants et petits-enfants, Les familles Avramesco, Ballui, Serrou, Breton, Carpentier, Carrou, Carron, Coïc, Coupa, Dicky, Fortin, Frelaud, Guillemet, Habib, Landeau, Ledoucq, Le Rhun, Moysan, Rappoport, Ses amis, ont l'immense douleur de faire part du décès de

Georges HABIB, dermatologue, ancien interne des hôpitaux de Paris, ancien chef de clinique à la Faculté, médecin-chef honoraire du département de dermatologie de l'hôpital Lépaulx-Bellin,

survenu accidentellement à Quiberon, en allant porter secours à un naufragé, le 31 juillet 1991, dans sa soixante-dixième année.

On se réunira le lundi 5 août, à 15 h 30, au cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14^e.

47, rue de Maubourg, 75009 Paris.

Anne Laks, Et ses enfants, ont la tristesse de faire part de la disparition de

Claude LAKS, inspecteur de la Jeunesse et des sports, chargé de mission pour les affaires culturelles au ministère de la défense, ancien directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté au ministère de la culture et de la communication, survenue le 1^{er} août 1991, à Paris.

Une cérémonie aura lieu le mercredi 7 août, à 15 h 30, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise.

Le ministère de la culture et de la communication Et l'Association des directeurs régionaux des affaires culturelles, ont la tristesse de faire part du décès de

Claude LAKS, ancien directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté.

Ses nombreux collègues Et amis, ont la tristesse de faire part du décès de

André LECHEVALIER, chargé de recherche au CNRS, survenu accidentellement à Annecy, le 30 juillet 1991, dans sa quarantième année.

Les obsèques auront lieu le 5 août, à 15 h 30, en la chapelle du centre hospitalier de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines).

CNRS : institut de chimie des substances naturelles, 91198 Gif-sur-Yvette.

CARNET DU MONDE Renseignements : 40-85-23-94 Tarif : la ligne H.T. Toutes minutes 92 F Abonnements et réceptions 88 F Communication diverses 95 F Thèses étudiants 50 F

Claire et Loïc Lejeune, ses enfants, Marie-Claude, sa compagne, M. et M^{me} Albert Lejeune, ses parents, « Chantal et Rémy Riffel, sa sœur et son beau-frère, Ainsi que leurs enfants Jean-Noël et Solène, Les familles Lejeune, Barbo, Richard, ont l'immense douleur de faire part du décès de

Claude LEJEUNE, ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud, agrégé de sciences physiques, directeur de recherche au CNRS, (institut d'électronique fondamentale, université Paris-Sud-Orsay), survenu brutalement le 1^{er} août 1991, dans sa cinquantième année.

L'inhumation aura lieu le 6 août, à 15 h 30, au cimetière de Saint-Cloud, dans l'intimité familiale. 61, rue Vatomme, 91190 Gif-sur-Yvette. 11, rue Léonard, 92210 Saint-Cloud.

La famille Et les amis de

Evelynne MORTIMER, née Koch, ont la tristesse de faire part de son décès, survenu le 1^{er} août 1991, à Paris.

La cérémonie aura lieu en l'église Notre-Dame d'Auteuil, à Paris, le mardi 6 août, à 10 h 30.

Anniversaires Pour le troisième anniversaire de la mort de

Claude-Pierre BLANCHE, le 4 août 1988, une affectueuse pensée est demandée à ceux qui gardent son souvenir.

Jacques GODARD nous a quittés, à trente-cinq ans, le 5 août 1989.

« Ce qui perdure ignore la durée. » Edmond Jabès.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5577

HORIZONTALEMENT

I. Qui n'adhère pas du tout. - II. Pris par celui qui vient d'être nommé. Un petit vautour. - III. A parlois son tour. De l'argent pour celui qui veut manger son blé en herbe. Puissance. - IV. Affluent du Danube. Une ville au pied des Alpes. Terme musical. - V. Refrèsant d'admettre. Un endroit où l'on entre seul. - VI. Symbole. Peut battre la figure. Mille en miettes. - VII. Le sycomore, par exemple. Sans importance. - VIII. N'est pas très exigeant pour la nourriture. Bien attachés. - IX. En couche. Un vague sujet. Un personnage sur les genoux. - X. Rejetée. Moi, pour le psychologue. Située. - XI. Démonstratif. Quand il est pourri, il y a beaucoup de morceaux. Pronom. Évoque un bel âge. - XII. Lieu d'arrêt. Produit des colonies. - XIII. Petite opération qui ne fait pas couler beaucoup de sang. Partie de la Suisse. - XIV. Nous fait transpirer. Des gens pas très délicats. - XV. Ne poursuivras pas. D'un auxiliaire.

VERTICALEMENT

1. Tout à fait interdites. - 2. Traine sur le chemin. Mauvais fond. Un bon jus. - 3. Magasin où l'on trouve des bagages. Ce qu'est souvent un confiseur. - 4. Article. Une vieille foire. Peuvent être de la revue quand ils sont petits. - 5. Prouve qu'il y a du relâchement. Qui a pu nous enrichir. Leur suppression est un déficit. - 6. Difficultés à porter. Bien développées. - 7. Ripostent brutalement. Une victime de la jalousie. Principe suprême pour des Chinois. - 8. Peut retaper la mine. Bien aimable. Éléments d'un orchestre. - 9. Quand on en a, on fait ce qu'on veut. Se met avec tout. Démonstratif. - 10. Point de rassemblement d'une flotte. Fait partie des affaires étrangères. - 11. Quand il est général, est aussi paysan. Prôges. - 12. Participe. C'est souvent lui qui paie. - 13. Nom de roi. Réalisai. Qui peut faire rougir. - 14. Souvent évoquée quand on parle de retraite. Qui répond sans hésitation. - 15. Abrite éventuellement des pèlerins. Du bois. Pronom.

Solution du problème n° 5576

Horizontalement

I. Souffleur. - II. Antée. Ta. - III. Bé. Tielco. - IV. Orles. Pu. - V. Ta. Skis. - VI. Eurika I. Sa. - VII. Usa. Usté. - VIII. Réve. Sue. - IX. Si. Aa. - X. Vannau. - XI. Speddass.

Verticalement

1. Saboteur. Os. - 2. Ondréusés. - 3. Ur. Raviva. - 4. Fédée. Ad. - 5. Félé. Ku. Ana. - 6. Assesors. - 7. Iules. - 8. Utopiste. At. - 9. Récusée. Fun.

GUY BROUTY

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

CHAMPS ÉCONOMIQUES

SOCIÉTÉ

REPÈRES FAITS DIVERS

ESPACE

Début de mission réussi pour la navette américaine

Atlantis a lancé un puissant satellite-relais de télécommunications

Après plusieurs reports de tir, la navette spatiale américaine Atlantis a finalement décollé, vendredi 2 août à 17 h 02 (heure française), de la base de Cap Canaveral (Floride). Atlantis aurait dû s'envoler le 23 juillet, mais le remplacement d'un câble de connexion dans l'une des circuits de séparation du réservoir principal de la navette avait conduit à un premier retard de vingt-quatre heures. Puis un ordinateur défaillant entraîna un deuxième report de huit jours. Enfin, le dysfonctionnement d'une vanne de pressurisation, puis de mauvaises conditions météorologiques ont été à l'origine d'un nouveau contretemps, le 1^{er} août. Tous ces incidents ne sont pas de nature à rassurer la NASA, dont les choix de transports spatiaux sont fortement contestés. La navette coûte cher; elle est peu adaptée à des missions commerciales et sa sophistication est telle

que la «Rolls de l'espace» ne peut pratiquement jamais partir à l'heure. Le vice-président Dan Quayle a récemment déclaré qu'aucune nouvelle navette ne serait construite et que l'effort devrait porter sur la mise au point des lanceurs conventionnels non réutilisables et le développement de moyens de transports spatiaux modernes.

Pour toutes ces raisons, la NASA et les cinq astronautes — quatre hommes et une femme (1) — d'Atlantis vont avoir à cœur de réussir leur mission de neuf jours. Une première étape a été franchie avec succès dans la nuit de vendredi à samedi, avec le lancement réussi d'un puissant satellite de télécommunications (TDRS). Avec un doigté digne des vétérans, Shannon Lucid, qui est la première femme à avoir volé trois fois dans l'espace, a libéré cet engin de 2 300 kilos, qui doit prochainement se positionner au-dessus du Pacifique pour prendre la place d'un satellite identique mais défaillant.

SCIENCES

Nichola Cabibbo lauréat du prix de la Société européenne de physique

La Société européenne de physique vient de décerner son prix 1991, pour la physique des hautes énergies et des particules, à Nichola Cabibbo, professeur de physique théorique à Rome et président de l'Institut national italien de physique nucléaire. Ce prix, d'une valeur de 100 000 francs, lui a été attribué pour sa contribution à la théorie des interactions faibles conduisant «au mélange entre quarks», ces particules considérées comme des constituants élémentaires de la matière. Publiée en 1963, cette recherche eut un grand retentissement car elle résolvait une énigme de la physique, vieille de dix ans.

Cinq de ces satellites très coûteux et très complexes (120 millions de dollars chaque), permettant à la NASA de garder le contact avec ses navettes pendant 85 % de leur voyage autour de la Terre, ont déjà été lancés. Deux fonctionnent partiellement et un troisième en vol de l'explorer en janvier 1986. Ce cinquième exemplaire arrive donc à point, de sorte que ces engins capables de transmettre de gros débits d'informations consacrent parfois leurs capacités à des tâches moins civiles, telles que la retransmission d'images prises par les satellites espions lors de la guerre du Golfe.

(1) L'équipage se compose de John Blaha, commandant de bord, quarante-huit ans; Michael Baker, pilote, trente-sept ans; G. David Low, ingénieur de vol, trente-cinq ans; Shannon Lucid, spécialiste mission, quarante-huit ans; et James Adamson, spécialiste mission, quarante-cinq ans.

CATASTROPHES

Graves inondations en Europe centrale

Les pluies torrentielles qui se sont abattues ces derniers jours sur les côtes de la mer Noire et sur l'Ukraine ont causé la mort de vingt-sept personnes. Des villages proches de la célèbre station balnéaire de Sotchi ont été particulièrement éprouvés. Des ponts, des voies ferrées et des routes sont coupées. Une bonne partie de l'Autriche a été également touchée par des crues soudaines, notamment à Salzbourg.

En Roumanie, le bilan des inondations qui avaient durablement frappé la province de Moldavie, lundi 29 juillet, s'est encore accru: les autorités font état de soixante-deux morts et de trente-deux disparus.

En Chine, la presse laisse entendre qu'une partie des 80 millions de dollars reçus par les autorités locales pour secourir les populations sinistrées par les dernières inondations aurait été détournée (le Monde daté 28-29 juillet et du 3 août).

ÉDUCATION

72,7 % de reçus au brevet des collèges

Le taux de réussite des élèves de troisième au brevet des collèges a été de 72,7 % cette année, un résultat inférieur à celui de 1990, où 73 % des candidats avaient été reçus, mais dépassant tout de même largement ceux de 1988 et 1989, où l'on comptait respectivement 66,1 et 70,5 % de succès. La série collège obtient les meilleurs résultats (75,2 %). Viennent ensuite les séries technologiques (63,2 %) et professionnelles (58,5 %). Douze académies sur vingt et une dépassent la moyenne nationale, avec en tête Rennes, qui frôle les 80 % (77,8 %) et Amiens (76,6 %). Quatorze sont en dessous, avec, comme toujours, la Corse (62,1 %), Aix-Marseille (65,6 %) et Nice (66,6 %).

EN BREF

■ L'incendie du porte-avions Clemenceau était criminel. — L'incendie qui s'était déclaré, le 21 juillet, à bord du porte-avions Clemenceau, dans le port militaire de Toulon, était criminel (le Monde daté 23 juillet). Le quartier-maître de 2^e classe Sébastien Saba, a été inculpé, jeudi 1^{er} août, pour «destruction volontaire ou mise hors service définitive ou temporaire d'un aéronef, d'un bâtiment de la marine, d'appareils, d'engins, d'armement, de matériel ou d'usage d'armement quelconque à l'usage des forces armées ou concourant à la défense nationale». Il a été écroué à la maison d'arrêt des Baumettes, à Marseille.

■ L'ancien président de la Fédération des donneurs de sang bénévoles remis en liberté. — M. Jean-Louis Rage, ancien président de la Fédération française des donneurs de sang bénévoles, inculpé d'escroquerie le 19 juillet, et placé en détention, a été remis en liberté, vendredi 2 août, par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris. Il avait été inculpé quelques jours après le décès de la COD, société de fonds, M. Léon Amar, toujours en détention. La COD recueillait l'argent des donateurs et promouvait le don du sang, prélevant une grande partie des fonds collectés et ne reversant que des sommes dérisoires à la Fédération des donneurs de sang (le Monde daté 24 juillet).

■ Une «injection périmée» avait provoqué l'abandon de l'équipe PDM dans le Tour de France. — La direction du Tour de France a jugé, vendredi 2 août, que l'affaire provoquée par l'abandon des coureurs de l'équipe néerlandaise PDM dans le Tour de France (le Monde daté 17, 18 et 27 juillet) était «terminée». Le rapport, demandé par les responsables de l'équipe à un laboratoire de Gand «paraît écarter l'hypothèse d'un dopage». Les médecins belges estiment plus probable l'hypothèse d'une infection bactérienne provoquée par une «injection périmée ou infectée». Le médicament en cause pourrait être de l'Intralipid, une substance à base de lécithine, utilisée en cas de pertes de réserves et qui ne figure pas sur la liste de produits relevant du dopage. Ce produit n'aurait pas été conservé à la température adéquate par le médecin des PDM.

JEAN PERRIN

Les aveux du tueur de Milwaukee

Histoire d'ogre

WASHINGTON correspondance

Le 22 juillet, dans un triste quartier de Milwaukee, un jeune homme courait, les menottes aux mains, vers des policiers pour les alerter: «Venez avec moi, il m'avait sous-estimé; c'est Dieu qui m'envoie pour régler la situation»; et il se m e n a d a n s l'appartement 213 d'un bâtiment sordide où Jeffrey Dahmer l'avait tenu prisonnier pendant quatre heures. Il l'avait échappé belle...

Le 27 mai, un jeune Laotien avait eu moins de chance. Il courait nu dans la rue, le bas du corps ensanglanté, cherchant à se réfugier chez des voisins. Mais en vain, Dahmer, qui l'avait poursuivi, déclara aux policiers: «Le garçon habitait avec lui, bref qu'il s'agissait, en quelque sorte, d'une querelle d'amoureux». C'est son cadavre mutilé que la police retrouva dans l'appartement 213, parmi les restes de onze autres victimes. Dans l'horrible inventaire fait par les enquêteurs figuraient quatre torsos mâles enfoncés dans le réfrigérateur, deux autres dans le congélateur, sept têtes avaient été bouillies à la vapeur, les chairs pour garder les chairs; diverses parties génitales mâles étaient placées dans une bouillotte.

Peut-être inspiré par des films récents, notamment Le Silence des agneaux, Dahmer avait gardé un cœur humain avec l'intention de le manger ultérieurement. Très à l'aise dans ses aveux, il indiqua qu'il allait chercher ses futures victimes dans les bars, les invitait chez lui pour boire une bière ou pour se faire photographier (cinquante dollars la photo), puis il les assassinait et les étranglait. Enfin, il les

démembrait en prenant soin de prendre des photographies.

Sur ses indications, la police a trouvé dans son ancienne maison de l'Ohio une cinquantaine de fragments de crânes, des vertèbres, des côtes de sa première victime tuée en 1978. Il avait mis les ossements dans des sacs qu'il avait enterrés autour de sa maison. Plus tard, il les avait déterrés pour laver puis briser à coups de marteau les os, avant de les ensevelir dans un ravin.

Dahmer a reconnu avoir tué dix-sept personnes pendant les dix dernières années, mais l'enquête se poursuit en Allemagne où il a servi dans l'armée américaine. Les autorités locales veulent déterminer s'il n'est pas l'auteur de cinq crimes, accompagnés de mutilations, commis à cette époque et restés sans solution.

Négligences policières

Comment Dahmer a-t-il pu échapper à la surveillance policière? Des voisins avaient déjà signalé aux autorités les mauvaises odeurs venant de l'appartement 213. Certains affirmaient avoir entendu des bruits de lutte. Mais personne, dans cette communauté essentiellement noire et hispanique, n'avait porté officiellement plainte contre un jeune blanc solitaire dont ni l'apparence extérieure ni le comportement n'attiraient l'attention, bref, un individu tout à fait ordinaire.

Néanmoins l'enquête a mis en évidence les défaillances de la police locale et des responsables du système de liberté surveillée. En particulier après l'incident du 27 mai, les policiers du quartier devraient consulter l'ordinateur sur les antécédents de Dahmer. Il avait en effet bénéficié d'une mesure

de liberté surveillée après avoir été condamné, en 1989, à dix mois de prison pour avoir sexuellement molesté un garçon. Trois policiers ont été suspendus pour leur négligence.

Alcoolisme et racisme

De nombreux psychiatres et criminologues se penchent sur le cas de ce psychopathe en s'efforçant de découvrir ses motivations profondes. Sa personnalité est encore difficile à déchiffrer. Certes, il allait chercher ses partenaires et victimes dans les bars fréquentés par les homosexuels et il est établi qu'il a eu des relations sexuelles avec plusieurs de ses victimes. Mais ceux qui l'ont connu en Allemagne affirment qu'il proclamait son dégoût des homosexuels et un de ses camarades de régiment a indiqué qu'ils allaient ensemble voir des prostituées. Était-il ou non un homosexuel «honteux», se penchant par la crasse de tendances qu'il abhorrait? Les spécialistes en débattent.

En revanche, les premiers témoignages confirment qu'il souffrait d'alcoolisme. «C'était un garçon agréable, sauf quand il buvait», a déclaré un de ses anciens camarades de chambre, précisant que Dahmer pouvait passer un week-end à boire couché dans son lit, les écouteurs de son baladeur aux oreilles jusqu'à perdre connaissance; puis il sortait de son coma éthylique pour se remettre à boire. Tous les témoignages confirment qu'il se proclamait raciste et détestait les Noirs. Neuf victimes identifiées à ce jour étaient des Noirs.

HENRI PIERRE

CIRCULATION

Jusqu'à 2 000 autocars chaque jour

Les encombrements du Paris touristique

Depuis quelques jours, des cars rouges à étage, les Paribus, patronnés par la Ville, font la tournée des dix principaux sites touristiques de la capitale. Cette innovation voudrait être l'une des solutions à la circulation et au stationnement des 2 000 autocars de tourisme recensés quotidiennement dans Paris.

Paris, Rome, Amsterdam, Athènes, Londres... toutes les grandes villes touristiques du monde se heurtent au même problème: comment faire des autocars de tourisme? Aucune, jusqu'à présent, n'a trouvé la bonne réponse. Pourtant, la situation s'aggrave. L'autocar est encore de transport que les touristes prennent de plus en plus. Son usage s'accroît au rythme de 3 à 5 % par an et rien ne donne à penser que cet essor se ralentisse. Paris, première ville de congrès du monde et l'une des toutes premières capitales du tourisme, accueille, en moyenne, 383 cars chaque jour, avec des pointes de 2 000 à la belle saison. Nouveaux venus: les cars en provenance des pays de l'Est, qui circulent à présent au nombre d'une centaine par jour.

Ces véhicules se glissent avec peine dans le trafic. Quand ils roulent, ils gênent. Quand ils s'arrêtent, ils gênent encore, soit qu'ils bouchent la vue des monuments ou des lieux rouges, soit qu'ils altèrent le paysage. En tout temps, ils polluent.

A Paris, 500 places de stationnement leur sont réservées. Elles suffisent en saison basse; elles sont désoberées d'avril à octobre. Aucune des soixante-quinze parcs parisiens intra muros, qui comptent 55 000 places de voitures individuelles, ne peut accueillir d'autocars. Or le trafic international des autocars de tourisme vers Paris représente, selon une enquête de l'Office du tourisme et des congrès

de Paris, un chiffre d'affaires annuel de 8 milliards de francs.

Que faire pour faciliter la vie des visiteurs de la capitale, sans empoisonner celle des Parisiens? La première mesure consisterait, bien sûr, à augmenter le nombre de places de parking par autocar. Depuis l'origine, le projet du Grand Louvre prévoit la construction en souterrain de 80 places. Le parc, qui devrait ouvrir avant deux ans, est financé par la Ville de Paris et l'Etat à concurrence de 34 millions de francs chacun. Le concessionnaire apportant environ 200 millions. Un deuxième projet est prévu: 70 places à Bercy, en 1993 ou 1994, mais rien n'est sûr. Celui de 50 places sous la Tour Eiffel est encore moins avancé. Les investisseurs sont nombreux et la rentabilité incertaine.

La tournée des grands sites

Deuxième solution: le stationnement payant. Pratiqué à l'étranger, il n'a jamais réussi à bien fonctionner dans la capitale. M. François Nau, directeur adjoint de la voirie à la mairie de Paris, rappelle que des tentatives se sont soldées par l'échec au début des années 80, les infractions étant difficilement réprimables. C'est cependant la formule choisie par Versailles, qui, cette année, exige un péage de 110 francs par autocar stationnant sur la place d'Armes, devant le château.

Autre méthode, adoptée depuis des années à Montmartre, où la basilique du Sacré-Cœur reçoit six millions de visiteurs par an: les cars y sont totalement interdits de 21 heures à 10 heures. Mais pendant la journée ils peuvent déposer leurs passagers en quinze minutes maximum et redescendre se garer sur les boulevards de Clichy et de Rochechouart, où les retrouvent

leurs passagers la visite terminée. Près de Notre-Dame, la «dépose» est autorisée, mais le car doit ensuite aller quai de l'Archevêché et quai aux Fleurs pour stationner. Seuls les routiers des rues parkings n'ont pas été empestés par les odeurs. Pour le stationnement de nuit, on avance l'idée de gares routières périphériques. Une autre solution serait l'obligation pour tout hôtel de disposer d'un parking.

Dernière innovation: la tournée des Paribus. Depuis le 24 juillet, une société privée Les cars rouges, propose un forfait de 80 francs (40 francs pour les enfants), que l'on peut utiliser en un ou plusieurs jours. De 10 heures à 19 heures, sept jours sur sept, les bus à deux étages tournent sur l'itinéraire Trocadéro, Tour Eiffel, Louvre, Notre-Dame, Orsay, Opéra, Etoile, Trocadéro. Ils prennent les touristes devant tel monument et les amènent à tel autre. La fréquence des passages est d'une heure, mais elle devrait tomber à une demi-heure. Les cars rouges sont autorisés à emprunter les voies de bus. Ainsi plus de problèmes de stationnement à résoudre et circulation facilitée. Mais les touristes plébisciteront-ils cette formule? Les groupes ont tendance à éclater et les passagers en vacances n'aiment guère attendre, fût-ce aux arrêts les plus prestigieux du monde.

CHARLES VIAL

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
CHAMPS ÉCONOMIQUES

Le Monde
CHAMPS ÉCONOMIQUES

CULTURE

Monsieur le comte

Suite de la première page

C'est une construction toute de bois, haute, large et très vaste, la façade ornée d'inscriptions gothiques en lettres noires et peintes en noir et rouge. Quand Balthus s'éprouve de cette singulière et vénérable bâtisse de poutres et de planches, elle faisait fonction d'atelier. Il l'a fait restaurer avec d'autant plus de soin qu'elle passe pour l'un des plus vieux chalets de Suisse, presque un monument historique.

Il n'y a pas à ménager d'atelier, de sorte que la maison ne sent ni l'huile ni la térébenthine, mais la cire et le lilas. L'atelier est de l'autre côté du chemin, en face du chalet, dans ce qui semble une grange ou une remise à charrettes, de pierre et d'ardoise. Dans cette remise, impossible de pénétrer. Pas plus qu'il n'accroche ses œuvres chez lui, Balthus ne les laisse voir avant qu'il ne les juge achevées. Souci du secret, retenue étudiée d'un peintre qui se sait assés de tenir son rang dans l'histoire et ne dédaigne pas perfectionner encore sa légende de maître inaccessible et princier ? Sans doute.

De ce parti d'indifférence relève le refus de se laisser questionner qu'il oppose d'ordinaire aux sollicitations de confidences. Dès l'accueil, il avertit, l'air ironique : « Vous le savez : je n'accorde jamais d'entrevues. » Un temps. « Sauf aujourd'hui. » Entretien, du reste, ou monologue ? Quand une question ne lui convient pas, il l'ignore. Son interlocuteur s'épuise à nommer ceux que Balthus a connus de très près, de son frère Pierre Klossowski à Antonin Artaud. Habileté inutile : le peintre excelle à feindre la surdité.

« Ce qui tient au métier, aux couleurs, ne s'éprouve que dans le travail »

Le soin de ne pas se galvauder et l'amour du secret ne sont cependant pas seuls en cause. A plusieurs reprises, Balthus se plaint de ses difficultés à mettre son art en mots et en phrases. « Dans tout dialogue, il y a un mur invisible entre les deux qui se parlent. Quant à la peinture... Quand je cherche à parler de la mienne, je tombe bientôt dans le brouillard. Je me heurte à une incapacité totale... La peinture est un langage, que nul ne peut remplacer par un autre langage... Je ne sais pas quoi dire de ce que je peins, réellement. Il ferme les yeux, il mime le bâillement de l'aveugle. « Du reste, ce qui tient au métier, aux couleurs, ne s'éprouve que dans le travail, matériellement, et est impossible à décrire. »

Aussi évite-t-il les propos d'ordre technique et se montre-t-il réticent si tôt qu'une question lui est posée qui touche à l'exécution. Il se plaint seulement de la médiocre qualité des couleurs d'aujourd'hui. Les siennes, il les broie lui-même selon des proportions qui lui sont propres et a en horreur les couleurs en tube des marchands. « Ce n'est pas étonnant. Le métier de peintre disparaît. Il n'y a presque plus personne qui le possède correctement. Il suffit de regarder les pein-

tres de ce siècle pour le vérifier. La plupart d'entre eux n'ont rien à enseigner et leurs œuvres ne contiennent rien d'instructif pour les autres peintres. Le seul qui ait fait exception était Braque, qui avait une connaissance très profonde des effets et des matériaux. Il y avait de l'artisan en lui. D'ailleurs, il était le fils d'un artisan peintre-décorateur qui lui a transmis son savoir. Mais en dehors de Braque... Des plus jeunes, je ne connais que François Rouan qui soit vraiment très fort technicien. »

Lui-même confie travailler très lentement, plusieurs années au même tableau, jusqu'à quatre ans à la suite. « Je ne peux peindre que quand la lumière est presque immobile, ce qui ne dure guère. Ce qui est pire, c'est que je peins de plus en plus lentement parce que je suis entravé par mon état physique. Je vois de moins en moins bien. J'ai perdu le pouvoir de dessiner depuis quelques années, faute d'activité visuelle. Avec la couleur, je peux encore. Je ne sais pas pour combien de temps. » Depuis des mois, il travaille chaque matin à la troisième version d'un motif qu'il s'est donné depuis plus de dix ans : une jeune fille sur un canapé, un miroir à la main. « Ce n'est pas une série. Simplement, je cherche à réaliser quelque chose... une peinture qui corresponde à une vision intérieure que j'ai en moi. J'essaie de l'atteindre. »

« Vision intérieure » prête à équivoque. Est-ce à fixer un rêve, quelque apparition onirique, l'image troublante de quelque obsession, que Balthus s'applique ? Au mot « rêve », à la première allusion au surréalisme, il proteste et affirme les principes de son esthétisme. « S'il n'y a plus de peintres aujourd'hui, de moins en moins en tout cas, c'est parce qu'ils ne veulent plus regarder les choses extérieures. Ils prétendent puiser en eux, dans leurs individus, et faire des œuvres avec ça. C'est une erreur. Quel peintre pourrait inventer quoi que ce soit d'intéressant, vraiment inventer ? Pas un. Je me souviens que Bataille me disait que « quand on regarde un objet, on le détruit ». Giacometti et moi, nous lui répondions qu'à l'inverse, quand on regarde un objet, on demeure en-dessous de ce qu'il est, en-dessous de sa compréhension... Je trouve toujours la plus mauvaise des peintures qui s'essaye à la représentation des choses plus intéressantes que la meilleure des peintures inventées... »

Peinture d'après nature donc, portraits, paysages, natures mortes. Mais non point pour autant réalisme, au sens vulgaire du terme. « Dans mon enfance et mon adolescence, à la montagne, je regardais par la fenêtre les montagnes, la neige, l'hiver. Quand j'ai rencontré la peinture chinoise et japonaise, j'ai retrouvé la même vision avec la nature. C'est ce qui a décidé de ma passion pour l'art d'Extrême-Orient. Non que j'aie en quoi que ce soit japonais. Absolument pas. C'est une communauté de regard qui m'a soutenu depuis que je l'ai reconnue, et non pas une influence. L'art japonais, Barthes l'a parfaitement défini. Il a intitulé son livre *L'Empire des signes*, ce sont les motifs justes : des signes. »

Il n'y a pas que les Chinois et les Japonais qui aient peint ainsi, cependant. Il y a aussi les Siennois. En réalité, il n'existe aucune



Le style voluptueux et paisible d'un aristocrate les du monde

différence entre la peinture d'Extrême-Orient et celle des Siennois du point de vue de leur philosophie. En Occident, la rupture intervient plus tard, à la Renaissance, quand la perspective introduit une conception plus « réaliste », comme on dit, de la représentation. Cette conception n'est pas mienne. Ce n'était pas non plus celle de Courbet, du reste. On le dit réaliste, c'est absurde. Des peintres occidentaux, Courbet est, avec les Siennois et Breughel, des très rares qui rejoignent les Chinois. Tous ont en commun la même conception, la conception chinoise de la peinture, qui ne tend pas à la représentation des choses mais à l'identification, c'est le mot... La grande peinture occidentale est celle qui ne connaît pas de rupture avec l'orientale. »

Ses principes commandent les préférences de Balthus dans son siècle, qu'il exprime sans ménagement. Ses répugnances d'abord :

« tout ce qu'il appelle « peinture américaine » d'abord, abstraite, expressionniste, issue du surréalisme, art qu'il juge facile et borné. Sur un autre abstrait, Hans Arp, il a ce jugement : « Moi aussi, j'aurais pu faire des choses comme lui – il suffit de travailler en aveugle ! »

Le cas Matisse n'est pas plus long à régler. « Matisse ? Je préfère Titin. C'est aussi simplifié, mais c'est plus amusant ! » Pour se justifier, il rappelle le mot que l'on prête à Gustave Moreau quand Matisse était de ses élèves à l'Ecole des beaux-arts : « Vous voulez simplifier la peinture. » Moreau avait raison. Matisse a simplifié, beaucoup trop. Il a des tableaux magnifiques, évidemment. Mais je ne l'aime pas... Un jour, dans les années 20, j'ai accompagné mon père dans l'atelier de Bonnard. Matisse était là, il parlait de son air de pion – il avait vraiment l'air d'un pion.

Matisse. D'un coup, il dit à Bonnard : « Vous savez, Bonnard, vous et moi, nous sommes les deux plus grands de l'époque ! » Bonnard était furieux, il s'est mis à protester. « C'est étonnant, ce que vous dites là. Il ne faut pas dire une chose pareille... Si vous avez raison, alors c'est un grand malheur pour nous ! »

Bonnard avait raison. Et pourtant lui... Il habitait alors Vernon, dans la vallée de la Seine. Un jour, dans les mêmes années, nous étions allés nous promener ; lui, mon père et moi. Nous rentrons chez Bonnard. On vient le prévenir que quelqu'un l'attend dans son atelier. C'était un très vieux homme avec une grande barbe. Bonnard a pâli quand il a reconnu Monet. Monet était venu de Giverny voir les dernières toiles de Bonnard. C'était un signe. Une preuve... »

Dans l'entre-deux-guerres, aimait-il à se souvenir, il fréquentait

quotidiennement peintres, écrivains, philosophes et cinéastes. Il en cite trois, Picasso, Braque et Derain. Du premier, il évoque sans la décrire une conversation, une nuit à Golfe-Juan, au cours de laquelle ils s'entretenaient de la peinture de Balthus. « Je ne peux pas répéter ce qu'il m'a dit, il était trop généreux pour moi. » Du second, il célèbre le savoir de technicien des matériaux et des pigments. Sur Derain, il est plus prolixe : « J'avais pour l'homme et sa culture une admiration immense. Pour ses tableaux, c'est autre chose. Derain peignait du premier jet, très vite, avec une virtuosité saugrenue. Moi, le premier jet, j'en ai toujours été incapable. Même jeune, quand j'ai peint la Rue, je travaillais lentement. De ce point de vue, nous ne nous entendions pas, Derain et moi. »

« Il n'y a plus de peintre aujourd'hui. Presque plus. Quand on compare ce qu'ils savent faire à ce que peignait Renoir... »

De ses contemporains, il ne cite qu'Alberto Giacometti, auquel l'ont été une amitié de plusieurs décennies et une communauté d'idées qu'il rappelle volontiers. « Après la guerre, je suis revenu à Paris, à Saint-Germain-des-Près, là où j'avais l'habitude de rencontrer les autres peintres, les poètes, tout le monde... J'ai compris sur-le-champ que tout était changé. Que ce que j'avais connu avant 1939 avait disparu définitivement : les conversations, les rencontres tous les jours, les discussions, rien de tout cela n'était plus possible. Seul avec Giacometti. Un jour, Giacometti et moi nous nous promènions dans ce quartier, nous regardions les tableaux dans les galeries. Bientôt, nous nous sommes dit que nous nous étions peut-être engagés dans une impasse en nous consacrant à la peinture d'après nature. A la vue de ce qu'exposaient les autres, nous nous sommes rassurés. »

A évoquer ce passé, il est repris par ce qui paraît son inquiétude essentielle, « la perte du métier ». « Il n'y a plus de peintres aujourd'hui. Presque plus. Quand on compare ce qu'ils savent faire à ce que peignait Renoir... Giacometti et moi, nous avons essayé de faire quelque chose malgré tout... J'essaie encore, j'espère réussir... Je vis d'espoir, sans savoir si je les réaliserai jamais. »

PHILIPPE DAGEN

La semaine prochaine : Gérard Garouste

Balthus

Balthus Klossowski de Rola, dit Balthus, est né à Paris le 29 février 1908. Issu d'une famille où lettres et beaux arts sont de tradition, il y fut initié par Riké et Bonnard, dont l'influence transparaît dans ses œuvres antérieures à 1930. Après cette date, il élabore sa manière et sa thématique originales : une observation aiguë des êtres et des objets transposée par un dessin dur et net et des couleurs mates. Des scènes de genre – la Rue en 1933, la Montagne en 1936 – et des portraits, dont ceux de Derain et de Miro, témoignent de la formation de son style.

Après 1945, il évolue vers un art plus voluptueux, que ce soit dans ses sujets, où le nu prend une importance croissante, ou dans sa matière, plus grasse et caressante. Il travaille alors volontiers par série : ainsi reprend-il trois fois en deux décennies ses *Joueurs de cartes* et ses *Trois sœurs*. Ses œuvres les plus récentes sont marquées par son goût pour l'Extrême-Orient et son art. Après avoir séjourné à Rome de 1961 à 1977 en qualité de directeur de la Villa Médicis, il vit et travaille désormais à Rossinières (Suisse).

Refusant les habitudes du marché, Balthus a rarement exposé ses œuvres hors des musées, si ce n'est à la galerie Pierre Matisse à New-York. Le Musée des arts décoratifs de Paris en 1986, la Tate Gallery en 1988, le Metropolitan Museum de New-York et le Musée national d'art moderne en 1983-1984 lui ont consacré de larges rétrospectives.

CINÉMA

La jungle du tableau noir

Une comédie lycéenne exaspérante

FATAL GAMES de Michael Lehmann

Dans une ville de l'Ohio, si arriérée que le seul fait d'y boire de l'eau minérale est preuve d'homosexualité, trois pimbeches nommées Heather terrorisent le lycée. Elles humilient les filles moins belles qu'elles (toutes) et les garçons qui les désirent (tous). Au moment où commence *Fatal Games* (sorti en 1989 aux Etats-Unis sous le titre *Heathers*), le trio est en train de coopter Veronica (Wynona Ryder), un peu trop intelligente, un peu trop sentimentale pour s'adapter aux jeux imbeciles des trois grâces de yuppie. Arrive alors au lycée un inconnu au long manteau noir (Christian Slater), nommé Jason (comme le monstre de *Vendredi 13*) Deau (comme James). Il se tient strictement à ce patronyme-programme : détruire et séduire.

Fatal Games n'est donc pas un film adolescent comme les autres. Cette différence constitue sa raison d'être. Entre le bureau du mar-

ting du studio, convaincu qu'une frange importante de la population lycéenne américaine était assez sophistiquée pour supporter et même consommer les sarcasmes qui lui étaient adressés, et le scénariste décidé à retourner comme des gants les films lycéens de John Hughes (*La Folle journée de Ferris Bueller*, *Pretty In Pink*), a été décidé ce film étrange et exaspérant.

L'étiquette qui lui conviendrait le mieux est celle de comédie noire. Mais il devrait alors être à la fois plus drôle et plus rigoureux dans ses invectives. Les questions de morale qui le sous-tendent, celles du regainisme finissant (le bonheur des uns nécessite-t-il le malheur des autres ?) sont laissées en plan aux deux tiers, au moment où s'engage une grande opération de sauvetage au box-office, avec suspense d'ordre policier, lutte à mort et final euphorisant.

Michael Lehmann, le réalisateur, est seulement astucieux, mais parvient presque à tenir les éléments disparates du film, qui menacent

en permanence de regagner chacun sa place. Il reprend son souffle avec des gags macabres à la Tim Burton et des séquences élégamment absurdes, mais reste au alentours de cette histoire brillante, dépourvue de centre. On peut toutefois admettre que Wynona Ryder, qui travaille son rôle au corps, sans exhibitionnisme mais sans lésiner sur les moyens, comme un brave petit soldat, est arrivée à donner un corps et un cœur à cette drôle d'idée dont on a voulu faire un film.

THOMAS SOTINEL

THÉÂTRE

o Jean-Paul Belmondo achète le Théâtre des Variétés. – Jean-Paul Belmondo vient de racheter le 2 août le Théâtre des Variétés, boulevard Montmartre, à Paris, à Francis Lemeroy, successeur de Jean-Michel Rouzière, et également directeur du Palais-Royal. Actuellement en réflexion, les Variétés reprendront le 20 août la pièce de Michel Leeb *Trois par trois*.

Les deux benêts

Un film pour l'été

WEEK-END CHEZ BERNIE de Ted Kotcheff

Comment se débarrasser d'un cadavre ? Le sujet est intemporel, burlesque, engageant ou les deux. Ted Kotcheff – réalisateur de *Rambo* – a choisi pour *Week-end chez Bernie* ce comique de situation qui devient facilement du sitcom.

Andrew McCarthy et Jonathan Silverman, les deux protagonistes, se dépensent pour mener jusqu'au mot « fin » l'histoire de deux yuppies – l'un est ambitieux, l'autre minutieux – qui travaillent dans une compagnie d'assurances. Ils découvrent une escroquerie, veulent en avertir leur patron, le dénommé Bernie, en réalité trafiquant de drogue qui les invite dans sa somptueuse villa de Long Island. Il a l'intention de les éliminer, fait appel à la Mafia, se fait lui-même descendre et les deux benêts se retrouvent nageant dans le luxe, les jolies filles, avec un cadavre dont ils ne savent que

faire, qu'ils n'arrivent pas à dissimuler efficacement, le cadavre d'un homme que tout le monde veut rencontrer.

Ce n'est pas pire qu'autre chose, mais donne l'impression de scènes tournées en continuité dans trois décors, puis tronçonnées et mélangées tandis que les protagonistes galopent et que les objets tombent, le tout pour donner du mouvement au scénario. *Week-end chez Bernie* a été présenté au Festival de Deauville 1989. Pourquoi les spectateurs du mois d'août ont-ils seulement droit aux rogations ?

COLETTE GODARD

o L'art et essai parisiens à la fête. – Avec le soutien financier de la mairie de Paris, une soixantaine de salles classées « art et essai » de la capitale proposent du 21 au 27 août, au tarif unique de 26 francs, des programmations prestigieuses, propres à séduire les cinéphiles qui ne partent pas en vacances – ou en sont revenus.



SPECTACLES

SAMEDI 3 AOUT

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PALAI DE CHAILLOT

(47-04-24-24)

SAMEDI

Aspects du cinéma français : années soixante : le Cave se rebiffe (1961), de Gilles Grangier, 15 h : les Montaux (1961), d'Edmond T. Gréville, 17 h : Rock and Movie : Birth of the Beatles (1979, v.o.), de Richard Marquand avec Stephen McKeen, Rod Culbertson, John Altman, Ryan Mitchell, Ray Ashcroft, 15 h : Imagina John Lennon (1988, v.o. s.t.f.), d'Andrew Solt, 21 h.

DIMANCHE

Aspects du cinéma français : années soixante : la Piscine (1968), de Jacques Dery, 15 h : Un nommé La Rocca (1961), de Jean Becker, 17 h : Rock and Movie : Purple Rain (1984, v.o. s.t.f.), d'Albert Magnoli, 19 h : The song remains the same (1978, v.o. s.t.f.), de Peter Clifton, Joe Massot, 21 h.

PALAI DE TOKYO

(47-04-24-24)

SAMEDI

Les Quarante Ans des Cahiers du cinéma : Frontière chinoise (1965, v.o.), de John Ford, 18 h : Gertrud (1964, v.o.), de Carl Theodor Dreyer, 20 h.

DIMANCHE

Les Quarante Ans des Cahiers du cinéma : le Passagère (1961, v.o. s.t.f.), d'André Munk, 18 h : Walk Over (1965, v.o.), de Jerzy Skolimowski, 20 h.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-28-34-30)

SAMEDI

Les abonnés programmeront la séance du spectateur : Rue de Germaine (1982) de Serge Huet, Porte des Limes (1957) de René Clair, 14 h 30 : Sauf dimanche et fêtes (1977) de François Ollé, d'Argent (1983) de Robert Bresson, 15 h 30 : Spot Samaritaine un sourire (1980-1989), les Dames de Rochefort (1967) de Jacques Dery, 18 h 30 : Antoine chante les Éruditions (1989) d'A. Brunet, les Quatre Centz Coups (1929) de François Truffaut, 20 h 30.

DIMANCHE

Les abonnés programmeront la séance du spectateur : Avant le déluge (1953) d'André Cayatte, 14 h 30 : Une histoire d'eau (1958) de François Truffaut, et Jean-Luc Godard, Boy meeta girl (1989) de Lolo Carax, 16 h 30 : Bande annonce : l'Argent (1989) de Robert Bresson, Assassins et Voleurs (1957) de Sacha Guitry, 18 h 30 : Encyclopédie du cinéma français : les années 20 (1978) de Claude-Jean Philippe, Nana (1926) de Jean Renoir, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

ACTE D'AMOUR (fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).
L'AFFAIRE WALLRAFF (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).
AKIRA (Jap., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-56).
ALICE (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5 (43-54-42-42) ; UGC Normandie, 8 (45-83-16-16) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-56).
ALL THE KING'S MEN (Chin., v.o.) : Utopia, 5 (43-26-84-66).
AN ANGEL AT MY TABLE (néo-zélandais, v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6 (43-33-97-77).
LES ANGES DE LA NUIT (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23).
L'ANNÉE DE L'ÉVEIL (Fr.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34).
L'APPROCHE FINALE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Hautes-Fr., 6 (45-33-79-38) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; v.f. : Pathé France, 13 (47-07-55-55) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; Pathé Wexler II, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-98).
AUX VERTS DU MONDE (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).
BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (Iranien, v.o.) : Utopia, 5 (43-26-84-66).
BOOM BOOM (Esp., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

CE CHER INTRUS (A., v.o.) : Pathé Hautes-Fr., 6 (45-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Cellini II, v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).
LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-56) ; Renaissance, 18 (42-86-64-44).
CHEB (Fr.-Alg.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).
LE CID (A., v.o.) : Kinopanorama, 15 (43-06-50-50).
CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-83-80).
DANCIN' THRU THE DARK (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Utopia, 5 (43-26-84-66).
DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Éclair, 13 (47-07-28-04).
DANS LA PEAU D'UNE BLONDE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-32-42-26) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-83-80) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-18) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08).
DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Bretagne, 8 (42-22-57-57) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Rex (le Grand Rex), 2 (42-36-83-83) ; Fauvette, 13 (47-07-55-55).
DELICATESSEN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; UGC Opéra, 9 (45-74-84-84) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59).

LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34).
LES FRÈRES KRAY (Fr.) (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84).
GREEN CARD (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (46-33-10-82).
HALFMOON (Fr.-Tun., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).
HENRY V (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).
IMPROVPTU (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-32-42-26) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59).
L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÉTRE (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (46-33-10-82).
J'ÉCRIS DANS L'ESPACE (Fr.) : La Gaieté, 18 (45-22-47-94).
JACQUOT DE NANTES (Fr.) : Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).
JUNGLE FEVER (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont 79-79, 8 (42-36-83-83) ; La Bastille, 11 (43-07-45-45) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-57-34).
KICKBOXER 2 (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé France, 13 (47-07-55-55) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94).

LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34).
LES FRÈRES KRAY (Fr.) (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84).
GREEN CARD (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (46-33-10-82).
HALFMOON (Fr.-Tun., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).
HENRY V (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).
IMPROVPTU (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-32-42-26) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59).
L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÉTRE (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (46-33-10-82).
J'ÉCRIS DANS L'ESPACE (Fr.) : La Gaieté, 18 (45-22-47-94).
JACQUOT DE NANTES (Fr.) : Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).
JUNGLE FEVER (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont 79-79, 8 (42-36-83-83) ; La Bastille, 11 (43-07-45-45) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-57-34).
KICKBOXER 2 (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé France, 13 (47-07-55-55) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94).

LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34).
LES FRÈRES KRAY (Fr.) (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84).
GREEN CARD (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (46-33-10-82).
HALFMOON (Fr.-Tun., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).
HENRY V (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).
IMPROVPTU (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-32-42-26) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59).
L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÉTRE (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (46-33-10-82).
J'ÉCRIS DANS L'ESPACE (Fr.) : La Gaieté, 18 (45-22-47-94).
JACQUOT DE NANTES (Fr.) : Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).
JUNGLE FEVER (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont 79-79, 8 (42-36-83-83) ; La Bastille, 11 (43-07-45-45) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-57-34).
KICKBOXER 2 (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé France, 13 (47-07-55-55) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94).

LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34).
LES FRÈRES KRAY (Fr.) (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84).
GREEN CARD (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (46-33-10-82).
HALFMOON (Fr.-Tun., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).
HENRY V (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).
IMPROVPTU (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-32-42-26) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59).
L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÉTRE (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (46-33-10-82).
J'ÉCRIS DANS L'ESPACE (Fr.) : La Gaieté, 18 (45-22-47-94).
JACQUOT DE NANTES (Fr.) : Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).
JUNGLE FEVER (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont 79-79, 8 (42-36-83-83) ; La Bastille, 11 (43-07-45-45) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-57-34).
KICKBOXER 2 (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé France, 13 (47-07-55-55) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94).

LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34).
LES FRÈRES KRAY (Fr.) (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84).
GREEN CARD (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (46-33-10-82).
HALFMOON (Fr.-Tun., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).
HENRY V (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).
IMPROVPTU (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-32-42-26) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59).
L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÉTRE (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (46-33-10-82).
J'ÉCRIS DANS L'ESPACE (Fr.) : La Gaieté, 18 (45-22-47-94).
JACQUOT DE NANTES (Fr.) : Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).
JUNGLE FEVER (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont 79-79, 8 (42-36-83-83) ; La Bastille, 11 (43-07-45-45) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-57-34).
KICKBOXER 2 (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé France, 13 (47-07-55-55) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94).

LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34).
LES FRÈRES KRAY (Fr.) (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84).
GREEN CARD (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (46-33-10-82).
HALFMOON (Fr.-Tun., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).
HENRY V (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).
IMPROVPTU (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-32-42-26) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59).
L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÉTRE (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (46-33-10-82).
J'ÉCRIS DANS L'ESPACE (Fr.) : La Gaieté, 18 (45-22-47-94).
JACQUOT DE NANTES (Fr.) : Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).
JUNGLE FEVER (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont 79-79, 8 (42-36-83-83) ; La Bastille, 11 (43-07-45-45) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-57-34).
KICKBOXER 2 (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé France, 13 (47-07-55-55) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94).

LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34).
LES FRÈRES KRAY (Fr.) (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84).
GREEN CARD (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (46-33-10-82).
HALFMOON (Fr.-Tun., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).
HENRY V (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).
IMPROVPTU (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-32-42-26) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59).
L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÉTRE (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (46-33-10-82).
J'ÉCRIS DANS L'ESPACE (Fr.) : La Gaieté, 18 (45-22-47-94).
JACQUOT DE NANTES (Fr.) : Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).
JUNGLE FEVER (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont 79-79, 8 (42-36-83-83) ; La Bastille, 11 (43-07-45-45) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-57-34).
KICKBOXER 2 (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé France, 13 (47-07-55-55) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94).

LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34).
LES FRÈRES KRAY (Fr.) (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84).
GREEN CARD (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (46-33-10-82).
HALFMOON (Fr.-Tun., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).
HENRY V (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).
IMPROVPTU (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-32-42-26) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59).
L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÉTRE (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (46-33-10-82).
J'ÉCRIS DANS L'ESPACE (Fr.) : La Gaieté, 18 (45-22-47-94).
JACQUOT DE NANTES (Fr.) : Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).
JUNGLE FEVER (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont 79-79, 8 (42-36-83-83) ; La Bastille, 11 (43-07-45-45) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-57-34).
KICKBOXER 2 (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé France, 13 (47-07-55-55) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94).

LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34).
LES FRÈRES KRAY (Fr.) (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84).
GREEN CARD (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (46-33-10-82).
HALFMOON (Fr.-Tun., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).
HENRY V (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).
IMPROVPTU (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-32-42-26) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59).
L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÉTRE (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (46-33-10-82).
J'ÉCRIS DANS L'ESPACE (Fr.) : La Gaieté, 18 (45-22-47-94).
JACQUOT DE NANTES (Fr.) : Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).
JUNGLE FEVER (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont 79-79, 8 (42-36-83-83) ; La Bastille, 11 (43-07-45-45) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-57-34).
KICKBOXER 2 (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé France, 13 (47-07-55-55) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94).

LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34).
LES FRÈRES KRAY (Fr.) (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84).
GREEN CARD (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (46-33-10-82).
HALFMOON (Fr.-Tun., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).
HENRY V (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).
IMPROVPTU (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-32-42-26) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59).
L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÉTRE (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (46-33-10-82).
J'ÉCRIS DANS L'ESPACE (Fr.) : La Gaieté, 18 (45-22-47-94).
JACQUOT DE NANTES (Fr.) : Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).
JUNGLE FEVER (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont 79-79, 8 (42-36-83-83) ; La Bastille, 11 (43-07-45-45) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-57-34).
KICKBOXER 2 (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé France, 13 (47-07-55-55) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94).

LES FILMS NOUVEAUX

A FLEUR DE PEAU

Film américain de Sheldon Lasker, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-36-43) ; Les Nations, 12 (43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; UGC Convention, 15 (45-45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94).

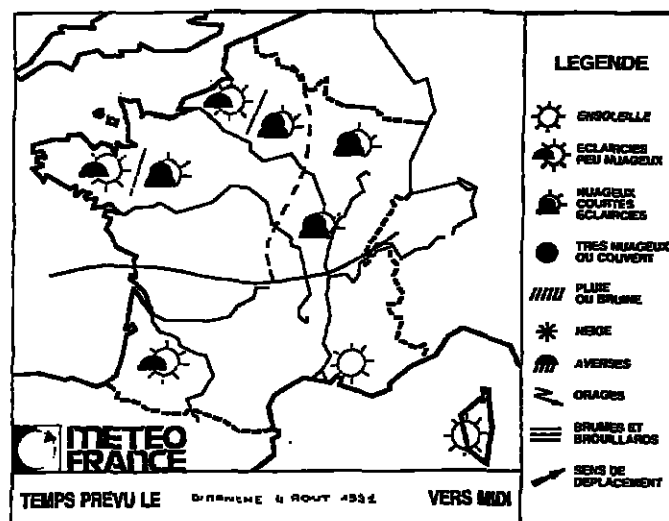
DOUBLE IMPACT. Film américain de Sheldon Lasker, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-55) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15 (45-45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

FATAL GAMES. Film américain de Michael Lehmann, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Les Montparnasse, 14 (43-20-32-20).

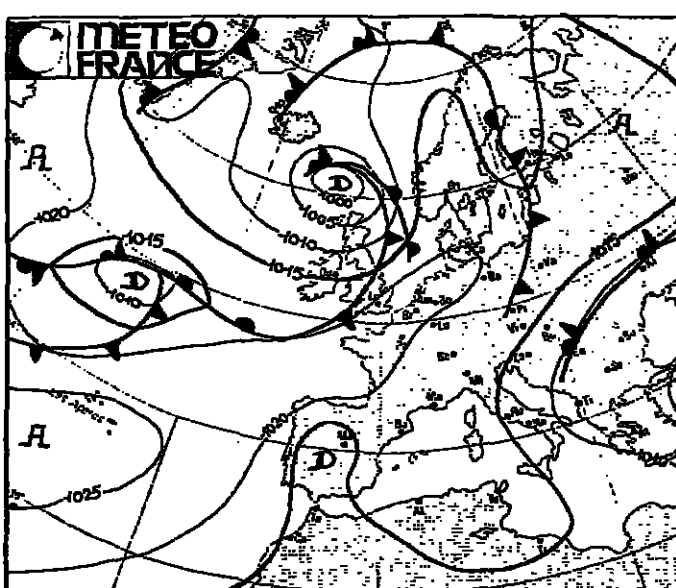
DESIGNÉ POUR MOURIR (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (4

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le dimanche 4 août 1991
Nuages et éclaircies au Nord
grand soleil au Sud



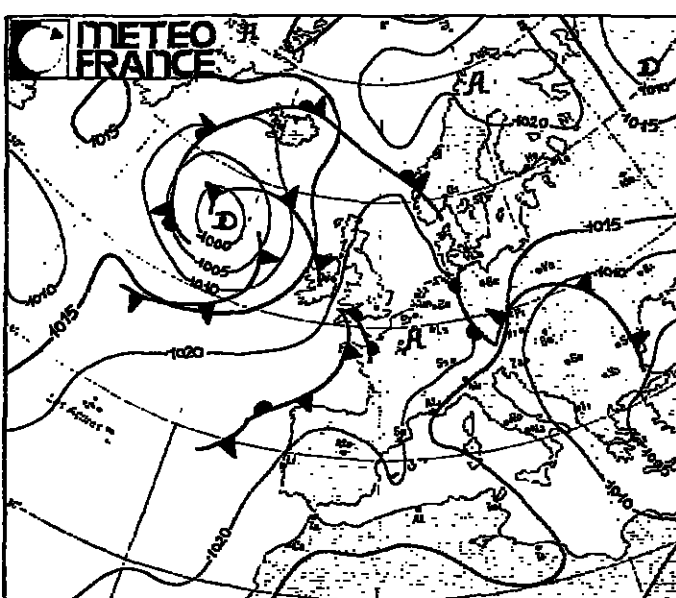
SITUATION LE 3 AOÛT 1991 À 0 HEURE TU



Lundi : soleil. - La journée sera largement ensoleillée.
Cependant, de la Bretagne au Nord, ainsi que sur les Alpes, des nuages viendront par moments cacher le soleil.
Les températures minimales varieront généralement entre 12 degrés et 16 degrés et de 17 degrés à 20 degrés près de la Méditerranée.

Les températures maximales seront comprises entre 24 degrés et 27 degrés au Nord-Ouest, entre 26 degrés et 30 degrés sur le reste de la moitié nord et le Massif central, entre 28 degrés et 32 degrés plus au sud. Près de la Méditerranée, elles pourront même atteindre localement 35 degrés.

PRÉVISIONS POUR LE 5 AOÛT 1991 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 2-8-1991 à 18 heures TU et le 3-8-1991 à 6 heures TU

FRANCE	TOULOUSE	LUXEMBOURG	21	18	N
ALGER	26	16	D		
AMSTERDAM	23	16	B		
ATLANTES	21	14	D		
BANGKOK	34	25	N		
BARCELONE	27	21	D		
BEGRAD	19	16	C		
BEIRUT	22	15	D		
BRUXELLES	21	16	D		
COPENHAGUE	24	17	N		
DAKAR	26	18	D		
DARJILING	20	14	D		
GENÈVE	24	17	D		
HONGKONG	31	22	D		
ISTANBUL	32	23	D		
JERUSALEM	29	22	D		
LOS ANGELES	29	23	D		
LYON	26	18	D		
MANGHATE	26	18	D		
NANCY	25	17	D		
NANTES	24	16	D		
NICE	26	18	D		
PARIS-MONTY	26	17	D		
PAU	25	17	D		
PERSEPOLIS	31	22	D		
RENNES	26	18	D		
ST-ETIENNE	24	16	D		
STRASBOURG	26	17	D		

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde CHAMPS ÉCONOMIQUES

TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.
Signification des symboles : ► signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ◻ On peut voir ; ◻ Ne pas manquer ; ◻ Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 3 août

TF 1

20.45 Variétés : Sébastien c'est fou !
22.30 Série : Paparoff.
0.00 Magazine : Formule sport.
0.55 Journal et Météo.

A 2

20.40 Téléfilm : Un jeune couple et une fille.
22.40 Série : Coplan.
0.00 Magazine : Les Arts au soleil.
0.10 Journal et Météo.
0.25 Magazine : Autrement dit.

FR 3

— De 20.00 à 0.00 La Sept —
0.00 Série : Lois et quelques autres.
0.25 Magazine : L'Heure du golf.

CANAL PLUS

20.30 Téléfilm : Le Putsch de Harry Perkins.
22.55 Flash d'informations.
23.05 Les Superstars du catch.

0.00 Cinéma :

La Croisière rose.
Film français, classé X, de Burd Franck (1980).

LA 5

20.45 Série : Un privé nommé Stryker.
Un collègue d'un valeur inséparable très convoité.
22.25 Divertissement : Grain de folie.
0.10 Journal de la nuit.

M 6

20.35 Téléfilm : Virginie.
La petite fille d'un riche publicitaire a été enlevée.
22.15 Météo des plages.
22.20 Téléfilm : Ma femme a disparu.
Un polar mané tambour battant.

23.45 Six minutes d'informations.
23.50 Boulevard des clips.

LA SEPT

21.00 ► Documentaire : Pégase en son temps.
22.40 Le Dessous des cartes.
22.45 Agenda culturel.
22.50 Soir 3.
23.05 Cinéma : L'Enfer.
Film hollandais de Daniel Danneberg (1988).

0.05 Opéra : Le Ring.
1. L'Or du Rhin.

Dimanche 4 août

TF 1

15.00 Série : Commissaire Moulin.
18.30 Disney Parade.
17.40 Magazine : Téléfoot.
A 18.35, Loto sportif.
18.40 Série : À tous les risques.
19.30 Divertissement : Vidéo gag.
20.00 Journal, Tierscé, Météo et Tapis vert.
20.40 Cinéma : Le Canardeur.
Film américain de Michael Cimino (1973).
22.40 Magazine : Ciné dimanche.
22.45 Cinéma : Le Retour du grand blond.
Film français d'Yves Robert (1974).
0.05 Journal et Météo.

A2

15.05 Série : Panique aux Caraïbes.
16.00 Série : Les Enquêtes Caméléon.
17.35 Des trains pas comme les autres.
18.30 Magazine : Stade 2.
19.30 Série : Les Craquantes.
20.00 Journal et Météo.
20.45 Série : Taggart.
22.40 Magazine : Les Arts au soleil.
23.50 Journal et Météo.
0.05 Magazine : Musiques 1 au cœur de l'été.

FR 3

14.30 Magazine : Sports 3 dimanche.
17.30 Magazine : Montagne.
18.00 Amuse 3 vacances.
19.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
20.05 Série : Benny Hill.
20.40 Villes ouvertes : Rome.
Inauguration de la fontaine de Trevi restaurée ; Spectacles de rues ; Variétés ; Expositions, danse, musique et opéra ; Biédo culturelle.
22.00 Magazine : Le Divan.
Krytine Janda (2 partie).
22.20 Journal et Météo.
22.40 Cinéma : Il Bidone.
Film franco-italien de Federico Fellini (1955) (v.o.).

0.30 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

15.05 Téléfilm : La Fantôme assassin.
16.45 Documentaire : Gorilles en survie.
17.30 Téléfilm : Les Oiseaux de feu.
18.00 Cinéma : Gagner ou mourir.
Film américain de Savage Steve Holland (1986).
— En clair jusqu'à 20.30 —
19.30 Flash d'informations.

19.35 Les Superstars du catch.
20.30 Cinéma : Le Bayou.
Film américain d'André Konchinsky (1987).
22.20 Flash d'informations.
22.30 Sport : Corrida.
0.00 Cinéma : Made in Heaven.
Film américain d'Alan Rudolph (1987) (v.o.).

LA 5

15.20 Sport : Moto.
16.20 Tierscé à Deauville.
18.50 Spécial drôles d'histoires.
17.25 Magazine : Kargo.
18.20 Série : La Loi de Los Angeles.
19.10 Série : V.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Journal des courses.
20.45 Cinéma : On continue à l'appeler Trinita.
Film italien d'E.-B. Clucher (1971).

22.40 Magazine : Normades.
Plantes de chasse ; Léon Bell, missionnaire et Papou ; Impressions mughols ; Terre d'oiseaux.
23.35 Magazine : Top chrono.
0.40 Journal de la nuit.

M 6

15.30 Jeu : Hit hit hit houna.
16.40 Magazine : L'Adventures (rediff.).
17.00 Série : Vic Daniels.
17.20 Série : L'Homme de fer.
18.10 Série : Supercopier.
19.00 Série : Les Routes du paradis.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Pope Schultz.
20.30 Magazine : Sport 6 (et à 0.05).
20.40 Téléfilm : Pour la vie d'un enfant.
22.15 Météo des plages.
22.20 Informations : M 6 express.
22.25 Capital.
22.35 Cinéma : Qui chauffe le lit de ma femme ?
Film italien d'Ugo Tognazzi (1976).

0.00 Six minutes d'informations.
0.10 Boulevard des clips.

LA SEPT

16.35 Documentaire : Anthony Caro.
17.30 Téléfilm : La Route enchantée.
19.00 Série : Chroniques de France.
Balade en Champagne.
20.00 Documentaire : Les Aventuriers de l'esprit.
1. Jacques Brosse.
20.30 Cinéma : Les Montagnes de la lune.
Film franco-portugais de Paulo Rocha (1987).
Documentaire : Les Grands Écrivains.

ADMISSIONS AUX GRANDES ÉCOLES

Ecole polytechnique

Option M¹ Français

Jean Tu (1), Louis Moreau de Salazar (1), Xavier Gabat (3), Marc-Henri Desportes (3), Jérôme Avignon (5), Nicolas Destainville (5), Frédéric Lehmann (7), Renaud Spazzi (7), Franck Latremoulière (9), Esther Rosenberg (9), Mathieu Blouin (11), Arnaud Grégoire (11), Jean-Michel Michel (13), Stéphane Cécile (13), Christophe Mathy (15), Cyrille Hecq (17), Pierre-Henri Jondet (17), Cécile Cegout (19), Frédéric Le Clerc (19), Stéphane Rodin (21), Laurent Gaillard (21), Joaquin Vessier (23), Arnaud Forquet de la Ferrière (23), Arnaud Coudou (25), Nicolas Boschet (25), Jean-Baptiste Hueber (27), David Bessis (27), Emmanuel Rouleau (29), Florent Guillemin (29), Daniel Ochoa (31), Jean-Charles Forci (33), Philippe Bréd (33), Emmanuel Comte (35), Jean-Yves Bell (37), Frédéric Chyack (37), Henri Lailière (39), Jérôme Vandembussche (39), Stéphane Desm (41), Laurent Laguer (41), Xavier Lasser (43), Pierre Cazeau-Mé (45), François Bouraz (45), Benoît Guenoc (45), Philippe De Labarpe (47), Philippe Ferris (47), Pierre Baraduc (49), Nicolas Michel (49), Philippe Lopez (51), Fabrice Gourdellier (51), Vanessa Ragot (53), Patricia Blanc (53), Gilles Grondin (55), Antoine Ducros (55), Yannick Tondut (57), Jean-Luc Gilibert (57), Béryl Mariotti-Lagarde (59), Philippe Court (59), Thomas Bonald (61), Vincent Duriez (61), Olivier Vigneron (63), Stéphane Gou (63), Godefroy Benoit (65), Xavier Merin (65), Luc Segouin (67), Mathieu Savin (67), Olivier Fruchart (69), Jean-Brice Dumont (69), Thibaut Le (71), Samuel Meunier (71), Olivier Besson (73), François Castella (73), David Gourlay (75), Guillaume Bache (75), Jean-Yves Pénard (77), Alain-Michel (77), Olivier Collet (79), Laurent Le Nard (79), Laurent Lesquart (81), Franck Falzon (81), David Cachera (83), Anne Provost (83), Cécile Ray (85), Jean-Michel Fauconnet (85), Cécile Pechard (85), Denis Vacek (85), Jean-Hervé Poisson (97), Franck Jung (97), Mathieu Contière (99), Olivier Vatin (99), Stéphane Besson (101), Stéphane Pailan (101), Philippe Maréchal (103), Cécile Bichon (103), Michel Baud (105), Maxime Forêt (105), Christophe Arel (107), Olivier Collet (107), Sylvain Huet (109), Vincent du Gardin (109), Sylvie Le Néchet (111), Ludovic Amphoux de Bellevue (111), Sylvie Le Néchet (111), Jean-Luc Laporte (113), Guy Martin-Borret (115), Bernard Glatier (115), Gilles Barbier (117), Marc Bocquet (117), Xavier Hardy (119), Stéphane Michel (119), Lolo Le For (121), Nicolas Stader (121), Dominique Gillieron (123), Etienne Worien (123), Jean-François Grégoire (125), Fabrice Conchon (125), Pierre Quil (127), Jean-Michel (127), Philippe Boubert (127), Eric Barraud (129), Xavier Callu (129), Thierry Mélin (161), Hélène Perrin (161), Laurent Vaudou (161), Joël Pons (161), Jean-Louis Guerin (165), Charles Parnot (165), Jean-Luc Araucourt (167), Catherine Vialle (167), Jean-Pierre Henry (169), Philip (169), Thierry (169), Jean-Luc Naves (171), Olivier Leconte (171), Stéphane Ben Soussan (173), Emmanuel Puga Pereira (173), David Pointcheval (175), Laurent Gilibert (175), Nicolas Beland (177), Jérôme Poupin (177), Pascal Benjamine (179), Gwendal Lemaître (179), Sébastien Duc (181), Rémi Casier (181), Benoît Jean (183), Nicolas Novak (183), Batrice Cheves (185), Sophie Roudou (185), Nicolas Dufoulet (187), Nicolas Chevalier (187), Marc Philip (189), Jean-Guillaume (189), Xer Lesing (191), Louis Robin (191), Laurent Divot (193), Philippe Corcoral (193), Stéphane Le Corn (193), Olivier Pouchet (193), Jean-Michel (193), Nicolas (193), Nicolas (193), Olivier Pilon (199), Frédéric Lauprêtre (199), Laurent Galle (201), Christine Heinemann (201), Yana Le (201), Dominique (201), Samuel Herault (205), Xavier-Stéphane Lorphelin (207), Etienne Bouchard (207), Gilles Degne (209), Dominique Bouillot (209), Xavier Cognat (211), Erwan Pozic (211), Jérôme Novak (213), Pierre Salenave (213), Marc Aldebon (215), Finck Fuchs (215), Marc Charcyron (217), Nicolas Frager (217).

Option P¹ Français

Cécile Meunier (1), Xavier Dubourg (3), Marc Goussin (3), Emmanuel Gou (3), Olivier Herault (3), Marc Chemin (6), Olivier Guerin (7), Olivier Yonot (6), Nann Tadaut (9), Olivier Cuny (10), Thomas Bouteau (11), Jean-François Cailard (12), Laurent Aspect (13), Laurent Gremillet (14), Edgar Bonet Orsico (15), Jean-François Raynaud (16), Reynold Proust de la Bouteillerie (17), Olivier Oyon (18), Gabriel Tar (19), Patrick Olivier (20), Sandrine Vesque (21), Vincent Deca (22), Marc Blanchard (23), Julien Legouge (24), Yana-Nicolas Besson (25), Nicolas Sennepier (26), Martin Volter (27), Antoine Nogier (28), Stéphane Doué (29), Pierre Besson (30), Sébastien Chail (31), Améric Blanc (32), Christine Gochard (33), Nicolas Picard (34), Yves Le Coche (35), David Béringue (36), Benoît Bapoulet (37), Nicolas Chaudron (38), Julien Desmaret (39), Eric de Seguin Pazis d'Aubignan (40), Pascal Massimino (41), Benoît Chauvin (42), Nicolas Goussin (43), Jean-Emmanuel Bontoms (44), François Pélavy (45), Mathieu Hélot (46), Roman Roussel (47), Michel Riquier (48), Olivier Krebs (49), Denis Besson (50), Laurent Riquier (51), Ludovic Seneac (52), Victor Herault (53), Frédéric Croc (54), Thomas Gouy (55), Amory Demol (56), Lolo Rosati (57), Louis Leclerc (58), Julien Pouillet (59), David Salas y Média (60), Dany Burigana (61), Vincent Eschevin (62), Benoît Seneac (63), Jean-Christophe Dussan-Fontaine (64), Geneviève Lehoucq (65), Christophe Ambrosi (66), Michel Pascaud (67), Jean Brouwers (68), Christophe Novak (69), Marc (70), Joël Pons (71), Céline Guichardaz (72), Patrick Lodica (73), Christine Lanciaux (74), Laurent Mandatier (75), Bérénice Villard (76), Nicolas Lemaître (77), Gail Le Ven (78), Yves André (79), Thibaut Heitz (80), Charles Rossignol (81), Lolo Le Dénat (82), Franck Le Gall (83), Frédéric Desmaret (84), Vincent (85), Thierry Grusseau (86), Benoît Seneac (87), Stéphane Porez (88), Régis Brigid (89), Remy Boulesteix (90), Jean-Baptiste Chausse (91), Simon Frunet (92).

Option M¹ Étranger

Kamel Khadi (1), Kaïs Ben Hamida (2), Guile Chafai (3), Adel Akrouf (4), Patrick Kang (5), Abdelmalik El Karim (6), Jean-Alexandre (7), Zoubair Bechtar (8), Adnan Aboulkhalil (9), El Houssine Sahib (10), Youssef El Hajjam (11), Mong-Ki Woo (12), Fouad Aradi (13), Othmane Belkari (14), Enrique Garcia Lopez (15), Baligh Sridi (16), Nizar Bouguila (17), Georges Aoun (18), Youssef Azzouzi (19), Mohamed Dida (20), Hatem Ben Mahmoud Masmoudi (21), Tayeb Amegrou (22), Samer Nasr (23), Solia Fassi-Fehri (24), Halime Anzi (25), Hishia Lailatech (26), Hicham Ben Brahim (27).

Option P¹ Étranger

Philippe Fieis (1), Karim Bouhaoui (2).

Ecole navale

(Par ordre de mérite)

Vincent du Gardin (1), Ramad Annibal (2), Jérôme Bastien (3), Jean-Jacques Desmet (4), Rémy Savatier (5), Nicolas Pich (6), Jacques Mallard (7), Arnaud Czajka (8), Ian Lepetit (9), Jean-François Grimmer (10), Matthieu Douillet (11), Michel Vert (12), Arnaud Dronot (13), Pascal Giffoux (14), Lionel Dreux (15), Cyril Chiffot (16), Bruno Colcombet (17), Fabrice Luzz (18), Philippe Aïin (19), Fabrice Leblanc (20), Philippe Dumont (21), Patrice Stophan (22), Alexandre de Lapuyrière (23), Stéphane Duto (24), Yves Piant (25), Yann Bied-Charrier (26), Samuel Majou (27), Olivier Lelais (28), Arnaud Montoya (29), Benoît Hédé-Hally (30), Olivier de Saint-Julien (31), Maxime Real del Sarte (32), Olivier Provencat (33), Jean-François de Yack (34), Sébastien Baudrier (35), Erik Le Leux (36), Patrick Brocart (37), Jean-Baptiste Comte (38), Sébastien Tillan (39), Vincent Bravo (40), Nicolas Cassal (41), Olivier Dana (42), Erwan Roche (43), Vincent Miossec (44), Lionel Cockey (45), Pascal Caszan (46), Jean Porcher (47), François de Bény (48), Rémi de Montville (49), Hervé Duet (50), Xavier Barthe (51), Franck Briant (52), Pierre Gautier (53), Philippe Lacombe (54), Bruno Crovis (55), Christophe Pasco (56), Olivier Devancan (57), Quentin Reverchon (58), Patrick Caza (59), Yann Romagnon de La Touche (60), Jean-Yves Brettecher (61), Stéphane Dautouche (62), Franck Chatton (63), Sébastien Chardain (64), Emmanuel Besson (65), Marc Elchin (66), Amory Bul-Ber (67), Gabriel Thivolein (68), Alexandre Manches (69), Thomas Sarzola (70), Olivier Bestand (71), Pascal Joly (72), Sébastien Tourniol du Clos (73), Antony Huberly (74), Renaud Casillon (75).

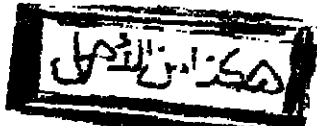
(A titre étranger)

Mandiana Sodi.

◻ « Paristoric ». - « Paris, la ville du bonheur et de l'éternelle jeunesse », aimait à dire Stefan Zweig. Ainsi s'achève, sur une musique de Tchaïkovski, un tour d'horizon de Paris, capitale de jeunesse et de volupté, riche de vingt siècles d'Histoire et de culture. Dis par une voix de femme, les « dialogues amoureux avec les figures de Paris » tetracent, quarante minutes durant et sur écran panoramique, les différentes époques architecturales, historiques et picturales, à travers lesquelles se dessine le Paris d'aujourd'hui. Sous l'impulsion de M.M. Charles et Michel Ruty, ce spectacle à consonances musicales raconte comment Paris a survécu à 80 rois, cinq républiques et une quinzaine d'empereurs.

► « Paristoric », tous les jours et toutes les heures, à l'Espace Habertot, 78, boulevard des Batignolles, 75017 Paris.

◻ Une brochure sur l'extension agricole. - Dijon a reçu en octobre 1990 un séminaire qui a rassemblé 220 chercheurs et professionnels de l'agriculture, sur le thème : « L'extension agricole, une forme de modernisation ». Une brochure est disponible au Centre d'information et de formation sur l'aménagement rural (CIFAR), 19, avenue du Maine 75322 Paris Cedex 15. Tél. : (1) 49-55-54-66 et 49-55-59-85. Prix : 100 francs.



ÉCONOMIE

BILLET

Revendications salariales au FMI

Les pays endettés ont parfois bien du mal à payer leurs traites, mais leurs bailleurs de fonds savent composer avec la crise. Le 1^{er} août, le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) et celui de la Banque mondiale, situés de l'autre côté de la rue, à Washington, ont ainsi voté avec un bel ensemble une augmentation de 27 % du salaire annuel de leur directeur général dans le premier cas, M. Michel Camdessus, du président dans le second, M. Barber Conable qui, le 1^{er} septembre prochain, cédera son fauteuil à M. Lewis Preston, tout droit venu de la célèbre banque américaine JP Morgan.

A la veille de la réunion de l'un et l'autre conseil, le projet de porter le salaire annuel de ces dirigeants (traditionnellement identique) de 225 000 à 290 000 dollars (1,7 million de francs) par an avait provoqué quelques remous dans l'enceinte des deux organisations. A tel point que l'on prêtait à certains pays membres, dont les États-Unis et le Canada, partisans d'une augmentation limitée à 280 000 dollars la ferme intention de s'opposer à cette remise à niveau encouragée notamment par la France, qui réclamait encore plus pour le numéro un du FMI.

Au risque d'agacer une fois de plus le Congrès, toujours très sensible au coût des «machines» internationales pour le contribuable américain. Heureusement, l'affrontement diplomatique a pu être évité. Washington et Ottawa se contentant d'une abstention après avoir obtenu un «salaire de consensus» de 285 000 dollars (le prix, il est vrai, d'un bon arbitrage à Wall Street ayant réussi à conserver son emploi), le «ratapage» a été approuvé et présenté comme une nécessaire compensation de l'inflation constatée depuis 1988 (18 %) et comme une anticipation de la hausse des prix à venir, la rémunération de ces dirigeants étant révisée seulement tous les trois ans.

Mais, dit-on à Washington, la vérité est plus terre-à-terre. Le véritable responsable de ce dérapage salarial en période d'austérité mondiale est à chercher ailleurs. Plus précisément à Londres, où M. Jacques Attali, officiellement installé à la présidence de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) en avril dernier, percevra 280 000 dollars par an pour enseigner aux pays de l'Est les vertus de la rigueur et de l'économie de marché.

Les dirigeants du FMI et de la Banque mondiale n'auraient pas supporté que, eux qui gèrent les fortunes de toute la planète, soient moins payés que le numéro un de la BERD dont la compétence — au moins territoriale — est, selon eux, naturellement plus limitée. Il fallait donc relever leur salaire pour éviter l'humiliation. Et faire respecter l'institution. En espérant que la contagion pourra être contenue. Et que les autres responsables de grandes organisations (CEE, OCDE, ONU) dont la rémunération annuelle, indemnisée de fonction comprises, est actuellement d'environ 270 000 dollars par an, ne vont pas se lancer, eux aussi, dans des revendications salariales décidément hors de propos.

SERGE MARTI

ÉTRANGER

Un budget ultra-conservateur

La fin d'un siècle de politique sociale en Nouvelle-Zélande

Préparé par des mois de discussions fructueuses (le Monde du 17 mai), le premier budget du gouvernement conservateur de M. Jim Bolger a été rendu public le 30 juillet. Du à la main de fer du ministre des finances, M. Ruth Richardson, il met fin à près d'un siècle d'une politique de protection sociale dont la Nouvelle-Zélande s'était fait le pionnier, au nom d'un libéralisme économique à faire pâlir M. Thatcher elle-même.

Ce budget prive en effet, totalement ou partiellement, de couverture sociale près de la moitié des 3,3 millions de Néo-Zélandais — classés comme «riches», c'est-à-dire gagnant environ 57 000 francs par an pour une personne seule — en se fondant sur le nouveau principe selon lequel «les consommateurs sont les payeurs». Ces riches devront donc, graduellement, financer leurs soins médicaux et hospitaliers, l'éducation de leurs enfants ou leur retraite, concessions dont seuls devaient bénéficier les plus démunis. La retraite à 65 ans pour tous a été supprimée et sera relevée à 67 ans d'ici l'an 2000.

Chacun se verra en outre doté d'une carte d'identité et de crédit, la «Kiwi Card», permettant de détecter les fraudes.

Pour réduire un déficit budgétaire de 1,739 milliard de dollars néo-zélandais (un dollar néo-zélandais vaut environ 3,40 francs) dans cette année fiscale à environ 500 millions d'ici deux à trois ans, M. Richardson va privatiser l'organisme public chargé des hypothèques ainsi que plusieurs entreprises d'État, augmenter sensiblement les taxes sur le tabac, les alcools et le pétrole. Ces mesures ont été mal accueillies par l'opposition travailliste — dont le chef, M. Mike Moore —, qui accuse le gouvernement de «traîner la Nouvelle-Zélande comme Saddam Hussein le Koweït», comme par les retraités et les bénéficiaires de logements subventionnés.

M. Richardson a répliqué que le pays ne pouvait plus vivre à crédit — la dette nationale dépasse les 50 milliards de dollars — et qu'il fallait «prendre des mesures audacieuses pour changer le cours de l'histoire».

P. de B.

SOCIAL

La Cour de Luxembourg condamne l'interdiction du travail de nuit des femmes

La Cour de justice des communautés européennes a condamné, dans un arrêt rendu le 25 juillet à Luxembourg, les pays de la CEE qui, comme la France, interdisent le travail de nuit des femmes. «Le souci de protection qui a inspiré à l'origine l'interdiction de principe du travail de nuit féminin n'apparaît plus fondé», ont estimé les magistrats de la Cour, en précisant qu'une telle interdiction était contraire à la directive européenne relative à l'égalité des hommes et des femmes.

La Cour de justice a donné raison à M. Alfred Stöckel, chef d'entreprise français poursuivi par le tribunal de police d'Ilkirech (Bas-Rhin), pour avoir fait travailler de nuit soixante-dix salariés dans son usine de conditionnement de casses. Cette décision avait été prise à titre temporaire en 1988 avec l'assentiment des salariés et des organisations syndicales.

La Cour a repoussé les arguments des gouvernements français et italien faisant valoir que les femmes ne pouvaient pas travailler de nuit en raison de leurs obligations familiales et des risques d'agression.

Prévue le 8 août à Paris

Les salariés de Sud-Marine obtiennent la tenue d'une table ronde

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Au terme d'une journée d'occupation de la direction du travail et de l'emploi, vendredi 3 août à Marseille, les délégués syndicaux du groupe Sud-Marine ont obtenu la tenue d'une table ronde, jeudi 8 août, au ministère de l'économie et des finances. Selon le porte-parole de l'intersyndicale, M. Christian Tricon, ils devraient être reçus par le directeur de cabinet de M. Pierre Bérégovoy, M. Hervé Hannoun.

Quatre jours après la mise en liquidation judiciaire, les représentants des comités d'entreprise des cinq sociétés du groupe avaient été convoqués, vendredi matin, par le liquidateur, M. René Bellon, qui devait leur notifier le licenciement de l'ensemble des salariés, soit neuf cent dix sept personnes.

Le tribunal de commerce de Marseille tiendra une audience, lundi 5 août, pour statuer sur

une demande dont il a été saisi par le gouvernement, par l'intermédiaire du parquet, visant à autoriser la reprise temporaire des activités de Sud-Marine. Les syndicats ont déjà manifesté leur hostilité à cette «solution de reprise partielle» qui avait été également rejetée par le tribunal.

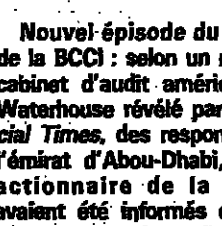
Le gouvernement a fait l'objet de démarches très pressantes de la part des clients. Statoil, en particulier, a publiquement menacé «de ne plus jamais revenir à Marseille» si le module de plate-forme commandé par leur société — livrable à fin septembre — devait être pris en otage par les salariés de Sud-Marine.

Enfin, selon la CGT, un «important groupe français de quatre mille salariés», qui désire garder l'anonymat, serait intéressé par la reprise de Sud-Marine. Le préfet des Bouches-du-Rhône nous a indiqué qu'il existait «des contacts et des tentatives pour monter un dossier».

GUY PORTE

Le scandale de la Bank of Credit and Commerce International

Des responsables d'Abou-Dhabi étaient au courant des fraudes révèle le «Financial Times»



Nouvel épisode du scandale de la BCCI : selon un rapport du cabinet d'audit américain Price Waterhouse révélé par le Financial Times, des responsables de l'émirat d'Abou-Dhabi, principal actionnaire de la banque, avaient été informés d'activités frauduleuses dès avril 1990.

Après le Pakistan et Abou-Dhabi, les États-Unis, Londres, Luxembourg et la France (le Monde des 30, 31 juillet, 1^{er}, 2 et 3 août), nous terminons aujourd'hui notre enquête sur la Bank of Credit and Commerce International (BCCI) en Afrique et en Argentine.

Des responsables de l'émirat d'Abou-Dhabi étaient au courant des activités frauduleuses de la BCCI, selon un rapport du cabinet d'audit américain Price Waterhouse obtenu par le Financial Times. Selon l'édition du quotidien britannique datée des 3 et 4 août, Price Waterhouse aurait adressé à la Banque d'Angleterre le 4 juillet — soit la veille de la fermeture simultanée des bureaux de la BCCI dans une trentaine de pays — une lettre affirmant que des responsables de l'émirat avaient eu connaissance de fraudes dès avril 1990.

Abou-Dhabi est le principal actionnaire de la BCCI, détenant plus de 70 % du capital. Les actionnaires majoritaires connais-

saient les activités frauduleuses de la banque», indique l'étude de Price Waterhouse rapportée par le Financial Times. Le cabinet, expert-comptable de la BCCI depuis la banque par le nom de «Sandstorm» (tempête de sable) et écrit : «La comptabilité et la position financière du groupe ont été falsifiées depuis un certain nombre d'années. En fait, ces transactions ne représentent qu'une partie des manipulations visant à déformer et falsifier la position financière de Sandstorm depuis dix ans.»

Le Financial Times souligne que les représentants d'Abou-Dhabi en Grande-Bretagne démentent la mise en cause du gouvernement de l'émirat ou de certains de ses responsables par le rapport de Price Waterhouse.

Liaisons dangereuses en Argentine

BUENOS-AIRES

de notre correspondante

L'enquête sur le blanchiment de narcodollars en Argentine se complique puisque la justice suit désormais deux pistes. Il s'agit du «Yomagate», nom donné à Buenos Aires au scandale qui compromet la belle-famille du président Carlos Menem (le Monde du 26 juillet) et de ses liaisons éventuelles en Argentine avec la Banque of Credit and Commerce International (BCCI) qui est accusée, dans plusieurs pays du monde, d'avoir servi à «laver» l'argent du trafic de drogue.

C'est dans une clinique psychiatrique de la capitale que M. Amira Yoma, belle-sœur du chef de l'Etat, a finalement été interrogée, mercredi 31 juillet, une semaine après avoir été inculpée dans l'affaire de blanchiment de narcodollars. M. Amira Yoma, qui avait démissionné le 24 juillet de son poste de chef d'audience du président, avait mystérieusement disparu.

Vicime d'une forte dépression nerveuse, selon les médecins, elle avait trouvé refuge dans une clinique et le juge chargé de l'enquête, M. Mario Servini de Cubria, a dû attendre qu'elle soit en état de répondre à ses questions. Quelques heures après l'interrogatoire, la belle-sœur de M. Menem a quitté l'établissement. M. Amira Yoma a reconnu connaître Khalil Hussein Dib, le témoin libanais, à la fin de l'année 1989, mais elle a réaffirmé qu'elle était innocente.

Un mystérieux témoin libanais

Dans l'affaire de la BCCI, la succursale à Buenos-Aires a été fermée au début de la semaine et a fait l'objet d'une perquisition. La justice a sollicité l'aide d'experts de la banque centrale pour examiner les opérations de l'entité bancaire. M. Servini de Cubria, également chargé de l'enquête, doit déterminer si cette filiale argentine de la BCCI a servi au blanchiment de narcodollars, mais aussi vérifier si elle a financé la construction d'un grand hôtel à Buenos-Aires appartenant à l'homme d'affaires saoudien M. Gaith Pharaon. Celui-ci, dont le nom est cité fréquemment dans le scandale de la BCCI, a de nombreux intérêts en Argentine.

Le magnat saoudien, qui a été mentionné dans le «Yomagate» par le mystérieux témoin libanais, affirme que Khalil Hussein Dib n'a jamais travaillé pour le groupe Pharaon, qu'il ne l'a jamais rencontré et qu'il n'a jamais entendu parler de lui. M. Albert Kohan, ancien secrétaire du président Menem, a indiqué dans une interview qu'il avait introduit, il y a deux ans, M. Gaith Pharaon auprès du chef de l'Etat. Celui-ci aurait accueilli favorablement les projets d'investissement de l'homme d'affaires qui, selon M. Kohan, offrait de solides références.

CHRISTINE LEGRAND

Une présence active dans la filière africaine de la drogue

Implantée dans une vingtaine de pays, la BCCI réalise en Afrique la moitié de son chiffre d'affaires

Située depuis peu au cœur du trafic international de l'héroïne asiatique et de la cocaïne andine (le Monde des 24, 25 et 26 août), l'Afrique est aussi devenue ces dernières années un centre grandissant de blanchiment de l'argent sale. Une activité lucrative dont la Bank of Credit and Commerce International (BCCI) a très tôt été soupçonnée sur le continent noir, où elle réalise près de 50 % de son chiffre d'affaires, à travers ses quelque 400 agences implantées dans une vingtaine de pays.

Soucieux de recycler l'argent de la drogue et de se procurer des devises, les trafiquants ont le choix entre trois zones de convertibilité : la zone franc de l'Afrique francophone, la zone dollar du Liberia, la zone rand de l'Afrique austral. Trois régions stratégiques où la BCCI jouissait jusqu'ici d'une position très forte. A travers ses filiales, succursales et bureaux de représentation, elle a affiché une présence active à chaque maillon de la filière de la drogue en Afrique.

L'héroïne asiatique pénètre en effet sur le continent par trois points d'accès principaux : le Kenya, l'Éthiopie et l'Égypte. La BCCI était particulièrement active à Nairobi et au Caire, préférant le Soudan à l'Éthiopie en raison de la coloration marxiste de ce dernier pays. Elle était aussi particulièrement bien implantée à l'île Maurice et aux Seychelles, réputées pour être des plaques tournantes du trafic à destination de l'Europe.

Au Nigeria, «capitale» de la drogue en Afrique, la BCCI possède de nombreux guichets gérés depuis 1988 par M. Ibrahim Dasuki, suban de Sokoto et proche du président Ibrahim Babangida. A Lagos, les observateurs s'interrogent sur les liens qui unissent les deux hommes, de même que sur la nature des

intérêts du Nigeria au Liberia, où la BCCI semblait impliquée dans toutes sortes de trafics. Détail significatif : le Nigeria est, avec l'Égypte et le Zimbabwe, le seul pays où les autorités ont décidé de maintenir l'activité de la BCCI.

Dans la zone franc enfin, les agences du Sénégal, de Côte-d'Ivoire, du Gabon et du Cameroun ont connu une activité florissante à mesure que ces pays devenaient des points de passage obligés des drogues dures importées d'Asie et d'Amérique latine.

Un prix à M.M. Mandela et Nyerere

D'une manière générale, la BCCI a mené une politique volontariste d'implantation en Afrique à partir de la fin des années 70. «Pour des raisons évidentes de rentabilité», explique Jeune Afrique économie (JAE) dans son numéro d'août, elle s'est spécialisée dans les financements à court terme. Sa clientèle est composée essentiellement de Libanais dans la zone francophone et d'Indo-Pakistans en Afrique anglophone», autant de communautés impliquées de notoriété publique dans les trafics de la drogue et de l'argent.

Pour associer sa réputation en Afrique, la BCCI a créé la fondation «Third World», qui était à Londres le mensuel South, dont la parution a été interrompue en 1990. La fondation a aussi décerné à partir de 1981 son «Third World Prize», une récompense qui revint en 1981 à Nelson et Winnie Mandela, puis en 1985 à l'ancien chef d'État tanzanien, Julius Nyerere.

Confrontés au scandale de la maison mère de la BCCI, la plupart des pays d'Afrique «ont suspendu les opérations bancaires et/ou pris la direction de leur branche pour garantir les intérêts des déposants», note

JAE. Il en est ainsi de la Sierra-Leone, de l'île Maurice et du Gabon. Au Cameroun, la position des autorités a été très floue. Après avoir annoncé leur intention de suspendre les opérations de la BCCI, elles ont finalement annulé leur décision.»

De son côté, la banque centrale du Ghana a décidé de prendre le contrôle de la filiale locale de la BCCI «pour protéger les clients et les créanciers». L'Etat des Émirats arabes unis détenait jusqu'à 75 % du capital de la BCCI-Ghana. Le 24 juillet, la commission bancaire de l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA) a recommandé aux États arbitrant des bureaux de la BCCI d'examiner «les possibilités d'une reprise rapide des activités de ces unités par la création d'établissements bancaires opérationnels dans les meilleurs délais».

La Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a annoncé aussitôt que les quatre filiales de la BCCI au Sénégal, au Togo, en Côte-d'Ivoire et au Niger pourraient rapidement rouvrir. Les autorités de la BCEAO chargées de contrôler l'activité bancaire dans la zone franc ont en outre souligné «qu'elles n'ont aucun élément qui puisse permettre d'établir les relations entre l'activité financière de ces filiales et les activités incriminées» de blanchiment de l'argent sale.

On peut s'interroger sur la capacité — sinon la volonté — des responsables bancaires africains de contrôler ces opérations illicites dont le continent est un théâtre idéal, tant les moyens d'investigation restent dérisoires.

ÉRIC FOTTORINO

La mort de Paul Bougenaux

Conciergerie d'hôtel et manager social

Paul Bougenaux, dont les obsèques ont eu lieu le 1^{er} août à Paris, avait fortement marqué les années 1970-1980 lorsqu'il travailla dans l'un des plus illustres palaces parisiens, le Plaza Athénien. Il y avait introduit des pratiques de gestion sociale souvent citées en exemple et une philosophie de la participation des salariés à la gestion et aux résultats à la fois généreuse, mobilisatrice et efficace (le Monde du 1^{er} août).

Né en 1926, ancien élève de l'école d'agriculture de Rennes, il entre au Plaza par la porte étroite, comme plongeur après la Libération. En 1968, il est chef conciergerie de l'établissement et délégué syndical (FO) et à ce titre brandit pancartes sur pancartes au mois de mai quand Paris s'échauffe. C'est alors que le nouveau propriétaire de l'établissement, le grand groupe multinationnel basé à Londres, Trusthouse Forte, l'appelle à la direction générale.

Le renouveau syndicaliste, qui séduisit les idées sociales du général de Gaulle, accepte le challenge et troque la revendication pour le management. Apprécié par l'ensemble du personnel qui lui fait une confiance sans faille, capable de demander beaucoup à ses collègues, attentif aux petites choses comme aux grandes ambitions, il transforme le Plaza, rebrousse son chemin et son prestige, devient l'un des «grands» de ce monde qui s'éloignent. En quelques années, le Plaza devient une belle et rentable affaire.

Mais la lune de miel entre le propriétaire capitaliste britannique et le personnel qui, par sa cohésion (de la femme de chambre à l'homme aux clés d'or), avait ramené à flot le palace, ne dura que jusqu'à l'été 1979. En août de cette année-là, un violent conflit d'opinion à sir Charles Forte qui l'accusa de travailler comme conseil pour une chaîne concurrente. En fait, il semble que le milliardaire anglais apportait de plus en plus difficilement que Paul Bougenaux lui fasse de l'ombre et que l'expérience sociale parisienne puisse se répandre dans d'autres hôtels à travers le monde.

Depuis dix ans, l'ancien syndicaliste, mettant à profit sa longue expérience de gestion hôtelière, a dirigé successivement plusieurs grands établissements en Grande-Bretagne, en Espagne, en Suisse. Depuis quelques semaines, il présidait le Thonon Palace à Versaille, qui vient de faire l'objet d'importants travaux d'embellissement et de modernisation. Avec toujours à la fois un flair aigu des affaires et un attachement, sans fagornerie aucune, pour «routes» les catégories de personnel, car ce qui compte avant tout, disait-il, c'est d'associer les hommes à toutes les décisions qui les concernent.

FRANÇOIS GROSCHICHARD

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 29 JUILLET AU 2 AOÛT

PARIS

Avantage au rouge

INDICE CAC 40

-0,06%

Après trois semaines de lente montée, surtout durant la dernière étape, la Bourse de Paris a ces derniers jours pris un peu de recul, mais moins par incapacité de se mouvoir que par le réel besoin des intervenants d'y voir plus clair. Un besoin resté inassouvi au point d'imprimer à l'indice CAC 40, pourtant sage, des mouvements saccadés à géométrie variable. C'est presque un euphémisme de dire que les sautes du mercure furent nombreuses. Au dernier moment, la hausse faillit même l'emporter. Mais la baisse fut la plus forte.

Dès lundi, le rouge était mis, un rouge aussi dont l'intensité n'allait pas en diminuant, la journée d'aujourd'hui (jusqu'à plus de 1 %) pour finalement ne diminuer que de 0,55 %. Le ballet reprit le lendemain de plus belle, agrémenté cette fois de passages rapides dans le vert. Impossible d'en prévoir l'issue. Enfin il y eut un imprévisible effacement à la clôture (-0,07 %). Mercredi, dernier jour du mois, le colorimètre faillit bien exploser avec l'arrivée à échéance du contrat sur indice CAC 40 à juillet et l'exécution des dernières opérations d'arbitrages entre les valeurs composant ledit indice et le MONEP. Mais le rouge ne désarma pas pour autant (-0,11 %). Jeudi, ce fut au tour du vert d'enfler (+0,8 %), puis

de se dégonfler (+0,19 %), avant de prendre une teinte médiane (+0,69 %). A la veille du week-end, le CAC 40 s'empourpra derechef (-0,27 %), puis retrouva soudain dans l'après-midi une couleur écologiquement avant de s'envoler (+0,59 %) et de retomber quelques minutes avant la clôture (-0,02 %).

Bref, de convulsions en soubresauts, l'indice pilote est redescendu de 0,06 % d'un vendredi à l'autre.

Pause ou baisse ? Le moins que l'on puisse dire en tout cas est que les investisseurs - du moins les rares d'entre eux qui n'avaient pas quitté la rue Vivienne pour la grande bleue - ont passé la majeure partie de leur temps à s'interroger sur l'attitude à prendre. Tous l'avaient sans la moindre gêne. La majeure des courants d'échanges, notamment mardi 30 juillet avec seulement 1,4 milliard de francs de transactions sur le marché du règlement mensuel, témoigne de l'expectative générale.

Signaux contradictoires

Comment en aurait-il été autrement ? C'est à M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, qu'est revenu en premier le mérite d'ajouter à la perplexité déjà à son comble. Devant le marasme des affaires, le grand argentier de la France a cru prudent de réviser en baisse son pronostic

sur la croissance pour 1992. Celle-ci sera, selon lui, de 2 % seulement (et non pas de 2,5 %), peut-être même inférieure à ce taux.

A peine eut-il fini de consulter les oracles que le département du commerce américain publiait les dernières statistiques sur la situation de l'économie aux Etats-Unis en juin. Difficile d'émettre des signaux plus contradictoires, avec, d'un côté le bond surprise des ventes de maisons individuelles (+7,4 %) et la nouvelle hausse à 51,8 de l'indice de l'Association des directeurs d'achats, de l'autre, l'effacement inattendu de l'indice de confiance des consommateurs, la baisse imprévisible (-1,4 %) des commandes de l'industrie et, même, l'augmentation moins forte que prévu des revenus et des dépenses des ménages (+0,5 %). Inutile de dire que ces chiffres contribuèrent largement à entretenir la confusion sur l'état du redémarrage économique outre-Atlantique. Quelques analystes se hasardèrent à parler d'une sortie de récession « atypique ».

De ce côté de l'eau, la communauté boursière, rendue déjà inquiète par la double perspective d'une hausse prochaine des taux d'intérêt en Allemagne et d'une reprise au rabais l'an prochain de ce côté du Rhin, n'en a que plus tiqué. « Si, en plus, l'expansion a des ratés dans le Nouveau Monde, Béré est encore au-dessous de la vérité pour la croissance 92 », nous disait un

« trader ». Le Ciel entendit-il les plaintes sortant des entrailles du Palais Brongniart ? Une chose est déjà certaine : M. Helmut Schlesinger, le nouveau patron de la Bundesbank, la puissante banque centrale allemande, s'est employé dès sa prise de fonctions à calmer le jeu. Dans une interview accordée au très sérieux quotidien londonien *The Guardian*, il a tout bonnement déclaré que « l'économie allemande ne rimait pas forcément avec hausse des taux ». Il n'en fallut pas davantage pour favoriser vendredi une détente sur le foyer de l'argent à court terme et une reprise du MATIF.

Il n'est guère étonnant dans ces conditions qu'avec l'annonce presque simultanée d'une baisse du chômage aux Etats-Unis, le marché des actions se soit senti pousser des ailes. Au grand dam des « market makers », pour qui il ne s'agissait que de « quelques opérations spéculatives, tout au plus », il en fut autrement pour ceux qui rendent la santé à notre place, nos bourses. Nous confions l'un d'entre eux avant de partir en week-end. Diagnostic trop pessimiste ? Quelques jours plus tôt, dans un article paru dans le *Point* sous le titre « Paris : la Bourse assassinée », Philippe Manière posait sérieusement la question de savoir si, au vu du nombre de médécines appelées à son chevet, le marché parisien n'était pas tout bonnement en train de mourir. Il n'est pas seul à s'interroger.

ANDRÉ DESSOT

NEW-YORK

Timide reprise

INDICE DOW JONES

+1,14%

Wall Street a enregistré cette semaine une reprise timide, les velléités de progression étant tempérées par les signes de redémarrage cahotique de l'économie américaine. L'indice Dow Jones a terminé la séance du vendredi 2 août à 3 006,26, soit une hausse de 33,76 points par rapport à la clôture du vendredi précédent. D'une semaine sur l'autre, les valeurs américaines ont ainsi progressé de 1,14 %.

Les craintes de rechute de l'économie américaine dans la récession, suscitées par la publication de statistiques jugées médiocres, ont pesé sur Wall Street, qui a toutefois bénéficié d'une baisse des taux d'intérêt à long terme. L'affaiblissement de la confiance des consommateurs en juillet aux Etats-Unis, le recul des commandes passées aux entreprises durant la même période et les suppressions d'emplois (51 000), alors que les experts tablèrent sur la création de 60 000 emplois, sont venus confirmer la fragilité de la reprise de l'activité.

La dernière enquête mensuelle des directeurs d'achat des grandes entreprises industrielles a, par ailleurs, montré un ralentissement de la reprise en juillet par rapport aux mois précédents, et l'indice composite des principaux indicateurs économiques a enregistré une progression inférieure aux attentes.

des experts. Cela étant, les investisseurs comptent toujours sur une baisse des taux d'intérêt pour relancer durablement la machine. Un assouplissement de sa politique monétaire par la Réserve fédérale (Fed) redonnerait de l'élan à la reprise. Mais la Fed pourrait se montrer réticente à faire baisser les taux d'intérêt face aux risques d'accélération de l'inflation, et à quelques jours de la prochaine adjudication trimestrielle du Trésor américain, qui cherche à lever un montant record de 38 milliards de dollars.

Indice Dow Jones du 2 août : 3 006,26 (c. 2 972,50).

	Cours 26 juillet	Cours 2 août
Alcoa	71	69 3/8
ATT	39 7/8	39 7/8
Becton	43 5/8	45 1/2
Chase Man. Bank	19 1/2	19 1/8
De Pont de Nemours	48 3/8	48 1/4
Eastman Kodak	39 1/2	41
Exxon	58 3/4	58 5/8
Ford	33 3/4	32 1/2
General Electric	72 5/8	72 3/4
General Motors	40 5/8	39 7/8
Goodyear	58 1/8	57 3/4
IBM	108 1/2	108 1/4
ITT	57	58 3/4
Mobil Oil	66 3/8	67 1/2
Pfizer	60 1/8	62 5/8
Rockwell	66 5/8	68
Tesaco	62 7/8	64 1/8
UAI Corp. (ex-Allegis)	138 3/8	142 3/4
Union Carbide	20 1/8	21
USX	48	46 1/4
Westinghouse	45 3/8	45 5/8
Xerox Corp.	57	55 1/8

TOKYO

Au-dessus des 24 000 points

INDICE NIKKEI

+2,16%

Malgré la prudence affichée par les opérateurs nippons, toujours attentifs au développement des scandales boursiers dans l'archipel, les cours ont continué de monter cette semaine à la Bourse de Tokyo. Après avoir franchi la barre des 23 000 points, l'indice Nikkei passait, cette semaine, celle des 24 000 points. En clôture, vendredi, il conservait en creux son avance en s'inscrivant à 24 027,97, soit un gain d'une semaine sur l'autre de 2,16 %. Le volume des échanges s'est très légèrement gonflé par rapport à la semaine dernière, passant, en moyenne quotidienne, de 241,5 à 244,4 millions de titres.

La première séance s'est soldée par un léger recul de l'indice de 75,49 points. Mardi, des achats d'arbitrages soutenant la demande dans pratiquement tous les secteurs ont permis aux investisseurs de pousser les effets défilés des scandales boursiers en train de s'estomper. Le Nikkei gagnait 429,05 points.

Mercredi, il s'adjugeait

248,12 points et passait au-dessus des 24 000 points pour la première fois depuis le 1^{er} juillet. La baisse devait faire son apparition jeudi et se poursuivre vendredi, de façon très contenue, puisque les valeurs nippones n'abandonnaient respectivement que 48,02 et 64,66 points au cours de ces deux dernières séances.

Pour les semaines à venir, les analystes prévoient une reprise de l'activité sur le marché à terme et des options, quand les opérateurs reprendront des positions d'août à septembre. Cela étant, un boursier constatait « qu'il n'y avait aucune raison pour que le marché soit haussier à très court terme ».

	Cours 26 juillet	Cours 2 août
Alai	1 130	1 140
Bridgepointe	1 050	1 050
Canon	1 560	1 540
Fuji Bank	2 520	2 580
Honda Motor	1 480	1 490
Matsushita Electric	1 680	1 710
Mitsubishi Heavy	727	721
Sony Corp.	6 170	6 290
Toyota Motor	1 640	1 650

LONDRES

Espoirs

+0,5%

Le London Stock Exchange a repris son souffle après l'euphorie de la semaine précédente mais n'a pas perdu son optimisme en inscrivant lundi 29 juillet un record historique et vendredi 2 août un nouveau record de clôture. Au final, l'indice Footsie aura gagné 0,5 % en cinq séances.

Un rapport prudent de la Confédération de l'industrie britannique (CBI), en début de semaine, indiquant que la production industrielle allait continuer de baisser et le chômage de progresser, avait initialement refroidi les investisseurs. Le marché a ensuite repris confiance avec la réaffirmation par le chancelier de l'Echiquier, M. Norman Lamont, que la Grande-Bretagne allait sortir de la crise au second semestre et avec les résultats meilleurs que prévu du secteur bancaire.

Indices « FT » du 2 août : 100 valeurs, 2 601,7 (c. 2 589,3) ; 30 valeurs, 2 014,6 (c. 2 003,5) ; mines d'or, 180,7 (c. 183,8) ; Fonds d'Etat 85,33 (c. 84,86).

	Cours 26 juillet	Cours 2 août
Bovater	6,63	6,56
BP	3,43	3,46
Charter	4,95	5,18
Comstock	5,32	4,40
De Bora	15,78	16,31
Glasco	12,48	12,95
GUS	16	16,38
ICI	13,18	13,40
Rupert	7,86	8,18
Shell	5,35	5,39
Unilever	7,68	7,73
Vickers	2,02	1,99

FRANCFORT

Raffermissement

+0,6%

Après deux semaines consécutives de repli, la tendance s'est sensiblement raffermissée, au cours de ces cinq dernières séances, à la Bourse de Francfort. Ainsi, d'un vendredi à l'autre, l'indice DAX s'est apprécié de 0,6 %.

La bonne orientation des marchés de Wall Street, Tokyo et surtout Londres et la série de bons résultats semestriels de nombreuses sociétés cotées ont nettement contribué à ce raffermissement de la tendance à la Bourse de Francfort, laquelle a, toutefois, évolué dans l'ensemble de façon irrégulière. Longtemps délaissées, les bancaires ont connu un regain d'intérêt. Fermes également pour les titres d'énergie et de la chimie, l'activité s'est amoindrie avec 20,61 milliards de deutschmarks (+10 %) de transactions sur les huit places.

Indices du 2 août : DAX, 1 615,36 (c. 1 605,64) ; Commerzbank, 1 890 (c. 1 895,10).

	Cours 26 juillet	Cours 2 août
AEG	189	191,50
BASF	237	241,30
Boys	277,80	278,70
Commerzbank	241,50	254,80
Deutschebank	621	637,90
Hoechst	240,40	243,50
Karstadt	620	587
Mannesmann	270	269,50
Siemens	643,30	652,70
Volkswagen	357,20	357,50

L'introduction en Bourse du Crédit local de France facilitera son développement international

En introduisant en Bourse « une fraction minoritaire » (22 %) du capital du Crédit local de France (CLF) qu'il continuera à contrôler à plus de 50 % avec l'aide de la Caisse des dépôts et consignations (le Monde du 3 août), M. Pierre Bérégovoy, ministre des finances, fait deux heureux : M. Michel Chassagne, ministre du budget, qui va recevoir 1,6 à 1,8 milliard de francs environ d'argent frais, et M. Pierre Richard, président du directeur du CLF. Sans doute, cette introduction permettra, selon M. Bérégovoy, d'ouvrir le capital du Crédit local « à l'association des Français au financement des collectivités locales », mission du CLF depuis sa création le 7 octobre 1987, pour prendre la suite de la Caisse d'équipement des collectivités locales (CAECL) fondée en 1966. Mais pour M. Richard, l'opération a d'autres côtés bénéfiques.

Tout d'abord la cotation en Bourse du Crédit local, dont la gestion sera soumise au jugement des analystes financiers et du marché, renforcera son rôle de gardien de l'orthodoxie financière aux yeux des collectivités locales emprunteuses, orthodoxie dont certains ont bien besoin, et pas seulement à Angoulême ou à Avignon. A cet égard, le Crédit local ne redoute pas le jugement dudit marché : des fonds propres très abondants (11 milliards de francs) lui permettent d'obtenir un ratio Cooke (rapport des fonds propres aux engagements) de 20 % alors que la norme requise est de 8 %, et lui assurent la rare et précieuse notation internationale AAA. Quant aux bénéfices, ils sont passés de 737 millions de francs en 1988 à 1 milliard de francs (estimés) en 1991.

Mais, surtout, la cotation en Bourse d'un établissement rotatable, à statut banalisé (société anonyme soumise à l'impôt), et pôle de référence dans son domaine (45 % des

prêts aux collectivités locales), facilitera son insertion au sein de la communauté financière et internationale, où il aura emprunté 20 milliards de francs en 1991, pour 35 milliards de francs de prêts distribués en 1990. Enfin et surtout, la cotation facilitera le développement international du Crédit local, en permettant des prises de participation par échange ou remises d'actions le cas échéant. Déjà, 3 milliards de francs de prêts auront été distribués en 1991 (dont 1 aux Etats-Unis et 2 en Europe), l'activité internationale devant représenter 15 % du chiffre d'affaires dans deux ou trois ans, avec un succès en Espagne et une autre en Angleterre devant additionner à celle déjà existante à New-York. Si on y ajoute la possibilité d'intéresser le personnel issu, pour une grande part, de la Caisse des dépôts, dans le cadre fonctionnaire, le bonheur des dirigeants du Crédit local sera complet.

F. R.

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 2 août 1991
Nombre de contrats : 53 097

COURS	ÉCHÉANCES			
	SEPT. 91	DÉC. 91	MARS 92	JUIN 92
Premier.....	104,46	104,56	104,48	-
+ haut.....	104,82	104,92	104,52	-
+ bas.....	104,40	104,52	104,48	-
Dernier.....	104,80	104,84	104,52	-
Compensation.....	104,80	104,90	104,84	-

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

Cours du vendredi au jeudi

	26-7-91	29-7-91	30-7-91	31-7-91	01-8-91
RM.....	2 072 636	1 903 028	1 240 234	2 898 928	3 857 532
Comptant R. et obl. Actions.....	6 732 550	5 917 004	6 176 513	4 164 827	4 339 532
Total.....	8 805 186	7 820 032	7 416 747	7 063 755	8 197 064

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1990)

Françaises..... 114,3 | 113,8 | 113,6 | 113,5 | 114,2
Étrangères..... 119,5 | 120,2 | 119,9 | 121,3 | 121,7

INDICES CAC (du lundi au vendredi)

(base 100, 28 décembre 1990)
Général..... 467,00 | 467,10 | 464,40 | 466,50 | 467,40
(base 1 000, 31 décembre 1987)
CAC 40..... 1 757,90 | 1 756,59 | 1 754,73 | 1 766,81 | 1 766,52

Bénéteau et la SCPO mettent fin à leur litige des cloques sur coques

La société Bénéteau, l'un des deux grands fabricants français de bateaux de plaisance, et la Société chalonaise de peroxydes organiques (SCPO) ont signé un protocole d'accord mettant fin au litige qui les opposait depuis plus de cinq ans et portait sur le préjudice subi par les chantiers. La défectuosité du catalyseur fourni par la SCPO et utilisé pour la fabrication de coques de voiliers en plastique avait entraîné la formation de cloques sur un phénomène d'osmose. Ce phénomène, apparu en 1984 et les années suivantes sur neuf cents bateaux, conduisit à de lourdes pertes aux chantiers Bénéteau, contraints de réparer les coques endommagées, et leur causa un grave préjudice commercial qui se traduisait par une chute des ventes, notamment à l'étranger, pour un montant estimé à 131 millions de francs par Bénéteau.

En mai 1987 et février 1990, deux jugements du tribunal de commerce de la Roche-sur-Yon, confirmés en appel à Poitiers, déclaraient la SCPO responsable à 75 % des dommages constatés et la

condamnaient avec son assureur, l'UAP, à payer à Bénéteau une première indemnité de 46 millions de francs pour le préjudice subi jusqu'au 31 août 1987, en attendant la fixation d'une autre indemnité pour les dommages subis après cette date.

Apparemment, les deux adversaires ont jugé bon d'arrêter la procédure en signant un accord transactionnel, tout en gardant confidentiels les termes et conditions de cet accord. Un tel procès, très fréquent aux Etats-Unis mais assez rare en France, a montré qu'une moyenne entreprise comme Bénéteau pouvait grâce à sa présidente, M^{me} Annette Roux, obtenir réparation de la filiale de deux grands groupes, l'Air-Liquide et le Belge Solvay. Il ne manquait pas de faire jurisprudence dans le domaine de la responsabilité industrielle, encore assez floue à l'heure actuelle.

FRANÇOIS RENARD

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES

Valeurs	Hauss %	Valeurs	Baiss %
Amis. Express	+ 8,5	CEGD	- 12,0
Ala-Poul. Xerox	+ 12	Dassault Bn.	- 10,5
Schleiberg	+ 6,2	Oliver	- 7,4
Herbert Packard	+ 5,8	Probit	- 7,4
Marck and Co.	+ 5,2	Pedding INTL	- 7,1
Aungmy	+ 4,9	Endler INTL	- 5,8
Mobil Corp.	+ 4,3	SOE	- 5,6
Dominer Bank	+ 4,2	RNP CL	- 5,4
Hinrich LTD.	+ 4,2	Dassault avion	- 4,7
Philip Morris	+ 3,8	Purol	- 4,7
Hoechst	+ 3,6	Pobit	- 4,6
Sony Corp.	+ 3,6	Zodine	- 4,5
De Beers Co.	+ 3,5	CFI	- 4,4
ITT	+ 3,3	ECDO	- 4,4

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (%)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Auril. Entrep.	1 082 665	1 298 308 715
Thomson S.A.	1 976 682	962 990 067
EP-Aquiline	1 512 796	530 148 950
Entex (Gén.)	205 899	480 407 567
Saint-Gobain	804 980	382 014 161
Alcatel Alsth.	626 917	358 700 639
Paribas act. A.	747 699	317 411 099
Total act. B.	347 956	296 831 135
LVMI	67 317	286 227 158
Lyon. Dumez.	468 707	341 076 124
Peugeot SA.	411 752	236 351 813
BSN	254 610	227 558 782
Suez (C. de)	678 839	224 738 087
Enro Dis. SCA.	1 603 200	203 014 544

(*) Du vendredi 26 juillet 1991 au jeudi 1^{er} août 1991 inclus.

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

La responsabilité des grands emprunteurs

Plusieurs débiteurs de qualité ont contracté ces derniers jours de grands emprunts sur le marché international des capitaux. Le Québec, la Communauté économique européenne et la Banque mondiale ont respectivement levé pour 500 millions de dollars, 435 millions d'euros et 300 millions de dollars d'obligations, et leurs transactions ont toutes, à des titres divers, retenu l'attention. Pourtant, c'est à une affaire d'une dimension plutôt modeste que les spécialistes s'intéressent le plus : celle de 40 millions d'euros que les chemins de fer français ont lancée vendredi 2 août.

Les nouvelles obligations de la SNCF ont les mêmes caractéristiques que celles d'un emprunt de 300 millions d'euros qui avait vu le jour en mars dernier et auxquelles elles seront prochainement assimilées. Leur taux d'intérêt nominal est de 9,375 % et elles viendront à échéance dans environ dix ans, en mars 2001. Leur durée permet de les comparer directement à des fonds d'Etat français libellés en euros. Le prix de l'émission de mars avait été établi de façon à rapporter aux souscripteurs quatorze points de base (ou centièmes de point de pourcentage) de plus que les titres du Trésor. Il est normal qu'une entreprise publique ait à servir une rémunération plus élevée que l'Etat dont elle dépend. Or, en ce qui concerne la nouvelle émission, la logique n'a pas été respectée : elle s'est faite à des conditions correspondant à un rendement inférieur (9,26 %) à celui des fonds d'Etat de référence qui procurent, vendredi, à leurs détenteurs, quelque 9,30 %.

Pour comprendre cette transaction qui, à première vue, semble aberrante, il faut la considérer d'un point de vue purement technique. En fait, elle ne s'adresse pas à des investisseurs habituels. Son but est de corriger une situation absurde qui résulte de la spéculation à laquelle se sont livrés quelques intermédiaires il y a près de deux mois et qui leur a coûté très cher. A la fin de mai et au début de juin,

lorsque le climat paraissait particulièrement propice aux emprunts libellés dans la devise européenne, nombreux étaient ceux qui espéraient l'arrivée prochaine de plusieurs débiteurs français de tout premier plan, dont la SNCF. Un seul des candidats présumés, la Caisse nationale des autoroutes, s'est effectivement présenté. Plusieurs opérateurs trop confiants dans l'état du marché de l'éco, qui s'est rapidement détérioré par la suite, ont alors procédé à des ventes à découvert. Ils ont promis de fournir à des tiers des titres SNCF qu'ils ne possédaient pas mais qu'ils étaient sûrs d'obtenir bientôt car ils comptaient sur une imminente émission à laquelle ils auraient été peut-être associés de près ou de loin.

Les égarements du marché

Leur plan ayant été déjoué, ces intermédiaires, afin de répondre à leurs engagements, ont dû se résoudre à acquiescer des titres issus de l'émission de mars. Cela a poussé vers le haut le cours de cette opération, faisant chuter son rendement jusqu'à une quinzaine de points de base de moins que celui des obligations du Trésor. C'est dans ce contexte qu'il convient d'apprécier la nouvelle transaction. Elle est destinée à fournir des titres à un prix raisonnable à des investisseurs sérieux, qui pourront ainsi couvrir leur position. C'est une condition nécessaire au rétablissement du libre jeu de l'offre et de la demande qui est également faussé. L'emprunteur ne leur fait pas de cadeau puisque les nouvelles obligations sont offertes à un prix élevé, assurément supérieur à ce que serait celui d'une émission normale. Toutefois, il est loin d'abuser de la situation car son prix est nettement plus faible que les niveaux extravagants relevés ces derniers jours sur le marché.

Il est encore trop tôt pour juger du succès de cette entreprise dont le caractère est insolite. Pour savoir si l'objectif poursuivi a été atteint, il

suffira de surveiller ces prochaines semaines l'évolution de la cote. Une correction des cours de l'émission SNCF, qui la ferait de nouveau rapporter davantage que les fonds d'Etat, montrerait que l'emprunteur a vu juste et que Paris, la banque qu'il a chargée de diriger l'affaire, a su atteindre les établissements impliqués.

On pourra alors en tirer un certain nombre d'enseignements, dont le plus important touche la responsabilité des grands emprunteurs qui sont appelés à solliciter, à intervalles plus ou moins réguliers, le marché international des capitaux. La réputation de la SNCF devrait en être renforcée. Voyant que les débiteurs se soucient de leurs transactions, les prêteurs sont incités à leur faire confiance. A supposer que la SNCF n'ait pas cherché à remédier aux égarements du marché, elle aurait peut-être compromis par avance la réussite de la prochaine émission en écu à laquelle elle envisage de procéder à la fin de l'été ou à l'automne et qui, normalement, devrait permettre d'accroître encore le volume de l'emprunt 9,375 %. Les grands gestionnaires de fonds choisissent de préférence les placements dans des titres aisément négociables et dont ils savent que le prix est vrai, parce qu'il reflète la réalité du marché.

D'ici à la fin de l'année, la SNCF, pour remplir son programme, doit encore se procurer l'équivalent d'un peu moins de 10 milliards de francs. Elle entend les obtenir en émettant des obligations sur les marchés du franc français et de l'éco, et également en bénéficiant de prêts de la part de trois organisations internationales, la Société européenne pour le financement de matériels ferroviaires, la Communauté européenne du charbon et de l'acier et la Banque européenne d'investissement. La taille de sa prochaine transaction dans la devise européenne sera vraisemblablement de l'ordre de 150 millions d'euros.

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Déception sur le dollar

Vendredi 2 août, en milieu de journée, les marchés des changes ont été assez fortement secoués, avec des variations assez brusques du dollar, notamment à la hausse. En lente ascension depuis le début de la semaine, grâce notamment à la forte reprise (+7,4 %) des ventes de maisons individuelles aux Etats-Unis en juin, la devise américaine se différencie sensiblement jeudi et vendredi matin, sur l'espoir d'une importante augmentation des créations d'emplois en juillet, allant de 42 000 à 100 000. En conséquence, les cours du billet vert, qui avaient nettement fléchi la semaine dernière, rebondissent à 1,7350 dollar-schweiz et 5,9050 francs, renouant en flèche, atteignant, vendredi à midi, 1,7680 DM et 6,01 francs, au plus haut depuis le 12 juillet dernier.

Mais lorsqu'à 12 h 30, heure d'Europe, les chiffres de l'emploi américain apparaissent sur les écrans des terminaux dans les salles de changes, ce fut la douche froide : en fait de créations d'emplois, 51 000 pertes étaient annoncées. Sans doute, le chômage en tant que tel revenait de 7 % à 6,8 % de la population active, mais les opérateurs ne prirent en compte que les pertes d'emplois, mettant en doute la vigueur réelle de la reprise de l'économie américaine. De plus, ils voyaient réapparaître la perspective d'une nouvelle baisse des taux à court terme outre-Atlantique (voir en rubrique *Marché monétaire* et *Ombres sur l'Europe du Sud*) qui affaiblirait le dollar puisqu'il réduirait la rémunération des placements effectués dans cette devise. En conséquence, les cours du billet vert plongeaient immédiatement, rebondant en quelques minutes de

1,7680 DM à 1,7380 DM et de 6,01 francs à 5,90 francs avant de se rétablir, faiblement, à 1,74-20 et 5,92 francs, un peu au-dessus de leur niveau de la semaine précédente. Dans la salle de changes, certains opérateurs virent le dollar retomber à 1,70 DM, avant de retrouver les 1,80 DM ultérieurement.

Au sein du Système monétaire européen (SME), la peseta est toujours en tête, avec un écart d'un peu moins de 5,50 % avec la couronne danoise, désormais lanterne rouge, le franc français lui ayant cédé sa place en queue du système.

Ombres sur l'Europe du Sud

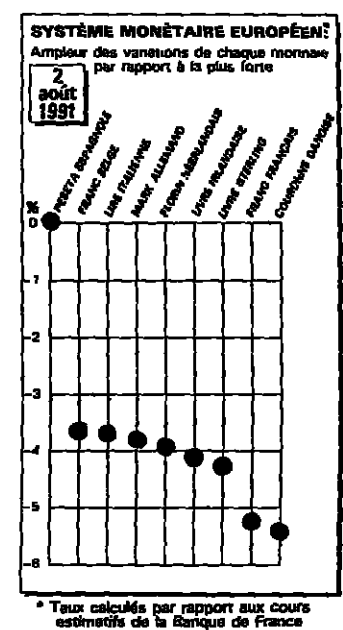
Les déclarations émissives de M. Helmut Schlesinger, nouveau président de la Banque fédérale d'Allemagne (voir par ailleurs) ont un peu tempéré le regain de vigueur du mark, dopé, la semaine dernière, par la perspective de relèvement des taux directeurs de la Banque fédérale. Ce phénomène a permis au franc de se redresser modestement vis-à-vis de la devise allemande, dont le cours rebondit au-dessus de la barre des 3,40 francs, à 3,3980 francs, pour se retrouver, vendredi, à 3,4005 francs.

Chez nos voisins d'Europe latine, les choses ne s'arrangent guère. Ainsi, en Italie, les prix de détail ont augmenté de 0,4 % en juillet, ce qui porte leur hausse à 6,7 % sur un an, tandis que l'énorme déficit budgétaire va « dégrader » à nouveau en 1991, malgré les bonnes résolutions prises par un pouvoir politique incapable de les mettre en œuvre. En Espagne, les

déficits des comptes extérieurs continuent de se creuser. Pour les six premiers mois de 1991, celui de la balance commerciale atteint l'équivalent de 93 milliards de francs, contre 76 milliards de francs pour le premier semestre 1990. Toujours sur les six premiers mois de 1991, la balance des comptes courants est déficitaire de 56 milliards de francs, contre 45 milliards de francs au 30 juin 1990.

Certes, les recettes du tourisme (6 milliards de francs en juin 1991) et l'afflux des capitaux à long terme (solde positif de 8 milliards de francs) améliorent le solde de la balance des paiements globale qui, toutefois, est devenue négative en juin (-5,4 milliards de francs) après avoir été positive de 8,5 milliards de francs en mai 1991. L'économie espagnole, on le sait, va vers de graves difficultés dans les années qui viennent : ses coûts de production sont les plus élevés d'Europe et l'augmentation de la productivité ne peut compenser les fortes hausses de salaires arrachées au patronat de la péninsule ibérique. La peseta, on le sait également, est surevaluée : elle ne vaut pas plus de 160 pesetas pour 100 francs, alors qu'elle devrait être à 180. La Banque d'Espagne ne pourra la doper éternellement avec des taux d'intérêt élevés. Quant au flux des capitaux étrangers venant s'investir « *tràs los montes* », il pourrait commencer à se ralentir. C'est dire que des turbulences sont à prévoir à l'horizon 1993, et, peut-être, 1992.

FRANÇOIS RENARD



COURS MOYENS DE CLOTURE DU 29 JUILLET AU 1er AOUT 1991

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libre	\$ E.U.	Franc français	Franc suisse	DM	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York	1,6990	-	16,9833	65,9795	57,4547	2,7894	36,9683	0,0758
Paris	1,6930	-	16,9348	65,9365	57,3975	2,7837	36,9147	0,0757
Bruxelles	9,9980	9,9160	99,9160	399,91	339,91	16,9901	301,91	4,5072
Zurich	9,9971	9,9050	99,9050	399,76	340,34	16,9174	301,89	4,5068
Frankfurt	2,5637	2,5770	25,6423	-	87,1388	4,2315	77,3190	1,1660
Amsterdam	2,5648	2,5150	25,6652	-	87,1398	4,2377	77,4529	1,1696
Bruxelles	2,9414	1,7485	29,4282	114,733	-	4,8549	88,7014	1,3787
Bruxelles	2,9370	1,7380	29,3818	114,521	-	4,8531	88,7014	1,3787
Bruxelles	68,5965	35,85	68,5965	216,531	26,9975	-	18,7721	2,7555
Amsterdam	68,5241	35,75	68,5241	216,461	26,9975	-	18,7778	2,7555
Amsterdam	2,3157	1,9620	23,1643	1,2915	112,725	5,4728	-	1,5184
Amsterdam	3,3118	1,9569	33,1264	1,2910	112,727	5,4713	-	1,5184
Milan	219,69	1301	219,912	857,6137	147,486	36,2900	863,098	-
Milan	219,43	1285	219,305	854,785	146,397	36,2237	862,045	-
Tokyo	231,023	136,70	231,068	90,1128	78,5406	3,8131	69,6738	0,1050
Tokyo	232,121	137,70	232,192	90,8910	79,3659	3,8517	70,3997	0,1063

A Paris, 100 francs étaient cotés, le vendredi 2 août, 4,3277 F contre 4,2883 F le vendredi 26 juillet 1991.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

L'espoir vient de l'Ouest

Habituellement, les vents d'ouest apportent, sur l'Europe, pluie et vent. Mais, cette semaine, à la veille du week-end, ils ont fait nettement monter le baromètre sur les marchés, notamment à Paris. Déjà un peu revigoré par des propositions moins agressives du nouveau président de la Bundesbank, M. Helmut Schlesinger, le marché de Paris a favorablement réagi à l'annonce d'une perte de 51 000 emplois en juillet aux Etats-Unis, au lieu des 42 000 à 100 000 créations espérées, dans la mesure où cette mollesse de la reprise de l'économie américaine pouvait justifier un nouvel abaissement des taux d'intervention de la Réserve fédérale (Fed). Fait significatif, tout en se défendant de faire pression sur la dite Réserve, le président Bush a déclaré : « Je ne voudrais pas donner l'impression de lancer un appel solennel à la Fed pour qu'elle réduise les taux d'intérêt à court terme. Mais, à mon avis, l'inflation ayant été très bien contrôlée, jusqu'à maintenant, je crois qu'on peut se permettre des taux plus bas, pour permettre à l'économie de progresser. » En-dehors de cet appel du pied, traditionnel de la part de l'administration aux Etats-Unis, on est obligé de constater que la croissance de la masse monétaire, notamment par l'octroi de crédits bancaires, est très réduite, faisant place parfois à un recul, ce qui pourrait inciter à plus de souplesse la Banque centrale.

Tout de suite, le rendement de l'emprunt à trente ans du Trésor est retombé de 8,37 % à 8,26 %. Cette perspective a littéralement dopé les cours du MATIF, qui sont passés de 104,40 à 104,90 en moins de deux. Le rendement de l'OAT dix ans est, du coup, revenu de 9,27 % à 9,15 %. Ce rebond n'impressionne guère cer-

tains analystes. Pour ceux de la Société générale, « le marché domestique poursuit tout doucement sa marche vers 102,86 », après un petit mouvement de correction vers les 105 en application du phénomène des « vagues d'El-Liot », familières aux opérateurs sur graphiques. Toutefois, ils estiment que, au cours des trois prochains mois, la Banque de France pourrait décider d'abaisser ses taux directeurs, l'atonie de l'activité économique et la faiblesse de l'investissement produisant un tel effet. C'est une opinion qui a plusieurs fois été soutenue dans ces colonnes.

Stabiliser le Lombard

Reste à savoir quelle sera la politique de la Bundesbank pendant ces trois prochains mois, et, là, l'incertitude grandit. Si la semaine dernière, son nouveau président depuis le 1^{er} août, M. Schlesinger, s'était montré très belliqueux, estimant qu'il fallait réduire une inflation supérieure à 4 % cette année, cette semaine, il a mis de l'eau dans sa bière : « Les taux du marché allemand montent, mais je n'en conclus pas que nous serons forcés d'agir en regard à ces taux. » Il a même affirmé à notre confrère britannique *The Guardian* que l'inflation allemande avait, en partie, une origine non monétaire (les relèvements d'impôts de juillet 1991), et qu'un relèvement du Lombard n'était pas forcément la réponse adéquate.

M. Schlesinger a précisé qu'il n'était « pas impossible » de maintenir une politique monétaire stricte sans relever le taux Lombard (9 % actuellement). Quant au taux d'escompte (6,50 %), il pourrait être relevé d'un demi-point pour retrouver l'écart traditionnel

de deux points avec le dit Lombard. Au-delà d'un demi-point, c'est le raidissement : on verra bien, après la réunion du conseil de la banque fédérale le 15 août. En attendant, le rendement du Bund dix ans est revenu de 8,72 % à 8,57 %.

Sur le marché obligataire de Paris, la semaine était celle de l'adjudication mensuelle d'obligations assimilées du Trésor (OAT). Comme la chose était prévisible, les rendements ont augmenté. Celui de la tranche à quatorze ans (1,15 milliard de francs adjugés), est passé de 8,82 % (début mai, il est vrai) à 9,26 %. La tranche à vingt et un ans (1,7 milliard de francs) a été rémunérée à 9,34 %, contre 9,18 % en juillet dernier. Le plus gros montant a été obtenu pour la tranche à dix ans (4,05 milliards de francs) à 9,22 %, contre 9,12 % il y a un mois. Cette adjudication s'est assez bien effectuée, à la faveur de l'amélioration enregistrée sur le marché allemand des emprunts d'Etat (Bunds), la demande finale restant toutefois assez faible, en raison du niveau élevé des taux d'intérêt à court terme supérieurs à ceux du long terme (phénomène de l'inversion). Démarche significative, les spécialistes en valeurs du Trésor (SVT), qui ont souvent la majeure partie de l'adjudication, ont utilisé, pour 1,97 milliard de francs, la possibilité de présenter des offres non compétitives, ce qu'ils n'avaient pas fait depuis quelque temps, en raison de la baisse des cours des titres au lendemain des adjudications. Cette fois-ci, les offres ont monté, surtout vendredi, et les SVT se sont rattrapés.

F. R.

MATIÈRES PREMIÈRES

Les denrées tropicales déprimées

Cacao, café, les denrées tropicales vont mal et il ne faut pas se fier aux apparences du marché qui enregistre ça et là des sursauts d'humour vites apaisés. Si les cours du cacao ont gagné, le 26 juillet, quelque 40 livres dans les vingt dernières minutes de la séance, c'était là un épisode de la spéculation bien vite oublié. On n'a entendu nulle part qu'on allait manquer de fèves ou que la consommation allait s'intensifier. Comme c'était au contraire prévisible, le cacao termine sa septième campagne consecutive sous le signe des excédents. D'après les prévisions de l'ICO (Organisation internationale du cacao) publiées à Londres le 1^{er} août, le surplus devrait atteindre, en 1990-1991, 108 000 tonnes, soit 19 000 tonnes de plus que dans la précédente estimations faites en mars. Au total, le stock mondial des fèves accumulées de par le monde ces dernières années s'élève à 1,53 million de tonnes, soit l'équivalent de 67,4 % des besoins annuels de broyage pour les chocolatiers ; soit encore l'équivalent de plus de huit mois de consommation. Si on fait abstraction du stock détenu dans le cadre de feu l'accord international, le trop-plein atteint encore 1,28 million de tonnes, soit sept mois de demande mondiale.

D'aucuns prédisaient que la

récolte pourrait sérieusement fléchir en 1991 (on prévoyait une baisse de 120 000 à 150 000 tonnes) en raison de la chute des prix qui incitait les planteurs à soigner moins assidûment la cacaoyère. Le bilan (hélas ! devrait-on dire) est bien différent. D'après l'ICO, la production de la campagne 1990-1991 s'élèvera à 2,40 millions de tonnes, plus de 12 000 tonnes au-dessus de la récolte 1989-1990. Certes, elle diminuera en Malaisie, au Nigeria, au Cameroun et au Togo. Mais ces reculs seront compensés, et au-delà, par les augmentations de production annoncées au Ghana (+21 000 tonnes) et en Côte d'Ivoire (+20 000 tonnes), qui assoient sa position de numéro un mondial avec une récolte prévue de 740 000 tonnes.

Du côté de la consommation, les signes d'inquiétude proviennent essentiellement de l'Union soviétique. D'après le courtier britannique Gill and Duffus, les broyages de fèves en URSS devraient s'élever à seulement 700 000 tonnes, en baisse de 34 % par rapport à 1989-1990. Comparée au record de consommation atteint en 1988-1989, la baisse se chiffrait même à 65 %. Une demande accrue est, en revanche, espérée en Malaisie, au Brésil, au Royaume-Uni et à Singapour. Rien d'étonnant dans ce contexte baissier que les prix du cacao aient reculé de 22 % en un an. Seul élément encourageant : la récession économique ne semble pas peser sur la consommation des pays industriels. Au deuxième trimestre de 1991, les broyages ont ainsi progressé de 24,5 % aux Etats-Unis, de 21,8 % aux Pays-Bas, de 12 % en Allemagne et de 16,2 % en Grande-Bretagne.

Un trop-plein de café

La physiologie du café n'est pas meilleure puisque, les stocks des consommateurs (18 millions de sacs de 60 kilos) s'ajoutant aux stocks des producteurs (35 millions de sacs), le marché dispose de six mois de réserves. Et ce trop-plein s'annonce durable. Selon le département américain de l'agriculture (USDA), la récolte mondiale en 1991-1992 pourrait dépasser les 100 millions de sacs et

s'approcher du record de 1987-1988 (103 millions de sacs). La Colombie atteindrait un sommet historique de 14,5 millions de sacs. Parallèlement, les ventes des pays producteurs se contractent sur le marché mondial. Elles ont diminué de 12 % entre mai 1990 et mai 1991, celles de robuste chuteant lourdement de 36 %. Alors que le Brésil, premier producteur mondial, montrait un regain d'agressivité commerciale (+8 % en un an), les ventes colombiennes ont fléchi de 18 % sur les mêmes périodes. Les planteurs ont, semble-t-il, été découragés par une politique de change à niveau élevé, destinée à combattre l'inflation. D'après les dernières rumeurs du marché, le Brésil et la Colombie - qui comptent à eux seuls pour plus de 40 % de l'offre mondiale - auraient pris langue pour tenter, ensemble, de réguler les sorties de marchandises. Ils seraient sur le point de proposer aux gros exportateurs, ceux qui vendent plus de 200 000 sacs par mois, d'exercer une rétention sur 10 % de la production à écouler. Comme le dit un professionnel de la place : « Toute la question est de savoir qui financera l'opération. » Par le passé, pareilles initiatives de soutien artificiel ont souvent entraîné de lourdes pertes pour leurs initiateurs. Les voilà prêts à recommencer. A croire que le café n'a pas été jusqu'ici assez brûlant.

ERIC FOTTORINO

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 28-7-91	Cours 2-8-91
Or fin (libre en barre)	69 900	69 900
Or fin (libre en barre)	69 900	69 900
Plaques françaises (20 kg)	383	383
Plaques françaises (10 kg)	370	370
Plaques françaises (5 kg)	405	399
Plaques françaises (20 kg)	400	399
Plaques françaises (10 kg)	400	398
Plaques françaises (5 kg)	400	398
Plaques françaises (20 kg)	504	508
Plaques françaises (10 kg)	510	510
Plaques françaises (5 kg)	505	505
Plaques françaises (20 kg)	2 210	2 194
Plaques françaises (10 kg)	1 210	1 190
Plaques françaises (5 kg)	575	610
Plaques françaises (20 kg)	2 875	2 880
Plaques françaises (10 kg)	508	502
Plaques françaises (5 kg)	410	430
Plaques françaises (20 kg)	280	281

Les chiffres entre parenthèses indiquent la variation d'une semaine sur l'autre.

Timide reprise

Plusieurs débiteurs de qualité ont contracté ces derniers jours de grands emprunts sur le marché international des capitaux. Le Québec, la Communauté économique européenne et la Banque mondiale ont respectivement levé pour 500 millions de dollars, 435 millions d'euros et 300 millions de dollars d'obligations, et leurs transactions ont toutes, à des titres divers, retenu l'attention. Pourtant, c'est à une affaire d'une dimension plutôt modeste que les spécialistes s'intéressent le plus : celle de 40 millions d'euros que les chemins de fer français ont lancée vendredi 2 août.

Au-dessus des 21 000 points

Plusieurs débiteurs de qualité ont contracté ces derniers jours de grands emprunts sur le marché international des capitaux. Le Québec, la Communauté économique européenne et la Banque mondiale ont respectivement levé pour 500 millions de dollars, 435 millions d'euros et 300 millions de dollars d'obligations, et leurs transactions ont toutes, à des titres divers, retenu l'attention. Pourtant, c'est à une affaire d'une dimension plutôt modeste que les spécialistes s'intéressent le plus : celle de 40 millions d'euros que les chemins de fer français ont lancée vendredi 2 août.

LENDRES

Plusieurs débiteurs de qualité ont contracté ces derniers jours de grands emprunts sur le marché international des capitaux. Le Québec, la Communauté économique européenne et la Banque mondiale ont respectivement levé pour 500 millions de dollars, 435 millions d'euros et 300 millions de dollars d'obligations, et leurs transactions ont toutes, à des titres divers, retenu l'attention. Pourtant, c'est à une affaire d'une dimension plutôt modeste que les spécialistes s'intéressent le plus : celle de 40 millions d'euros que les chemins de fer français ont lancée vendredi 2 août.

Les chaînes et l'Etat refusent de le financer

Le CSA abandonne définitivement le contrôle « a priori » des films publicitaires

Le 1^{er} septembre, les annonceurs et les agences de publicité pourront faire diffuser librement leurs spots à la télévision, a annoncé le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) le 31 juillet. Une simple déclaration de diffusion du film auprès du CSA suffira. Sa conformité à la réglementation - véracité de l'information, respect des secteurs interdits de publicité télévisuelle, usage des enfants ou de l'image de la femme, etc. - aura lieu a posteriori. En cas de non-respect de la réglementation, le CSA fera retirer le film incriminé et pourra réclamer des sanctions pénales, s'il n'est pas modifié.

La décision du CSA est le fruit d'un conflit ancien entre les régies des chaînes de télévision et les ins-

tances de régulation de l'audiovisuel. Depuis 1984, date de naissance de la publicité à la télévision, celles-ci avaient toujours jugé nécessaire d'y mettre des garde-fous. Le contrôle a priori des spots, sur scénarios, était la règle. La profession publicitaire et les annonceurs, de leur côté, réclamaient un contrôle a posteriori. Ils jugeaient fastidieuse la procédure choisie et l'accusait même de s'apparenter à une censure déguisée. De plus, l'harmonisation avec l'Europe exigeait un assouplissement.

Le 15 septembre dernier, le Conseil supérieur de l'audiovisuel a accédé à leur demande. Un double système coexistait depuis. Le contrôle a priori des films n'était plus obligatoire mais restait possible, tandis que le champ était libre pour les publicitaires qui préféraient le contrôle a posteriori (le Monde du 11 octobre 1990). Le Bureau de vérification de la publicité (BVP) était mis à contribution : annonceurs et agences qui choisissaient ce mode de contrôle pouvaient lui demander conseil. Cette formule proche de l'auto-discipline aurait dû logiquement attirer ses adhérents (le Monde du 11 octobre 1990). Cela n'a guère été le cas.

Le refus du ministère des finances

Entre janvier et juin de cette année, 3 827 spots ont encore passé sous les fourches caudines de l'Association pour le conseil de la publicité audiovisuelle (ACPA), l'organisme chargé du contrôle a priori des films publicitaires au sein du CSA. 584 spots seulement ont profité du régime de la simple déclaration. L'évolution par rapport à la même période de 1990 est faible : 4 853 spots étaient soumis au contrôle a priori.

La filiosité des annonceurs et des publicitaires en 1991 laissait présager un passage en douceur d'un système

à l'autre et augurait d'une disparition progressive de l'ACPA. Mais les chaînes de télévision, qui fournissent le gros du financement de l'ACPA (7 millions de francs), avaient déjà fait part de leur réticence. Contraintes à des économies du fait de la baisse de leurs recettes publicitaires, elles jugeaient malaisé de financer un système de contrôle sur lequel, de surcroît, elles estimaient n'avoir pas d'influence.

Le CSA avait pris acte de ces griefs. Mais récemment les télévisions, entraînées par TF1, ont démissionné de l'ACPA. Elles ont été suivies par l'Association des agences conseil en communication (AACC, qui représente les publicitaires) et l'Union des annonceurs (UDA). Compte tenu du volume des spots encore examinés par l'ACPA, le Conseil a souhaité conserver cet organisme et le financer directement, à hauteur de 5,7 millions de francs. Mais le ministère du budget lui a opposé un refus. Interrogé, le ministre des finances s'est refusé à l'expliquer. Et les services du premier ministre, dont l'arbitrage avait été sollicité par le CSA, ont entériné ce refus.

Prénant acte de cette rebuffade, le CSA a été contraint d'instituer le contrôle a posteriori comme unique système et à subordonner l'ACPA. Ses douze salariés seront licenciés. « La disparition de l'ACPA était dans la logique d'une activité qui devait voler de ses propres ailes, mais je regrette l'aspect brutal de la mesure », confie M^{me} Geneviève Guicheny, membre du CSA et présidente de l'ACPA. Nous souhaitons une sortie en douceur. Au sein du CSA, on s'interroge sur la qualité future des spots qui seront proposés. « Il serait dommage que les annonceurs et agences, qui ne disposent plus du « parapluie » de l'ACPA, fassent preuve de léthargie créative », fait remarquer un responsable.

YVES-MARIE LABÉ

Selon l'INSEE

La production industrielle a stagné au premier trimestre

La production industrielle française a stagné au premier trimestre, selon les statistiques publiées vendredi 2 août par l'INSEE. L'indice trimestriel d'ensemble s'est établi au cours de la période à 113,1 (base 100 en 1985), contre 113 au cours des trois mois précédents, et 112,5 au premier trimestre de 1990. L'indice de la production manufacturière (hors agro-alimentaire, énergie, bâtiment et travaux publics) est passé de 112,7 au quatrième trimestre de 1990 à 112,0 début 1991.

Les industries de l'agro-alimentaire et de l'énergie ont sensiblement augmenté leur production, tant par rapport au dernier trimestre de 1990 qu'à l'ensemble de l'année passée. La stabilité de la production de biens d'équipement professionnel recouvre une évolution contrastée : les produits de la construction mécanique ainsi que les matériels électriques et électroniques professionnels

ont vu leur production baisser par rapport aux trois derniers mois de 1990, de 2,9 % pour les premiers et de 3,6 % pour les seconds.

Au contraire, profitant du rattrapage de production d'avions Airbus, la branche construction aéronautique a enregistré une croissance de 12,2 % au cours des trois premiers mois de l'année. Le fléchissement de la production du secteur automobile-biens d'équipement ménager (-7,1 %) est largement dû à la crise du Golfe. Les biens de consommation courante retrouvent leur niveau du premier trimestre de 1990.

Selon les premières indications publiées récemment par l'INSEE, la production industrielle aurait commencé à se redresser, légèrement à partir du mois de mars (le Monde du 23 mai).

D'après les données fournies par les constructeurs

Le marché automobile français se serait ressaisi en juillet

Le Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA) vient de publier deux séries de données statistiques qui devraient remettre un peu de baume au cœur des industriels de la branche. A en croire les chiffres des immatriculations de voitures neuves enregistrées en France au mois de juillet, le marché automobile hexagonal semble se ressaisir, ou du moins avoir cessé de se dégrader comme il l'a fait depuis le début de l'année.

Environ 224 000 voitures particulières ont été immatriculées le mois dernier, ce qui constitue le niveau le plus élevé depuis janvier, selon les données du CCFA. Par rapport au mois de juillet 1990, le marché ne baisse que de 1,9 %, les voitures de marques étrangères reculant de 2,6 % et les françaises de 1,3 %.

Sur les sept premiers mois de 1991, la tendance reste toutefois mauvaise, puisque, avec

1 214 600 voitures particulières enregistrées, le total des immatriculations est inférieur de 14,2 % au score réalisé sur la même période de l'année précédente.

D'autre part, toujours selon le CCFA, le commerce extérieur de la branche automobile en France (équipements et pièces détachées, véhicules particuliers et utilitaires, neufs et d'occasion) a dégagé un solde positif en progression de 11,6 % au premier semestre 1991. Globalement, la branche a réalisé un excédent de 17,54 milliards de francs sur les six premiers mois de l'année 1991 contre 15,71 milliards pour la même période de l'année précédente.

Pour la première fois, le solde des échanges franco-allemands a été positif pour la France, à hauteur de 1,4 milliard de francs, contre un déficit de 8,6 milliards au premier semestre 1990.

A l'issue de la visite du président chilien à Buenos-Aires

Le Chili et l'Argentine mettent un terme à leurs querelles frontalières

L'Argentine et le Chili ont mis fin à une série de différends vieux de plus d'un siècle en signant, vendredi 2 août, plusieurs accords sur le tracé de leur frontière commune longue de cinq mille quatre cents kilomètres. A l'issue de sa première visite officielle à Buenos Aires, le président chilien Patricio Aylwin a par ailleurs signé avec son homologue argentin une série d'accords économiques s'inscrivant dans le cadre du mouvement d'intégration régionale des pays du sud du continent.

BUENOS-AIRES

de notre correspondant

L'heure est aux retrouvailles entre l'Argentine et le Chili : c'est en grande pompe que le président Carlos Menem a reçu, jeudi 1^{er} août à son arrivée, son homologue Patricio Aylwin, premier chef d'Etat chilien à venir en visite officielle à Buenos-Aires depuis 1953. La signature d'accords frontaliers qualifiés « d'historiques » a mis fin à des querelles qui ont menacé à plusieurs reprises de déchaîner sur un conflit armé. En 1978, la médiation du pape avait permis in extremis d'éviter une guerre entre les deux pays à propos d'un différend sur le canal de Beagle, finalement réglé en 1984 sous la présidence de M. Raúl Alfonsín. Des escarmouches entre gardes-frontières continuaient néanmoins de donner régulièrement des maux de tête aux diplomates des deux pays.

Le retour à la démocratie en Argentine et au Chili a facilité le règlement pacifique de ces conflits.

a souligné M. Menem. De son côté, M. Aylwin a souligné que « la frontière ne sépare jamais plus » l'Argentine et le Chili. Les deux chefs d'Etat sont convenus de soumettre à un tribunal d'arbitrage international, composé de cinq juristes latino-américains le seul litige frontalier non résolu, à propos de la Laguna del Desierto, située en Patagonie, à trois mille kilomètres au sud de Buenos Aires.

Succès politique pour M. Menem

Cet accord constitue un succès politique pour M. Menem, qui a reçu l'appui officiel de son opposition dans sa décision d'accepter que le litige soit tranché par des tiers. De plus, les tentatives traditionnelles des forces armées argentines vis-à-vis des militaires chiliens ont pu être mises en sourdine. M. Guido di Tella, le ministre argentin des affaires étrangères, avait pris soin d'effectuer une visite de politesse auprès des élus du gouvernement provincial, y a encore un mois, certains officiers ne dissimulaient pas leur inquiétude après les « mystérieux » voyages à l'étranger du général Augusto Pinochet, commandant en chef de l'armée chilienne, désireux de commander de nouveaux armements.

Le gouvernement argentin semble également être parvenu à calmer les esprits dans la province de Santa-Cruz. Bravant le froid et les vents de la Cordillère, les « faucons » du gouvernement provincial avaient organisé, le 1^{er} août, une réunion symbolique près de Laguna del Desierto (570 kilomètres à l'ouest de Rio Gallegos, la capitale de Santa-Cruz) pour y « réaffirmer la souveraineté argentine ».

Chiliens et Argentins sont arrivés à se mettre d'accord « en famille » sur le plus grave des vingt-trois litiges frontaliers qui portaient sur les glaciers continentaux de la Patagonie : ils se sont tout simplement partagé la zone disputée.

Ces gestes de réconciliation politique ont été accompagnés par la signature de plusieurs accords économiques. L'Argentine ne cache pas son espoir de voir le Chili se joindre au Mercosur, le projet de marché commun entre l'Argentine, l'Uruguay, le Brésil et le Paraguay, qui devrait se concrétiser à partir de 1995. Jusqu'à présent, le gouvernement chilien s'est montré réticent, en raison de l'instabilité économique en Argentine et au Brésil. Un des principaux objectifs de Buenos-Aires est d'obtenir un accès plus aisé aux ports chiliens, pour faciliter les exportations argentines depuis l'Océan pacifique. Santiago est intéressé par la construction de gazoducs qui alimenteraient le Chili en gaz naturel. « Ces accords permettront l'intégration économique » des deux pays, a affirmé M. Menem, tandis que M. Aylwin a souligné « la vocation fraternelle du Chili et de l'Argentine ».

CHRISTINE LEGRAND

Un sondage IPSOS « le Point »

La popularité des responsables politiques s'améliore

Selon le baromètre mensuel réalisé par IPSOS entre les 15 et 18 juillet auprès de mille personnes pour le Point, la cote de l'ensemble des responsables politiques est en hausse par rapport au mois précédent, à l'exception de celle de M. Charles Pasqua, en baisse (-2 points, soit 21 %), et de celle de M^{me} Jacques Chirac (30 %) et Georges Marchais (11 %), qui restent stables.

M^{me} Edith Cresson, avec 27 % de personnes interrogées qui disent « se sentir proches » d'elle (57 % s'en déclarent « éloignées »), regagne quatre points (le premier ministre en avait perdu quinze dans le précédent baromètre). M. François Mitterrand, avec 34 %, recouvre trois points, tandis que 54 % des sondés se disent « éloignés du chef de l'Etat. Trois personnalités progressent de cinq points : M^{me} Simone Veil (39 %), M^{me} Antoine Waechter (25 %) et Pierre Bérégovoy (25 %). Outre le premier ministre, quatre hommes politiques voient leur cote s'améliorer de quatre points : M^{me} Valéry Giscard d'Estaing (36 %), Raymond Barre (27 %), Alain Juppé (16 %) et Jean-Pierre Solson (14 %).

Aux Comores

La Cour suprême déclare l'« empêchement » du président Djohar à gouverner

La Cour suprême de la République fédérale islamique des Comores a prononcé, samedi 3 août, à Moroni, l'« empêchement » du président Said Mohamed Djohar à gouverner, estimant que ce dernier - élu en mars 1990, quelques mois après l'assassinat du président Abdallah - n'est « pas en mesure de continuer sa mission ». Le président de la Cour suprême, M. Ibrahim Ahmed Halidi, devient ainsi président de la République par intérim. - (AFP)

La polémique sur les ours des Pyrénées

Tartarin en Béarn

Lassé des dégâts causés par un ou plusieurs ours aux troupeaux de sa commune, un maire des Pyrénées-Atlantiques a pris un arrêté stipulant que l'animal « troublant l'ordre public (...) sera abattu ».

PAU

de notre correspondant

Les dégâts commis par les ours aux troupeaux de moutons dans les vallées pyrénéennes provoquent une effervescence inhabituelle en Béarn. Alors que, selon le Fonds d'intervention éco-pastoral (FIEP), le préjudice ne semble pas être plus considérable que par le passé à la même époque - quelques brebis tuées dans les estives du côté d'Ayous en vallée d'Aspe, puis en vallée d'Ossau - les prises de position se multiplient.

L'affaire a même pris un tour singulier, jeudi 1^{er} août, avec l'arrêté municipal de M. Jean Bayleucq, maire de Bielle, actuellement élu le plus déterminé à chasser le ou les pléistocènes de sa commune.

Pretextant pour prétexte le fait que les ours en question, découragés par les clôtures placées récemment autour des pâturages à Ayous, étaient passés dans la vallée d'Ossau pour y gazer des brebis et qu'il était impératif de sauvegarder la vie des animaux et des personnes, M. Bayleucq somme le préfet des Pyrénées-Atlantiques de capturer l'animal « s'il considère qu'il est de l'intérêt de l'Etat de le protéger et de le sauvegarder ».

Il est stipulé à l'article 3 : « Dans les huit jours qui suivent la publication de l'arrêté, l'ours (ou les deux ours) troublant l'ordre public sur les territoires sus-cités et menaçant la vie des animaux et des hommes sera abattu ».

Cette initiative « fait quelque bruit en Béarn où les positions abruptes de M. Bayleucq ne sont pas partagées par la majorité des autres élus. M. Jean Lassalle, président du Parc national des Pyrénées et conseiller général d'Acqou, cherche à dématérialiser l'affaire : « On n'a jamais dit qu'il fallait tuer les ours. Il faut faire que nous soyons découragés, mais de grâce gardons notre sérénité ».

M. Lassalle estime que les mesures prises en vallée d'Aspe (clôture des pâturages notamment) sont de nature à dissuader l'ours de s'attaquer aux ovins. Le maire de Laruns, M. André Fabre, président du comité inter-valléen, pense, lui, qu'il faut prévoir, si l'ours se manifeste de nouveau de façon dangereuse, de l'endormir au moyen d'un projectile hypodermique et de le transporter sur un site où il sera moins encombrant.

A la préfecture de Pau, pas de commentaire, ni de réaction officielle à l'arrêté. « Nous ne devons pas attendre pour prendre des dispositions. Nous sommes prêts à prendre des mesures adaptées à la vallée d'Ossau et à répondre à toutes les hypothèses techniques », se contente de déclarer le secrétaire général en l'absence du préfet actuellement en vacances.

Quant à l'ours, il ne s'est pas manifesté depuis le début de la saison.

JEAN-MICHEL GUILLOT

L'ESSENTIEL

VOYAGE AVEC COLOMB

6. L'énigme juive..... 2

ÉTRANGER

La situation en URSS

Selon M. Gorbatchev, le traité de l'Union sera signé après le 20 août..... 3

L'embargo contre l'Irak

Le Conseil de sécurité de l'ONU étudie des mesures coercitives à l'encontre de Bagdad..... 5

POLITIQUE

L'application de la loi sur les campagnes électorales

Les responsables de la communication expriment leur inquiétude..... 6

SOCIÉTÉ

Des taureaux camarguais à Madrid

Pour la première fois, des arènes espagnoles accueillent des taureaux français..... 7

La visite du Paris touristique

De nouveaux autocars à étage circulent dans la capitale..... 7

ÉCONOMIE

Budget ultra-conservateur en Nouvelle-Zélande

L'entente d'un siècle de politique sociale..... 11

Conciergerie d'hôtel et manager social

Mort de Paul Boeguenoux, l'ancien patron du Plaza-Athénée..... 11

Revendications salariales au FMI

Les salaires du directeur général du FMI et du président de la Banque mondiale augmentés de 27 %..... 11

Revue des valeurs

Crédits, Changes, Grands Marchés..... 13

Services

Abonnements..... 10

Admissions aux grandes écoles..... 10

Carnet..... 6

Météorologie..... 10

Radio-Télévision..... 10

Spectacles..... 9

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 3 août 1991 a été tiré à 467 477 exemplaires.